



HAL
open science

Sintobur'i, notre corps et notre terre ne font qu'un : image du nationalisme alimentaire coréen à l'ère de la mondialisation

Lise Bouchereau

► **To cite this version:**

Lise Bouchereau. Sintobur'i, notre corps et notre terre ne font qu'un : image du nationalisme alimentaire coréen à l'ère de la mondialisation. Géographie. 2018. dumas-02095051

HAL Id: dumas-02095051

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02095051>

Submitted on 10 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE LYON

MASTER ASIE ORIENTALE CONTEMPORAINE – ÉTUDES

en double-diplomation avec

L'ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON

Mémoire de Master 2 présenté par

Lise BOUCHEREAU

Soutenance prévue le 5 septembre 2018

Discipline : Géographie

SINTO BUR'I, NOTRE CORPS ET NOTRE TERRE NE FONT QU'UN

IMAGE DU NATIONALISME ALIMENTAIRE COREEN

A L'ERE DE LA MONDIALISATION

Sous la direction de

M. Philippe Pelletier

Professeur en géographie, Université de Lyon 2, IEP de Lyon

Membre du Jury

M. François Guillemot

ingénieur de recherche au CNRS, Institut d'Asie Orientale

*Qui es-tu ? Qui suis-je ?
À ceux d'entre nous qui sont nés sur cette terre,
Crions : « le Corps et le Sol ne font qu'un », Sintobur'i !
Les rues du quartier d'Apgujeong à Gangnam,
Dans quel pays sont ces rues ?
Où sont passées les Sunbee ?
Je ne vois que des Miss Lee* à la place des Sunbee dans les show-window*, pourquoi ?
Elles dansent au milieu de produits importés
Les montagnes, les rivières, les graines de soja, les haricots rouges,
Seuls nos produits sont bons pour notre corps
Pourquoi aller chercher quelqu'un d'autre ?
La pâte de piment rouge, la pâte de soja, le kimchi et le kaktugi
N'oublie pas, non, n'oublie pas ça !
Toi et moi, nous sommes Coréens,
Le Corps et le Sol ne font qu'un
Le Corps et le Sol ne font qu'un*

***Sintobur'i*, Bae Ilho, 1993**

* En Anglais dans le texte

Résumé

Ce mémoire de géographie a pour objectif d'interroger la relation entre alimentation locale et nationalisme en Corée du Sud à travers une étude des fondements politiques et idéologiques et des impacts de la notion *Sintobur'i*, (신토불이 ou 身土不二), popularisée en Corée du Sud par la Fédération Nationale des Coopératives agricoles, dans le but de promouvoir les produits agricoles locaux et nationaux auprès des consommateurs coréens. Reprenant les bases de l'idéologie nationaliste *Minjung*, les penseurs du *Sintobur'i* réussissent à proposer une idéologie gastronaționaliste qui a pour objectif de protéger les traditions et l'authenticité culturelle nationales à travers une institutionnalisation des pratiques alimentaire locales.

Mots-clés : *Sintobur'i* – alimentation locale – nationalisme culturel – Corée du Sud

Abstract

This paper aims at examining the particular relationship between local food practices and nationalism in contemporary South Korea, through the study of political and philosophical basis and impacts of *Sintobur'i* politics (신토불이 or 身土不二), introduced in Korea by the National Agricultural Cooperative Federation in 1989, as an attempt to promote local and national food products and mobilize the Korean population around food security issues. This study provides an analysis of how *Sintobur'i* pursues a form of gastronaționalism in South Korea.

Key words : *Sintobur'i* – local food – cultural nationalism – South Korea



Corée du Sud



Carte de la Corée du Sud à l'époque contemporaine
 Source : Archives Encyclopédie Larousse

Sommaire

Glossaire	3
Liste des abréviations et sigles	5
Introduction générale	9
<i>Partie 1: Sintobur'i, un concept central pour l'alimentation locale en Corée du Sud ?</i>	23
Chap. 1 La genèse de l'alimentation locale, une volonté de protection du monde paysan	25
1.1 Les difficultés du monde paysan sous la période développementaliste (1961-1979)	25
1.2 Le secteur agricole face à la mondialisation (1979-1997)	31
1.3 Les paysans en tête du combat contre la mondialisation néo-libérale	33
Chap. 2 L'essor de l'alimentation locale à l'ère de la mondialisation : un enjeu de santé pour les Coréens	35
2.1 Scandales alimentaires et inquiétudes citoyennes à la source du localisme	35
2.2 Les coopératives alimentaires : premiers acteurs de l'alimentation locale	40
2.3 Fondements politiques et philosophiques et mise en pratique de l'alimentation locale	45
<i>Partie 2: Sintobur'i, impact d'un concept ambigu</i>	53
Chap 3 La campagne Sintobur'i et la promotion de l'alimentation locale ?	55
3.1 Fondement politiques et philosophiques du Sintobur'i	55
3.2 Quelle place pour Sintobur'i dans les pratiques d'alimentation locale ?	59
3.3 Quelles critiques ?	60
Chap. 4 Impacts de la campagne <i>Sintobur'i</i>	63
4.1 Un succès politique et économique	63
4.2 Un succès culturel	64
4.3 Une cristallisation de l'identité nationale autour du phénomène Sintobur'i	68
<i>Partie 3: Sintobur'i, symbole du gastronationalisme coréen</i>	73
Chap. 5 La question alimentaire dans le discours nationaliste coréen	75

5.1 Qu'est-ce que le gastronationalisme ?	75
5.2 Introduction au nationalisme moderne en Corée du Sud : quelle place pour la question alimentaire ?	77
5.3 Le mouvement nationaliste Minjung et la formation d'une identité paysanne à l'ère développementaliste	80
5.4 <i>Sintobur'i</i> et gastronationalisme	84
Chap. 6 Consommer local, un enjeu nationaliste pour les Coréens à l'ère de la mondialisation	87
6.1 L'autosuffisance alimentaire, enjeu de souveraineté pour la nation sud-coréenne	87
6.2 Alimentation traditionnelle et consommation de la tradition	91
6.3 Le mouvement gwasobi chubang 과소비 추방 ou l'esprit frugal coréen	93
Conclusion	99
Bibliographie	105

Glossaire

Bibimbap	비빔밥	Plat coréen à base de riz
Bulgogi	불고기	Plat coréen à base de bœuf mariné
Cheong	청	Le cœur
Cheontae	천태	Courant de philosophie bouddhiste
Chotpul jibhoe	촛불집회	Manifestations des bougies
Chuk	죽	Porridge coréen
Donghak	동학	Religion coréenne
Dosilak	도시락	Plat à emporter pour le midi (bento)
Gochujang	고추장	Pâte de piment fermenté
Gwasobi	과소비	Consommation excessive
Hanbok	한복	Vêtement traditionnel coréen
Hangeul	한글	Alphabet coréen
Hankuk kijeok	한국 기적	Le miracle du fleuve Han
Hankukhwa	한국화	Coréanisation
Kimchi	가치	Chou fermenté et pimenté
Kukjaehwa	국제화	Internationalisation

Kuknesan	국내산	Intérieur
Minjok	민족	Nation
Minju	민주	Démocratie
Minjung	민중	Peuple
Nonghyeop	농협	Fédération nationale des coopératives agricoles coréennes
Pungsu	풍수	Concept de géomancie traditionnelle
Saegyeohwa	세계화	Mondialisation
Saemaoul Undong	세마을 운동	Mouvement des nouvelles communautés
Saengmyeongchui	생명 주의	Protection de la vie
Sintobur'i	신토불이	"Le corps et la terre ne font qu'un"
Sinhankuk Changjo	신한국 창조	"Créer une nouvelle Corée"
Sobija Saenghyeop	소비자 생협	Coopérative de consommateur
Ssam	쌀	Riz
Taekwondo	태권도	Taekwondo, art martial traditionnel coréen
Well-being	웰빙	Well-being, mode de vie sain
Yangban	양반	Aristocratie
Yusin	유신	Régime autoritaire de Yusin (1972-1979)

Liste des abréviations et sigles

ACAB Association Coréenne des Agriculteurs Biologiques

AFCP Association des Femmes Coréennes Paysannes

AMAP Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

CNFC Comité National des Fermiers Coréens

FMI Fond Monétaire International

FNCA Fédération National des Coopératives Agricoles (ou *Nonghyeop*)

FNMF Fédération Nationale des Mouvements Fermiers

GATT Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce

LPC Ligue des Paysans Coréens

MAPF Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de la Forêt

ODR Office de Développement Rural

OFCC Organisation des Fermiers Coréens Catholiques

OFCP Organisation des Fermiers Coréens Protestants

OMC Organisation Mondiale du Commerce

RAL ou AFN Réseaux d'Alimentation Alternative

SFK Slow Food Korea

Date de création	Nom coréen	Caractères traditionnels	Nom romanisé	Traduction	Sigle
1948	농림수산식품부	農林水産食品部	Nongnim Susan Sikpum-bu	Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de la Forêt	MAPF
1961	농업협동조합중앙회	農業協同組合中央會	Nonghyeop Dongcho Hapjunganghoe	Fédération nationale des coopératives agricoles	FNCA
1966	가톨릭농민회	-	Katollik Nongminwhoe	Organisation des Fermiers Coréens Catholiques	OFCC
1987	한국유기농업협회	韓國有機農業協會	Hankuk Yuginongjeop Hyeophoe	Association Coréenne des Agriculteurs Biologiques	ACAB
1989	전국농민운동연합	全國農民運動聯合	Jeonguk Nongmin Undong Yeonhap	Fédération Nationale des Mouvements Fermiers	FNMF
1989	전국여성농민회총연합	全國女性農民會運總聯合	Jeonguk Yeoseong Nongminhoe Chongyeonhap	Association des Femmes Coréennes Paysannes	AFCP
1990	전국농민회총연맹	全國農民會總聯盟	Jeonguk Minhoe Chongyeonmaeng	Ligue des paysan ou Fédération Nationale des Organisations paysannes	LPC
2014	국제슬로푸드한국협회	-	Kukjae Slow Food Hankuk Hyeophoe	Slow Food Korea	SFK

Table 1 Liste non-exhaustive des organisations et mouvements paysans sud-coréens au XXe siècle

Introduction générale

Ce mémoire a pour objectif d'étudier la relation entre alimentation locale et nationalisme en Corée du Sud, à travers l'analyse du terme *Sintobur'i*, (신토불이 ou 身土不二), popularisé en 1989 par la Fédération Nationale des Coopératives Agricoles sud-coréenne (*Nonghyeop* [en coréen])¹. À l'occasion de l'ouverture des marchés coréens aux importations étrangères dans le cadre de l'*Uruguay Round* du GATT² entre 1986 et 1994, *Nonghyeop* organise une campagne nationale de promotion des produits agricoles coréens sous le slogan *Sintobur'i*, qui signifie « le corps et la terre ne sont pas séparés ». La Coopérative *Nonghyeop* est aujourd'hui une des organisations les plus actives dans la promotion de l'alimentation locale et *Sintobur'i* fait partie intégrante du vocabulaire coréen courant.

Vers la fin des années 1980, la Corée du Sud est marquée par de nombreux bouleversements politiques et socioéconomiques qu'il nous faut étudier pour comprendre le contexte plus large dans lequel *Sintobur'i* se développe. Après plus de vingt-cinq années de dictature militaire, le pays connaît en 1987 sa première élection libre, qui marque le début de la transition du pays vers une organisation politique et institutionnelle démocratisées. Les années 1990 coréennes correspondent ainsi à une vague de démocratisation politique et sociale dans le pays, accompagnée par une période de prospérité et de libéralisation économique pendant laquelle les Coréens découvrent la société de consommation, après plusieurs décennies de rigueur économique.

Parallèlement, à partir de 1991, l'effondrement de l'Union Soviétique signe la fin de la logique bipolaire qui encadrait les relations internationales et le système économique mondiale depuis 1948. Dès lors, la Corée du Sud, dont l'histoire fut structurée par les enjeux économiques et géopolitiques de la Guerre Froide, n'est plus soumise aussi fortement à l'obligation de développement militaire et de rigueur politique imposés par les différents gouvernements militaires depuis 1953. Sur le plan international, l'affaiblissement du modèle communiste au profit de l'idéologie capitaliste et des théories néo-libérales, permet un renforcement des politiques de libéralisation des échanges. Dans ce cadre, les négociations qui entourent l'*Uruguay Round* du GATT à partir de 1987 ont pour objectif de libéraliser les secteurs économiques qui étaient restés jusqu'alors fermés aux importations, principalement

¹ La forme complète est *Nonghyeopdongchobapjunganghoe* (농업협동조합중앙회 ou 農業協同組合中央會). Pour

² General Agreement on Trade and Tariffs

les secteurs de l'agriculture et du textile, et de concrétiser par là-même la mise en place d'un modèle capitaliste hégémonique.

En Corée du Sud, jusqu'en 1987, le secteur agricole reste très protégé par un ensemble de quotas d'importations, notamment concernant les denrées de bases comme le riz, dans le cadre d'une gestion étatique et autoritaire de l'économie nationale. En tant que signataires du GATT, et dans la perspective d'ouvrir l'économie coréenne à la mondialisation, les présidences Rho Tae-Woo (1987-1993) et Kim Yong-Sam (1993-1997), mettent en place un ensemble de mesures visant à la libéralisation du secteur agricole. Dans ce contexte, et face à l'inquiétude des conséquences de l'ouverture des marchés agricoles aux importations sur le niveau de vie des agriculteurs coréens, la Fédération Nationale des Coopératives d'Agriculteur développe une campagne de promotion des produits alimentaires coréens sous le slogan *Sintobur'i*, qu'elle traduit par la suite par phrase « nos produits agricoles sont bons pour notre corps³ ».

Nationalismes et alimentation en Corée du Sud, quels enjeux terminologiques ?

L'enjeu principal de ce sujet est d'intégrer l'étude de la notion *Sintobur'i* et, à travers celle-ci, la question de la pratique alimentaire localisée, à une étude plus large du renouvellement de la pensée nationaliste en Corée du Sud. Dès lors, il est fondamental de débiter ce mémoire par une introduction aux différentes théories du nationalisme, et leur application au cas sud-coréen. Plus précisément il nous faudra également interroger le rôle de la pratique alimentaire en tant que pratique culturelle, et son rapport à la notion d'identité, qui accompagnent généralement les études socio-anthropologiques sur la question.

Quelles théories du nationalisme en Corée du Sud ?

Le champ des études en sciences humaines sur le nationalisme est marqué par un désaccord sur la relation entre nation, nationalisme et ethnicité. Il s'agit de comprendre si la nation doit être appréhendée en tant qu'objet sociopolitique construit, et historiquement moderne, selon la vision constructiviste, ou moderniste (Anderson, 1996; Gellner, 1989;

³우리몸엔 우리 농산물이 좋습니다 (uri mom-en uri nongsanmul-i chosumnida)

Hobsbawn, 2001) ou comme l'expression de modèles ethniques préexistants, établis sur des fondements culturels et géographiques antérieurs pré-modernes, et ce que Geertz appelle un « sentiment primordial » (Geertz, 1983).

De la même manière, on trouve en Corée deux interprétations majeures à l'égard du nationalisme coréen (Shin G.-W., 2006, pp. 4-7). Une première approche considère que la nation coréenne a toujours existé, sinon depuis la naissance de l'humanité, du moins depuis l'unification des royaumes coréens *Silla* au XVII^e siècle. Les théories modernistes, au contraire, voient la nation coréenne comme le produit de l'idéologie nationaliste qui se développe au moment de l'ouverture du pays au monde, à la fin de la dynastie *Joseon* (1392-1897). Dans cette optique, la nation est une construction fondamentalement moderne, associée à et l'essor du système des États-Nations à travers le monde, au tournant du XX^e siècle. Shin Gi-Wook⁴, soutient en outre que le nationalisme coréen est la force majeure qui a influencé la Corée dans sa transition vers la modernité politique. En outre, dans le contexte coréen, les débats concernant la relation entre nationalisme et modernité se concentrent sur l'identification des traits particuliers et universels de la modernité survenue en Corée (Ibid.). Laura Nelson⁵ propose une explication du renouveau nationaliste aujourd'hui à travers le constat de la déstabilisation des concepts de « Corée » et d'identité « coréenne » (Nelson, 2000). Il est possible de rapprocher cette lecture des analyses de Patricia Goff⁶ sur le renouveau identitaire, qui s'explique notamment par un renforcement des frontières conceptuelles de la coréanité⁷ à une époque où les barrières économiques et géopolitiques deviennent plus fragiles :

« La concordance autrefois supposée entre territoire/espace et société/nation/culture est maintenant amoindrie par la reconnaissance de

⁴ Gi Wook Shin est un sociologue coréen spécialiste des questions de géopolitiques contemporaines pour la péninsule. Très influencé par sa formation à Stanford et son travail sur les théories américaines du nationalisme, il est notamment l'auteur d'un ouvrage majeur sur les nationalismes en Corée, qui constitue la base de notre travail de recherche sur la question.

⁵ Laura Nelson est une chercheuse membre de *l'Institute of East Asian Studies* à Berkeley, où elle a notamment travaillé sur une enquête ethnographique afin de montrer comment les institutions sud-coréennes ont conditionné le développement d'une culture de consommation de masse dans le but de promouvoir des idéaux et comportements nationalistes entre 1960 et 1997.

⁶ Patricia Goff est docteure en Sciences Politiques et enseigne actuellement à l'université Wilfried Laurier. Elle travaille notamment sur les questions de diplomatie culturelle, de gouvernance et de souveraineté à l'ère de la mondialisation. Cf. Goff, 2000.

⁷ L'espace culturel symbolique qui forme l'identité collective et individuelle coréenne (Anderson, 1996 ; Goff, 2000)

l'importance des 'différences transfrontalières à l'intérieure d'un espace, la question du post-colonialisme et des cultures hybrides postcoloniales, ainsi que des espaces interconnectés' (Gupta et Fergusson, 1992). Les voyages, les rencontres avec les touristes, la presse internationale, la diaspora coréenne, l'ouverture aux importations et exportations – ainsi que la division nationale – ont tous contribué à la déstabilisation des concepts de 'Corée' et d' 'identité coréenne' ».

Laura Nelson, *Measured Excess: Status, Gender and Consumer Nationalism in South Korea* (2000)

Enfin, une importance particulière sera accordée dans notre étude au concept de gastro-nationalisme développé par Michaela De Soucey⁸, qui vise à expliquer le rôle primordial accordé aux pratiques et aux systèmes alimentaires dans la construction des nouvelles formes de nationalisme. Parallèlement, ce concept permet d'étudier comment la pensée nationaliste façonne de nouvelles pratiques alimentaires et la réinvention de traditions⁹ alimentaires à l'ère de la mondialisation.

Le « local » un projet politique et alimentaire ambigu

L'ambiguïté sémantique du terme « local » a été soulevée à plusieurs reprises par des chercheurs sur les Réseaux d'Alimentation Alternative (RAA) (Venn et al., 2006). Parce qu'elle fait référence à une délimitation spatiale et géographique assez vague, et non à un impératif éthique de production (comme on peut trouver dans les appellations « biologique » ou « sans OGM »), l'alimentation locale est source de nombreuses interrogations quant aux facteurs qui poussent à sa valorisation. Les réseaux d'alimentation alternatifs ont été analysés comme des projets contestataires face au modèle économique hégémonique capitaliste, qui structure le système agro-alimentaire à travers le monde. Il s'agit à travers ces alternatives de contester les modes de productions, de distribution et de consommation ainsi que les conséquences négatives qu'ils entraînent sur la préservation de l'environnement et de la biodiversité ou le renforcement des inégalités économiques, sociales et ethniques à travers la planète (Ibid. ; Pleyers, 2011).

⁸ Chercheuse au sein du département de sociologie et d'anthropologie, Michaela de Soucey examine comment les marchés, les mouvements sociaux et organisations étatiques façonnent les politiques culturelles et éthiques de l'alimentation. Cf. De Soucey, 2010.

⁹ Sur le phénomène de réinvention et consommation de la tradition en Corée du Sud, voir Kendall, 2011.

Pourtant de nombreuses analyses s'inquiètent des possibles dérives du « local », qui, fort de la critique de la mondialisation qu'il a assimilée, propose un projet contestataire à visée identitaire, soit un réflexe réactionnaire de défense du territoire (Hinrichs, 2003), d'une identité, ou d'une culture (Du Puis, Goodman, 2005). Dans ce sens, valoriser le localisme fait moins référence à la préoccupation éthique d'un groupe social et politique donné mais bien la production d'une nouvelle forme de nationalisme à l'ère du tout global, et d'une vision passéiste du territoire local, et national (Ibid.). Il apparaît que les consommateurs, en privilégiant les produits locaux, visent entre autre à soutenir *leurs* paysans locaux. Ces alternatives sont ainsi porteuses d'un potentiel réactionnaire, si elles sont par exemple l'expression d'une nostalgie campagnarde ou d'une ruralité idéalisée. Il s'agit dès lors de protéger, face à la mondialisation, des communautés qui ont connu un bouleversement dans leur organisation socioéconomique et socioculturelle. Dans ce cas, la pratique du local joue le rôle d'une double exclusion à travers la différenciation spatiale : sociale tout d'abord, puisqu'elle va favoriser l'exclusion de certaines caractéristiques sociales et démographiques (l'âge, le sexe, le niveau de revenu, etc.) en délimitant un nouvel espace social commun local et imperméable à l'extérieur et à l'altérité ; et culturelle ensuite, dans la mesure où le territoire, son organisation, et la manière dont il est vécu sont l'expression d'une pratique culturelle, au fondement de la construction d'une identité commune imaginée¹⁰.

Quelle place pour *Sintobur'i* dans la littérature sur le nationalisme coréen ?

Le cas de l'alimentation locale en Corée du Sud intéresse particulièrement certains sociologues coréens sur la ruralité et les mouvements sociaux, qui travaillent au sein du groupe de recherche sur les systèmes d'alimentation locale, constitué en 2006. Ceux-ci ont tenté de dresser un portrait de l'évolution du mouvement et des valeurs qui le portent en accordant une importance toute particulière à sa portée en tant que mouvement politique alternatif et son potentiel contestataire¹¹. Cette équipe rassemble huit chercheurs, des

¹⁰ Voir à ce sujet Benedict Anderson, 1996

¹¹ C'est notamment le cas de Kim Chul-Kyoo, docteur en sociologie et spécialiste des milieux ruraux à l'université Koryo de Séoul, et chercheur majeur sur les questions d'alimentation locale et d'agriculture alternative en Corée du Sud, que nous avons pu rencontrer et questionner sur les sujets d'alimentation locale et de nationalisme lors d'un entretien individuel.

anthropologues, sociologues, géographes et économistes coréens, dont l'objectif de recherche était d'étudier les systèmes d'alimentation alternatifs, notamment en analysant les programmes mis en place au Japon, sous l'appellation *Chisan-chisbo* (地產地消)¹². Il n'existe toutefois aucun écrit exhaustif sur les dérives du localisme en Corée du Sud et des influences de la pensée nationaliste sur le développement du mouvement d'alimentation locale en Corée du Sud.

Il existe une littérature coréenne plus abondante concernant les pratiques alimentaires coréennes et le renouveau de la cuisine traditionnelle, notamment au sein du champ des études anthropologiques. Depuis les années 1990, un courant coréen des études anthropologiques de l'alimentation s'est développé. Ainsi, en 1994, l'Association Coréenne d'Anthropologie culturelle organisait une session plénière autour du thème « Production of Food and Consumption of Culture », pendant laquelle Kim Kwang-Ok, pionnier dans ce domaine de recherche, appelait à prêter attention à l'analyse de la production et de la consommation alimentaires en tant que pratiques culturelles¹³. Ainsi, la revue scientifique *Korea Journal* avait consacré en 2010 un numéro spécial¹⁴ qui proposait d'analyser les nouveaux comportements alimentaires des Coréens à l'aune des changements sociopolitiques ayant transformé la Corée du Sud à partir des années 1980¹⁵.

La littérature sur le nationalisme sud-coréen est également plus riche et illustre bien l'importance de cette question non seulement dans le champ des études coréennes en sciences humaines coréennes, mais également dans l'histoire politique du pays. Plusieurs ouvrages majeurs ont été rédigés sur la question, mais nous avons principalement retenu les analyses de Shin Gi-Wook, qui publie en 2006 un ouvrage de sociologie politique intitulé « *Ethnic Nationalism in Korea. Genealogy, Politics, and Legacy* » et qui offre une étude exhaustive sur le lien entre nationalisme et modernité dans l'histoire politique de la Corée du Sud au XX^e siècle. Sur le même sujet, l'ouvrage de Bruce Cummings *Korea's Place in the Sun. A Modern History* (1997), fait office de référence tant sur la définition de la modernité coréenne que de son rôle dans la construction d'un nationalisme au XX^e siècle.

¹² Nous étudierons l'influence de ce mouvement sur le modèle coréen plus en détail dans le corps de notre étude.

¹³ Moon, 2010.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Les articles publiés dans ce numéro ont été republiés au sein de l'ouvrage collectif *Re-orienting Cuisine: East Asian Foodways in the Twenty-First Century*, édité en 2015 par Kim Kwang-Ok

Enfin, nous avons trouvé très peu de travaux sur la question précise du *Sintobur'i* et de son caractère scientifiquement problématique, malgré sa forte popularité dans la société coréenne et sa complète intégration au langage coréen. Les principaux écrits sur le *Sintobur'i* ne sont pas des écrits critiques mais des ouvrages à but promotionnel, qui s'attachent à décrire les bienfaits médicaux et diététiques de l'alimentation « *Sintobur'i* », qui proposent des recettes de cuisine traditionnelle dite « *Sintobur'i* » ou encore des ouvrages qui s'intéressent aux fondements théologiques de l'éthique *Sintobur'i*. Il s'agira également d'étudier à travers ce mémoire, les causes possibles de ce manque.

Problématique

La présente étude aura donc pour intérêt de proposer une synthèse des travaux sur la question du *Sintobur'i* et des pratiques alimentaires nationalistes en français et d'apporter un éclairage que nous espérons nouveau sur la relation entre alimentation, territoire et identité qui constitue, au fond, le cœur de ce travail – notant que la question de l'alimentation en géographie est un sujet qui nous tient tout particulièrement à cœur de développer. De plus l'apport de notre formation sur des enjeux similaires en Asie, notamment au Japon, nous semblent être un avantage qui peut nous permettre d'une part de sortir l'analyse du nationalisme d'un danger culturaliste, toujours présent lorsqu'il s'agit d'étudier une culture différente de la sienne, et d'autre part de mettre en perspective des tendances longues quant aux nationalismes asiatiques et aux questionnements post-modernes qui peuvent y être attachés¹⁶.

À travers cette étude, nous nous attacherons à comprendre dans quelle mesure les Sud-Coréens cultivent et expriment un attachement nationaliste à leur identité et leurs traditions culturelles à travers leurs choix alimentaires et comment, dans ce contexte, le concept *Sintobur'i* fonctionne comme l'expression d'un nationalisme renouvelé en Corée du Sud. De manière plus détaillée, nous nous intéressons dans l'ordre aux questions suivantes :

¹⁶ Notons cependant que l'objet principal de notre étude reste la Corée du Sud et n'a aucune vocation à fournir une étude comparative, même partielle, des phénomènes néo-nationalistes en Corée et au Japon, l'intérêt des références au cas japonais nous permettant au mieux de mettre en perspective les facteurs qui ont pu jouer dans le développement de la pensée *Sintobur'i* en Corée.

- * Dans une approche socio-historique tout d'abord : comment s'est construit le mouvement d'alimentation locale en Corée du Sud ? Quels en sont les acteurs, les activités et les principes fondateurs ? Quelle est la place de *Sintobur'i* au sein de ce mouvement ?
- * Dans une approche plus anthropologique et philosophique, quelles sont les fondements de la pensée *Sintobur'i*, et quelles pratiques culturelles y sont-elles associées ? Quels sont les impacts de la pensée *Sintobur'i* sur la société coréenne ?
- * Enfin, en quoi la pensée *Sintobur'i* semble-t-elle proposer un rapport entre alimentation et identité qui participe de la formation d'un nationalisme renouvelé ? Plus largement, dans quelle mesure *Sintobur'i* est-il l'image d'un nationalisme formé sur l'essentialisation du territoire, de l'identité et du corps ?

Il s'agit en fait, à travers l'étude du *Sintobur'i* de proposer une introduction au nationalisme sud-coréen, non pas dans sa dimension politique et historique, qui a déjà fait l'objet de plusieurs travaux tant en français qu'en anglais, mais plutôt dans sa dimension anthropologique et géographique, en ce que nous proposons d'étudier comment *Sintobur'i*, à travers la vision du territoire qu'il véhicule, traduit une volonté de présence au monde marquée par des idéaux nationalistes.

Hypothèses de travail

Le mouvement d'alimentation locale prend des formes assez variées, tant dans les caractéristiques de ses acteurs que dans les motivations qui poussent ceux-ci à s'engager dans la promotion du mouvement. Contrairement aux fondements idéologiques, affichés, des mouvements d'alimentation locale à travers le monde, le mouvement coréen semble être mu par d'autres préoccupations que la préservation de l'environnement et la solidarité sociale et économique. Le discours environnemental lui-même peut être questionné, car il propose en Corée une vision très idéalisée du territoire et abandonne parfois les analyses sociopolitiques, économiques ou écologiques pour des arguments spirituels, sanitaires et esthétiques. Le mouvement est fondé en majorité sur des consommateurs qui, préoccupés par leur santé, qui s'organisent en groupements d'acheteurs pour se procurer des produits locaux sud-coréens. D'autre part, il répond à un impératif de protection du tissu agricole pour les paysans coréens

qui cherchent avant tout à influencer sur la politique agro-alimentaire et sur la balance commerciale du pays. *Sintobur'i* dans ce contexte semble être une stratégie des milieux paysans pour inciter les consommateurs soucieux de la qualité de leur alimentation, à consommer leur biens agricoles.

Par ailleurs, *Sintobur'i* semble avoir un impact fort dans la vie politique et culturelle coréenne, non pas parce qu'il bouleverse l'organisation sociopolitique du pays ou propose de nouveaux cadres théoriques pour penser l'alimentation à l'ère de la mondialisation mais parce qu'il exprime un sentiment préexistant quant au système agro-alimentaire coréen. *Sintobur'i* offre aux Coréens un cadre de pensée et leur permet de formuler leurs aspirations et critiques quant à leur alimentation et ce qu'elle représente dans l'espace symbolique culturel qu'ils ont en commun.

Enfin on observe une mutation dans les formes et la nature du discours nationaliste coréen à partir des années 1980. L'évolution des modes de vie des Coréens, urbanisés et occidentalisés pour la plupart, concorde avec une période de libéralisation politique et économique, qui transforme le modèle sociopolitique coréen et favorise l'émergence d'une nouvelle forme de nationalisme : L'attachement aux pratiques culturelles, et alimentaires, en tant que nouvelles pratiques identitaires, s'inscrivent dans un bouleversement de la condition sud-coréenne. Ce dernier illustre le changement de paradigme politique et économique, où l'impératif de construction et de consolidation de l'État-Nation, se voit substitué à un paradigme culturaliste et post-industriel, qui comprend la défense de la nation non plus comme la course au développement économique et militaire, mais comme la défense de l'identité culturelle et la revendication de ses particularismes.

Méthodologie et perspectives de recherche

Sources : choix et limitations

Nos sources sont en majorité constituées d'articles scientifiques rédigés en anglais, notamment par des chercheurs coréens. Nous désirions accorder la priorité à des sources nationales, à travers lesquelles il s'agissait de donner la parole aux Coréens en cherchant à comprendre leur point de vue sur leurs propres pratiques culturelles nationales, notant que les chercheurs coréens, notamment anthropologues et sociologues, restent les plus

prolifères, même en langue anglaise, sur les sujets des pratiques alimentaires et du nationalisme. Le choix des articles scientifiques dans ce cadre n'est pas délibéré mais s'explique avant tout par le fait que les chercheurs coréens font eux-mêmes le choix de la revue scientifique pour publier leurs travaux, aux dépens de l'ouvrage¹⁷. Nous avons pu compléter ce corpus avec des ouvrages plus généralistes sur les questions du nationalisme et de l'alimentation comme pratique politique en Corée du Sud, notamment les travaux de Laura Nelson (2000) et Katarzyna Cwiertka (2012), qui ont proposé des travaux exhaustifs sur les pratiques alimentaires identitaires en Corée du Sud.

Notre limitation en langue coréenne ne nous permettait pas d'effectuer toute la recherche préliminaire en coréen, mais nous avons tenté dans la mesure du possible de nous informer en coréen lors de la recherche de sources documentaires secondaires telles que les articles de presse, les documents supports comme les vidéos ou les images, et lors de nos rencontres avec les acteurs de l'alimentation locale et les chercheurs coréens.

Pour une approche culturelle et sociale de la géographie de l'alimentation

Nous avons choisi d'inscrire notre travail dans la recherche disciplinaire géographique car la signification même du terme *Sintobur'i*, « le corps et le sol ne sont pas séparés », suppose une pratique singulière du territoire et une interprétation particulière de son rôle quant à la construction d'une identité commune. Le principe même d'une essentialisation entre l'homme et le territoire au sein duquel il évolue, puisque c'est de cela qu'il s'agit, nécessite de s'interroger sur la dimension géographique du terme *Sintobur'i* en tant qu'il propose une lecture identitaire du territoire, et lui attribue un rôle social et culturel à déconstruire. Notre méthode consiste alors à analyser d'une part l'identité et l'alimentation comme objets géographiques, en ce qu'ils présentent une lecture normative du territoire et de l'organisation des espaces, et d'autre part le territoire et l'alimentation dans leur dimension identitaire, car ils sont constitutifs d'une identité spécifique, ici l'identité coréenne. Pour cette étude, nous souhaitons privilégier deux approches, que nous pensons complémentaires. Il s'agit d'abord d'étudier un phénomène culturel, en suivant la définition de S. Hall, soit étudier la culture en tant que « système de significations partagées par des personnes

¹⁷ Cette stratégie s'explique principalement par le fait que le milieu de la recherche coréenne, très influencé par le modèle organisationnel étatsunien, est soumis à des impératifs de publicité et de publication qui trouve sa forme la plus efficace dans l'article scientifique.

appartenant à la même communauté, groupe ou nation et qu'elles utilisent pour interpréter le monde et le comprendre » (Hall, 1993).

Toutefois, Alain Lipietz, nous met en garde sur le fait que « se limiter à l'approche culturelle, c'est ignorer les conflits déstabilisants, les différences de points de vue, c'est s'interdire de comprendre les changements culturels dus à la modification des équilibres au sein des rapports sociaux » (Lipietz, 2000). Pour cette raison, et pour éviter tout penchant culturaliste ou idéaliste, nous intégrerons à notre étude une analyse sociohistorique qui, en plus de nous permettre de dresser un tableau des pratiques alimentaires contemporaines, nous permettra de mettre au jour les rapports de forces qui sous-tendent les questions de production, de distribution et de consommation alimentaire dans toute société, rapports de forces qui sont avant tout socio-économiques et socio-spatiaux. Cet impératif est d'autant plus important dans notre étude car celle-ci emprunte beaucoup à la sociologie des mouvements sociaux, et analyse l'émergence du nationalisme coréen à l'aune des conflits de classes protéiformes qui structurent l'histoire politique et économique de la péninsule coréenne.

Pour conclure ce point de méthode, nous emprunterons à l'analyse du géographe français Gilles Fumey, sur l'intérêt d'une géographie de l'alimentation à l'ère de la mondialisation, qui nous permet nous seulement de penser les identités, mais également les systèmes socio-économiques, ainsi que la production socio-culturelles des espaces¹⁸. Ainsi Selon Gilles Fumey, l'alimentation constitue un concept central faisant le lien entre milieu (la géographie), la cuisine (la culture, l'anthropologie) et les systèmes socio-économiques (la sociologie). Ainsi, l'acte de manger en géographie n'est pas simplement un acte de consommateur, c'est aussi une présence au monde, une affirmation de soi dans l'espace sociale, et une mise en pratique et renégociation constante des propriétés symboliques et identitaires de l'aliment.

Difficultés liées au sujet

La difficulté majeure rencontrée résidait dans l'impossibilité d'effectuer une enquête ethnographique, en raison de plusieurs facteurs limitants : outre la limitation de temps, ce

¹⁸ Fumey, 2007a ; 2007b.

type d'enquête nécessitait un excellent niveau de langue, *a minima*, et des ressources relationnelles et financières que notre situation étudiante ne nous permettait pas¹⁹.

Nous regrettons fortement cette limitation car une véritable enquête ethnographique nous aurait permis de donner une voix à l'étude d'un phénomène qui reste avant tout une pratique humaine et sociale et qui nécessite l'écoute des points de vues et valeurs des acteurs qui participent à sa popularisation. Nous considérons cette démarche méthodologique fondamentale, d'un point de vue scientifique, et politique, dans un contexte où les études coréennes restent sous-traitées au sein de la littérature en sciences humaines sur l'Asie orientale²⁰.

Plan de réponse

Afin de répondre à nos interrogations, nous procéderons à une analyse en trois parties, chacune cherchera à vérifier les hypothèses que nous avons avancées. Tout d'abord, nous étudierons le développement du mouvement d'alimentation locale, dans ses dimensions organisationnelles et idéologiques, afin de mieux comprendre la place de *Sintobur'i* et sa légitimité au sein de ce mouvement. Dans un second temps, nous nous pencherons plus précisément sur le concept de *Sintobur'i*, pour dégager les fondements philosophiques et politiques qui le caractérisent, avant de mieux en déterminer l'impact politique, économique et culturel. Finalement, nous examinerons en quoi *Sintobur'i* fonctionne en tant que symbole d'une nouvelle forme de nationalisme en Corée du Sud, que nous appellerons « gastronationalisme²¹ » et qui trouve ses fondements dans la prise de conscience de l'instabilité des frontières conceptuelles symboliques²² de la nation à l'ère de la mondialisation.

¹⁹ Nous avons effectué trois entretiens non-officiels, avec Kim Chul-Kyoo, docteur en sociologie à l'université de Koryo, Séoul, Kim Won-Il, vice-président de l'association *Slow Food Korea*, et Hur Nam-Kyu, géographe et chercheur sur les questions d'alimentation alternative en Corée du Sud. Ces entretiens ont été réalisés en coréen pour l'essentiel mais dans des conditions non-officielles et n'ont pour cette raison pas été retranscrits.

²⁰ À ce sujet, Delissen, 2012

²¹ De Soucey, 2010

²² Goff, 2002

Première partie

Sintobur'i, un concept central pour
l'alimentation locale en Corée du Sud ?

Chapitre 1 : La genèse de l'alimentation locale, une volonté de protection du monde paysan

Ce chapitre a pour objectif d'étudier les mécanismes qui ont facilité l'émergence d'un mouvement d'alimentation locale en Corée du Sud. Il apparaît que, dans le cas coréen, l'héritage particulier de la guerre de Corée (1950-1953), et son rôle dans la stratégie géopolitique américaine lors de la Guerre Froide, aient joué en défaveur du secteur agricole. Pour des raisons économiques, politiques et idéologiques, les différents régimes à l'origine du développement économique coréen, le « miracle du fleuve Han »²³, ont mis en place des politiques préjudiciables pour les paysans et très coûteuses pour le secteur agricole dans le but de moderniser et d'industrialiser le pays. L'alimentation locale semble proposer un modèle agro-alimentaire alternatif, face au système imposé par les différents gouvernements sud-coréens, durant toute la seconde moitié du XX^e siècle. Cette genèse a son importance, en ce que les héritages du mouvement paysan sont une piste pour comprendre le développement singulier de l'alimentation locale en Corée du Sud, et la place qu'a pu y occuper le *Sintobur'i* par la suite. Ce premier chapitre fera donc un rapide état des lieux de l'évolution du monde paysan et de ses revendications depuis la fin de la guerre de Corée jusqu'à nos jours.

1.1 Les difficultés du monde paysan sous la période développementaliste (1961-1979)

1.1.1 Le traumatisme de la guerre et l'impératif de développement

La Corée du Sud sort bouleversée par le conflit qui oppose le Nord et le Sud de la péninsule entre les années 1950 et 1953. Les infrastructures sont complètement détruites, et la situation économique et sociale du pays est au plus bas (Müller, 2014, p.302 ; Hsiao 1981). Durant toute la décennie 1950, le régime de Syngman Rhee (1948-1961), marqué par la corruption des élites, peine à trouver une stabilité politique (Müller, 2014, p. 303). De

²³ L'expression « Miracle du fleuve Han » ou 한강의 기적 en coréen, fut inspirée du « Miracle du Rhin », qui fait référence au redressement économique allemand d'après-guerre. Cette analogie fut utilisée par le Premier Ministre coréen Chang Myon lors de son discours de nouvelle année en 1961. Par cette expression, il encourageait les Coréens à endurer les difficultés de l'époque dans l'espoir d'accomplir le même redressement.

nombreux Sud-Coréens endurent la famine et le pays survit principalement grâce aux aides étrangères, notamment américaines²⁴. Il s'agit pour les États-Unis de sortir la population coréenne de la pauvreté et permettre au régime qu'ils soutiennent de perdurer. À l'instar du Plan Marshall en Europe, cette stratégie s'inscrit dans un contexte de Guerre Froide où il est nécessaire pour les autorités américaines de démontrer la supériorité du modèle sud-coréen face au Nord, allié de l'Union Soviétique (Friedmann et McMichael, 1989).

Du côté du régime sud-coréen, l'aide alimentaire est gérée et redistribuée par l'État, qui fait lieu d'instrument de régulation sociale et politique très puissant. Cette gestion étatique débute dès 1948, à l'établissement de la République de Corée, avec le Programme d'Achat Gouvernemental du Riz 추곡수매가격 ou 秋穀收買制.²⁵ Le rôle de ce dernier évolue à travers le temps et, à partir des années 1950, la majorité des agriculteurs utilisent le riz pour payer leur taxe foncière et se procurer des fertilisants auprès du gouvernement, qui redistribue le riz sous forme de rations pour alimenter les populations urbaines les plus pauvres et les employés du secteur public dans le cadre de la guerre, puis de la reconstruction après 1953 (Kim C.-K., 2008, p. 71).

La prise de pouvoir par le général Park Chung-Hee le 16 mai 1961²⁶ signe la victoire de l'idéologie développementaliste et du capitalisme d'État en Corée du Sud. Marqués par l'impératif de reconstruction, nécessaire au maintien d'une force militaire efficace, et un retard économique par rapport à la Corée du Nord et au Japon, Park Chung-Hee et son gouvernement cherchent à développer une Corée du Sud forte à travers des plans d'industrialisation et de modernisation du pays (Kim J.-T., 2014). Le paysage économique et social en est radicalement transformé. Le modèle développementaliste est basé sur une stratégie d'exportations industrielles et le système agro-alimentaire repose d'une part sur l'aide américaine et d'autre part sur la rationalisation des techniques de production. Dès lors, le milieu paysan constitue un obstacle majeur du régime et il s'agit pour celui-ci de contrôler

²⁴ Le programme d'aide alimentaire est connu sous la référence PL480 (Müller, 2014, p. 302, Hsiao, 1981)

²⁵ Ce Programme se concrétise en 1950 avec la Loi sur la Gestion des Graines, qui établit une véritable base légale pour les futures réglementations strictes concernant la consommation alimentaire et la production agricole. Cette loi permet de comprendre la mainmise de l'État sur les processus de production, de distribution et de consommation dans le secteur agro-alimentaire (Burmeister, 1990b, p. 205; Park K.-H., 2013, p. 75).

²⁶ Pendant dix-sept mois, Park Chung-Hee dirige le pays au sein d'un conseil militaire, avec un Président officiellement toujours en office. Ce dernier démissionne en mars 1962 et transmet son mandat à Park Chung-Hee, qui sera élu Président de la Troisième République le 15 octobre 1963.

toute la production agricole et l'orienter vers le développement du pays. Ainsi, l'administration Park Chung-Hee propose un premier plan quinquennal qui désigne les coûts agricoles élevés comme un rempart au développement du pays, et vise à la réduction des coûts agricoles. L'intérêt des prix unitaires peu élevés consiste à garantir une main-d'œuvre urbaine et industrielle à bas salaire, fondamentale pour un développement industriel rapide et un surplus de production favorable à l'exportation de masse, centrale au projet développementaliste (Hsiao, 1981). Les paysans sont forcés de réduire le prix de la production des graines et la gestion de secteur agricole est centralisée et prise en charge par des organismes gouvernementaux, tels que le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de la Forêt ou la Coopérative Nationale d'Agriculture²⁷ (Kim C.-K., 2008).

Dès lors, les campagnes sont délaissées et de nombreux fermiers sont forcés d'abandonner leurs terres faute de revenus suffisants ; certains incendient leurs maigres récoltes en dernier signe de protestation. Le régime utilise de nombreux termes dégradants à l'encontre des populations paysannes et de nombreuses campagnes de propagande visent à montrer du doigt l'oisiveté d'un monde paysan arriéré, en opposition au modèle économique et industriel urbain prôné par les tenants du développementalisme²⁸. Les campagnes se vident au profit des villes venant gonfler les rangs d'une main-d'œuvre à bas salaire (Kim C.-K., 2008, p. 71).

Face au déclin progressif des campagnes, les paysans tentent d'exprimer leur opposition au modèle qui se développe en mettant en place des organisations de défense de leurs intérêts et en manifestants en masse contre les prises de positions modernisatrices du régime. Ainsi, l'Organisation Coréenne des Fermiers Catholiques (OCFC) et l'Organisation Coréenne des Fermiers Protestants (OCFP) voient le jour dans les années 1960 dans le but de protéger les intérêts des agriculteurs coréens. Plus généralement, les débuts du mouvements paysans d'après-guerre sont marqués par un rejet de cette politique de

²⁷ Référencée plus bas sous le sigle FNCA ou son nom coréen *Nonghyeop* 농협

²⁸ L'idéologie développementaliste oppose *seonjingu* 선진국 ou 先進國 (pays avancé) et *hujinguk* 후진국 ou 後進國 (pays en retard), et les paysans coréens, attachés aux modes de vie ruraux et pratiques traditionnelles sont associés, dans les médias et dans les discours politiques, à la notion de *hujinguk* en opposition à l'industrialisation et l'urbanisation, premières étapes pour atteindre le rang de pays avancé (Kim J.-T., 2014).

modernisation et d'industrialisation, placée en opposition avec le modèle économique et social traditionnel au sein duquel le paysan joue un rôle fondamental dans la société coréenne (Kim C.-K., 2008, p. 76).

1.1.2 Le mouvement Saemaoul (1970) : un programme de modernisation rurale anti-paysan

Grâce à la politique développementaliste de Park Chung-Hee, la Corée du Sud connaît entre 1962 et 1971 une croissance économique moyenne de 9,7% tandis que le PIB atteint 12,4 millions de dollars en 1971, pour 2,5 millions en 1961 (Müller, 2015 p. 99). Cette croissance cache cependant d'importantes inégalités de revenu entre les secteurs industriels et agricoles. La politique d'industrialisation creuse un fort écart entre les milieux urbains et ruraux et, même après le redressement économique du pays, les importations et les aides américaines restent les sources majeures de denrées alimentaires. Si l'aide américaine globale semble décroître sur la période, la part de l'aide alimentaire continue d'augmenter sur toute la décennie 1960, creusant encore le déficit des campagnes. Ainsi la valeur totale de l'aide PL480 s'élève de 42,6 millions de dollars en 1960 à 122,3 millions en 1964. Le volume total des aides augmente également : d'une valeur de 669 000 tonnes en 1965, il s'élève à 3,6 millions en 1972, soit un quart de la consommation totale de graines en Corée (Müller, 2015, p. 100 ; Hsiao, 1981, p. 242).

Pour pallier ces inégalités, en 1969, le gouvernement sud-coréen développe la Politique du prix de graine double, *ijongkokkajae* (이중곡가제 ou 二中穀價制) qui consiste à acheter des graines auprès des agriculteurs à un prix élevé pour les vendre aux consommateurs à un prix plus bas. Le manque à gagner généré par ce programme est compensé par des emprunts à la Banque Nationale Coréenne jusqu'à ce que le déficit ne devienne trop important (Hsiao, 1981, p. 93). L'objectif sous-jacent est de soutenir financièrement les familles de paysans tout en maintenant le pouvoir d'achat des travailleurs urbains. Ce programme n'est pas soutenable pour l'État qui le maintient malgré tout pour des raisons politiques : les contestations paysannes liées aux inégalités de revenu et de condition de vie entre les travailleurs urbains et le monde agricole sont de plus en plus pressantes dans les années 1960 et gouvernement doit faire face à la pression extérieure des États-Unis qui, embourbés dans une crise monétaire,

commencent à taxer les exportations agro-alimentaires au début des années 1970²⁹ (Kim C.-K., 2008, p. 71-72).

Le Plan quinquennal pour le Développement économique national de 1972 propose une orientation différente des deux plans précédents³⁰. Park Chung-Hee donne la priorité à l'autosuffisance et l'autonomie économique nationale, en réaction à la perte du soutien alimentaire américain, basée sur la transition d'une industrie textile vers une industrie lourde afin de soutenir les capacités militaires du pays. Si l'industrialisation coréenne était jusqu'alors soutenue par les aides étrangères, les subventions et l'accès facilité aux marchés américain et japonais, cette nouvelle phase d'industrialisation est majoritairement financée par les emprunts à l'étranger et les réserves nationales. Il devient donc primordial pour le régime de contrôler ses réserves de monnaie étrangère. Pour ce faire, Park Chung-Hee décide d'augmenter la production agricole nationale, en s'inspirant des politiques de Révolution Verte menée dans d'autres pays d'Asie. Il s'agit d'introduire dans le modèle agro-alimentaire national de nouvelles techniques de culture, une plus grande variété de graines et développer un système mécanisé³¹, plus efficace et plus rentable (Müller, 2015, p. 109).

Pour accompagner la Révolution Verte, le gouvernement met au point une politique agricole contraignante à l'égard des paysans, nommée *Saemaoul Undong* 세마을 운동 ou Mouvement des Nouvelles Communautés et visant à moderniser et rentabiliser la production agricole nationale (Burmeister, 2006). Il devient obligatoire pour tous les fermiers de rejoindre le projet de développement et leurs droits de propriété sont niés. Les maisons de style traditionnel sont remplacées par des maisons occidentalisées et modernes, aux toits de tuiles. Au niveau de la production, les fermiers sont forcés d'abandonner la culture d'une variété de riz indigène et très résistante au profit d'une nouvelle variété plus forte en rendement, appelée *Tongil* 통일 ou unification³². Face à cette politique orientée vers la

²⁹ Avec la crise financière, les Etats-Unis changent de priorités géopolitiques et la Corée du Sud n'en fait plus partie. Le programme PL480 cesse après 1970 (Hsiao 1981, p. 244).

³⁰ Park Chung-Hee décide en 1972 d'instaurer la loi martiale et impose une nouvelle Constitution au pays, connue sous le nom de *Yusin*, véritable légalisation du régime dictatorial, qui donne les pleins pouvoirs à Park Chung-Hee et une présidence à vie.

³¹ En 1972, seulement 272 tracteurs en Corée du Sud ; en 1980, 3000 grâce à des crédits auprès de la NACF (crédit pour l'achat de machines produites nationalement (Burmeister, 1990, p. 213; Feffer, 2004, p. 17).

³² Cette variété, proposée aux agriculteurs coréens en 1971 est développée aux Philippines par l'Office de Développement Rural en collaboration avec l'institution de recherche international sur le riz, financée par les États-Unis. L'ODR mène une campagne pour soutenir la production de riz *Tongil* et convaincre les paysans coréens de déplacer leur production vers cette nouvelle variété, à travers des crédits et des incitations par les

rentabilité et vers un modèle de développement agricole d'inspiration étatsunienne, les agriculteurs deviennent très dépendants des produits chimiques – pesticides et fertilisants (Müller, 2015, p.109). Le régime Park Chung-Hee, à travers la FNCA encourage l'utilisation de ces produits afin d'augmenter les rendements. Ainsi, à la fin des années 1970, la Corée du Sud atteint l'autosuffisance alimentaire en riz pour la première fois depuis la fin de Seconde Guerre Mondiale. Entre 1971 et 1977, la production nationale augmente de 33% (Ibid.). Mais afin de se procurer ces produits, de nombreux agriculteurs décident de cultiver d'autres plantes telles que le piment et l'ail. Or, l'augmentation de la production de ce type de plante favorise le développement de la monoculture qui, couplée avec l'utilisation croissante de produits chimiques, entraîne une dégradation des sols. L'agriculture devient peu à peu plus rationalisée, individuelle, alors que le système agricole traditionnel prônait une coopération et un partage des connaissances à l'échelle de la communauté. Puis face aux nécessités de rendement toujours plus pressantes et un manque de main-d'œuvre grandissant au profit des villes, les agriculteurs optent pour la mécanisation, ce qui mène nombre d'entre eux à contracter des dettes massives et creuser encore plus les écarts de revenus et de niveau de vie entre les milieux urbains et ruraux³³ (Kim C.-K., 2008).

En conclusion, la politique agricole sous le régime de Park Chung-Hee a des conséquences très dommageables pour les terres arables coréennes, ravagées par les pesticides et la monoculture, et n'améliore pas le niveau de vie à long terme des paysans, dont beaucoup voient leurs revenus absorbés par la dette. Elle entraîne en revanche un véritable rejet de la modernisation et tout ce que celle-ci représente pour les communautés villageoises. De plus la pression des différents gouvernements américains sur le prix des graines et la forte dépendance du pays à l'aide alimentaire des Etats-Unis génère une certaine rancœur envers le modèle américain et l'intervention étrangère en général (Cho H.-S., 2008).

prix voire en détruisant des champs de riz non-Tongil (Müller, 2015). En 1977, près de la moitié de la surface des plantations de riz est recouverte de plants de riz *Tongil*.

³³ Entre 1983 et 1988, la dette totale des ménages dans le secteur agricole augmente de 1,3 millions de wons à 3,131 millions de wons, tandis que la dette moyenne des ménages paysans s'élève de 27,3% en 1983 à 38,5 en 1988 (Müller, 2015, p. 115).

1.2 Le secteur agricole face à la mondialisation (1979-1997)

La période de 1980 à 1997 est un moment de transition pour le système agro-alimentaire coréen, qui passe d'un système protectionniste, avec un objectif d'autosuffisance alimentaire, à un système libéralisé et ouvert au marché international (Cummings, 1997, pp. 299-393). Cette transition n'est pas aisée et les milieux agricoles peinent à accepter les nouvelles normes internationales et les conséquences d'un modèle concurrentiel néo-libéral sur leur mode de vie et leur niveau de revenu. Les paysans, plongés dans la dette et la dépendance financière par la politique du *Saemaenul*, ne bénéficient pas de la croissance du secteur agricole et s'associent aux mouvements anti-gouvernementaux et pro-démocratie qui gagnent du terrain dans les années 1980 (Kim C.-K., 2008, p. 76).

Au début des années 1990, Le Président Kim Young Sam (1993-1998) met en place une politique de globalisation ou *segyeolma* 세계화, à travers l'ouverture de la Corée aux échanges commerciaux et financiers, qu'il considère comme un nouveau « défi au caractère aussi révolutionnaire que ceux survenus au XX^e siècle » (Kim Y.-S., 1996, p. 9). Selon lui, la Corée n'a pas su, au début du XX^e siècle, saisir l'opportunité de la modernisation politique et économique et, pour cette raison, fut surpassée et colonisée par le Japon. Si la Corée du Sud est parvenue à développer considérablement ses capacités économiques à travers des efforts fructueux de modernisation et d'industrialisation, elle n'est pas encore prête à faire face à la mondialisation et à la concurrence internationale. Pour cette raison, il considère sa politique de mondialisation comme nécessaire « si la Corée veut survivre et réussir dans cet âge de compétition globale toujours plus violent » (Kim Y.-S., 1996, p. 15). Pour le gouvernement, marqué par une forme de darwinisme social, il s'agit avant tout de se servir de la mondialisation pour survivre et s'affirmer comme une puissance à part entière (Shin G.-W., 2006 ; Cho H.-S., 2008 ; Kim C.-K., 2014).

Ainsi, au début des années 1990, dans le cadre des négociations de l'*Uruguay Round* du GATT, et face à la pression des élites industrielles et des Etats-Unis, la Corée du Sud s'engage dans une politique d'ouverture économique. De ces négociations émerge un « système agro-alimentaire à deux vitesses », où les denrées de base dans l'alimentation coréenne tels que le riz ou l'orge sont protégées par des quotas maximum d'importation tandis que les autres marchés agricoles, comme les marchés du bétail ou des produits transformés, s'ouvrent progressivement aux échanges internationaux (Müller, 2015, p. 116;

McMichael et Kim, 1994, p. 31). Le secteur agricole se spécialise dans la production et la commercialisation de produits tels que les fruits, les légumes et la viande pour optimiser ses revenus. Cette transition est importante car elle explique le déclin du niveau d'autosuffisance alimentaire après les années 1990 : la production nationale se spécialise dans la viande et se repose l'importation des graines pour nourrir le bétail, la production domestique de graines à destination animale devient presque nulle et le secteur du bétail complètement dépendant de l'importation de graines, marquant la fin de la phase d'autonomie alimentaire du pays (Müller, 2015, p. 116-117).

À l'approche du lancement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en janvier 1995, de nombreuses manifestations ont lieu en Corée afin de protester contre l'*Uruguay Round* du GATT et l'ouverture inconditionnelle de la Corée du Sud aux marchés internationaux. La politique économique de Kim Young Sam consiste à ouvrir totalement le marché des capitaux à travers un allègement des régulations financières, et permettre ainsi aux entreprises et banques de bénéficiers de prêts étrangers (Shin G.-W., 2006). Ainsi, dès le milieu des années 1990, la Corée a contracté au total plus de 100 millions de dollars de dettes auprès des marchés étrangers. Une réaction en chaîne créée par l'afflux soudain de capitaux étrangers mène à une « surchauffe » de l'économie nationale et la formation d'une bulle immobilière suivie d'un retrait soudain des capitaux, occasionnant une crise de l'échange (Müller, 2015, p. 117).

Or, la crise économique sud-coréenne se déroule simultanément et de la même manière que dans les autres pays d'Asie, durement frappés par la soudaine libéralisation des échanges et l'instabilité financière liée à la volatilité des marchés dérégulés à partir des années 1980. Au cours de cette crise, les Etats-Unis empêchent la Corée du Sud d'obtenir une aide financière et des prêts auprès de son voisin japonais, forçant ainsi l'intervention du Fond Monétaire International (FMI) pour finaliser la restructuration de l'économie coréenne en économie libéralisée. Malgré le changement drastique de modèle économique imposé par les Etats-Unis et le FMI, aucune résistance de masse ne vient contester ces changements, principalement en raison d'un manque d'information sur le néo-libéralisme et son

fonctionnement. En particulier, la Confédération Coréenne des Syndicats³⁴, à l'origine des plus grandes manifestations du mouvement des travailleurs contre la mondialisation en 1996 et 1997, ne se rassemble pas en masse pour protester contre le système imposé par le FMI (Kim C.-K., 2008, p. 66).

1.3 Les paysans en tête du combat contre la mondialisation néo-libérale

Ainsi, pour accéder à des marchés internationaux et écouler les stocks de produits manufacturés, de nombreux traités et accords de libre-échange multi et bilatéraux sont signés au cours des années 2000, offrant à la Corée un libre accès aux marchés étrangers en échange de l'ouverture de son marché agricole national. Ces traités sont signés aux dépens des agriculteurs conforte le monde paysan dans son opposition à la mondialisation (Ibid).

Face à cette situation, de nombreux mouvements et syndicats de protection des paysans se mettent en place. Sous le régime autoritaire de Park Chung-Hee, les organisations à influence religieuse telles que l'Organisation Coréenne des Fermiers Catholique (OCFC) ou l'Organisation Coréenne des Fermiers Protestants (OCFP) jouent un rôle important dans la sensibilisation du public aux difficultés du monde paysans comme la pauvreté, la dureté des conditions de travail et les conséquences de l'utilisation de produits chimiques sur la santé. Mais c'est surtout après la mort de Park Chung-Hee et la période de libéralisation économique des années 1980 que les mouvements paysans et les organisations paysannes gagnent en influence et soutien au sein la vie politique sud-coréenne (Müller, 2015, p. 221). Après le mouvement social de juin 1987, Le CNFD, Comité National des Fermiers pour la Démocratie, est formé le 8 juillet 1987. Il joue un rôle majeur dans le combat contre la libéralisation des importations agricoles et des normes de protection. Le CNFD organise à partir de 1988 de nombreuses manifestations contre la libéralisation du marché du bétail et de la viande. En mars 1989, l'OCFC et l'OCFP se rassemblent pour former la Fédération Nationale des Mouvements Fermiers (FNMF). Finalement les deux mouvements créés se rejoignent pour créer le Fédération National des Organisations Paysanne (également connue comme la Ligue des Paysans Coréens) en 1990, rassemblant ainsi tous les mouvements

³⁴ La Confédération Coréenne des Syndicats ou *Jeon-guk Minju Nodong Jobap Chongyeonmaeng* (전국민주노동조합총연맹) est un syndicat coréen créé en 1995, plus communément appelé KCTU et affilié à la Confédération Syndicale Internationale.

paysans établis en Corée du Sud. La Ligue des Paysans Coréens est un mouvement très actif dans les années 1990 et l'un des contestataires les plus actifs contre la libéralisation des échanges (Kim C.-K., 2008, p. 76).

Les acteurs principaux de la protestation anti-mondialisation et anti-libéralisation sont les agriculteurs. Pendant toute l'année 1994, les paysans coréens se rassemblent et manifestent contre l'ouverture du marché agricole aux capitaux internationaux. Au cœur, de ce combat, c'est l'ouverture du marché du riz qui mobilise les milieux agricoles. Le riz, considéré comme un symbole de la société coréenne, est un élément central dans le système agricole coréen (Kim K.-O, 2010). Ainsi, la violence de la protestation est proportionnelle à l'importance symbolique du riz pour les agricultures coréens et de nombreux militants emploient des méthodes extrêmes pour sensibiliser l'opinion à leur cause, telles que les grèves de la faim ou le suicide³⁵. De nombreux agriculteurs s'inspirent de cet événement pour plaider leur cause auprès des instances internationales. Ainsi, pendant les manifestations qui précèdent le sommet de l'OMC en 2003, les paysans coréens défilent avec des pancartes affichant : « *WTO kills farmers* » (« l'OMC tue les agriculteurs »). La protestation perdure pendant plusieurs années et les mouvements paysans coréens sont très actifs dans la vie politique coréenne, s'associant principalement avec des mouvements de défense des travailleurs, en opposition aux politiques économiques néo-libérales du gouvernement (Kim C.-K., 2008 ; Müller, 2015, p. 224).

³⁵ C'est le cas notamment de l'agriculteur et militant Lee Kyung-Hae qui se suicide le 10 septembre 2003 à la conférence de l'OMC à Cancun (Pons Philippe « La Colère des paysans sud-coréens contre le libéralisme » *Le Monde*, 19 novembre 2005)

Chapitre 2 : L'essor de l'alimentation locale à l'ère de la mondialisation : un enjeu de santé pour les Coréens

Ce chapitre se concentrera sur le mouvement d'alimentation locale, et son développement comme solution aux difficultés des agriculteurs et aux inquiétudes des Coréens face aux problèmes de sécurité et de dépendance alimentaires soulevés par les différents scandales sanitaires et économiques qui touchent le secteur agro-alimentaire suite à l'ouverture du marché national aux échanges transnationaux à partir des années 1990. Il s'agira de comprendre quels sont les acteurs, lieux et pratiques du mouvement d'alimentation locale en Corée du Sud.

2.1 Scandales alimentaires et inquiétudes citoyennes à la source du localisme

2.1.1 Occidentalisation des pratiques alimentaires et nouvelles consommations

De même que le secteur agricole, les pratiques alimentaires des Coréens ont été très fortement conditionnées par les politiques économiques gouvernementales à partir de 1953. Pour comprendre les enjeux qui sous-tendent l'alimentation coréenne de nos jours, il semble nécessaire d'étudier l'évolution de ces pratiques en Corée du Sud à l'aune de l'évolution plus large de l'histoire coréenne comme le propose notamment l'anthropologue Katarzyna J. Cwierka³⁶ dans son ouvrage, *Cuisine, Colonialism and Cold War: Food in Twentieth-Century Korea*, publié en 2012. Elle soutient ainsi que les pratiques alimentaires coréennes et, à travers elles, « la vie quotidienne des Coréens de nos jours, du Nord comme du Sud, ont été en grande partie conditionnées par le colonialisme et la Guerre Froide » (p. 12). Elle questionne notamment l'influence de l'impératif de modernisation sur l'adoption de pratiques alimentaires occidentalisées sous la période coloniale et par la suite. Park Kyung-Hee (2013) partage cette analyse³⁷ et considère que l'occidentalisation des pratiques alimentaires

³⁶ Katarzyna J. Cwierka est une anthropologue polonaise, spécialisée dans l'histoire culinaire japonaise et coréenne. Elle enseigne actuellement à l'université Leiden aux Pays-Bas.

³⁷ Il s'agit du sujet de sa thèse en anthropologie *State and food in South Korea: moulding the national diet in wartime and beyond* présentée en 2013 à l'université de Leiden, sous la direction de Katarzyna Cwierka.

coréennes était considérée comme nécessaire pour permettre à la Corée de devenir une nation de rang mondial.

Au moment de la prise de pouvoir par Park Chung-Hee en 1961, une grande partie des Coréens est déjà habitués aux produits et pratiques alimentaires occidentalisés³⁸. Sous la Présidence Park, Le régime encourage la consommation de produits à base de blé et de lait, car l'aide alimentaire américaine permet de réduire les dépenses alimentaires et de générer un revenu supplémentaire, en économisant sur les dépenses publiques. C'est ce revenu supplémentaire qui permet de soutenir financièrement le développement de l'industrie nationale (Müller, 2015, p. 101). De plus, le régime cherche à élever le niveau de santé général de sa population en cas d'éventuelles agressions de la part du régime nord-coréen. Or, à cette époque, les valeurs nutritionnelles du régime occidental sont considérées comme supérieures.

Ainsi, le Programme Général de Repas Écoliers est lancé en 1968 pour nourrir les écoliers avec du pain (industriel, et ou du lait en poudre) (Park, 2013, p. 319). En 1977, 800 000 enfants bénéficiaient de ce programme. En plus de vanter la supériorité nutritionnelle des aliments occidentaux, le régime cherche à décourager la consommation de riz à travers des arguments sur le patriotisme économique : la production de riz n'étant pas bénéfique pour le développement de l'économie nationale, il devient antipatriotique d'en consommer. Pour finir, le gouvernement insiste sur le caractère reculé de la consommation du riz (Park, 2013, p. 345). Ces programmes deviennent systématiques dans les années 1960 et 1970 et visent à éduquer les consommateurs et les informer sur la supériorité du régime occidental, à bases de produits importants dans le cadre du plan d'aide alimentaire américain (Müller, 2015, p. 102). Outre les campagnes d'informations, le gouvernement développe également des programmes d'inspection des *dosilak* 도시락³⁹ au cours desquels les professeurs inspectent le contenu des repas et complimentaient les élèves dont les repas contenaient du riz mélangé avec d'autres types de graines. Enfin, les enfants sont régulièrement invités à participer à des concours lors desquels ils devaient promouvoir les vertus d'une consommation sans riz avec des chansons, essais ou slogans. Le gouvernement fait ainsi appel au désir patriotique de faire partie d'une nation « avancée »⁴⁰ aux yeux du monde (Kim J.-T., 2011 ; 2014).

³⁸ La présence des soldats américains pendant la guerre et les rationnements en provenance des États-Unis permettent la popularisation de certains produits occidentaux (Cwierka, 2012).

³⁹ Les *dosilak* sont l'équivalent des célèbres *bento* japonais et sont la forme principale de restauration pour tous les écoliers et étudiants Coréens.

⁴⁰ *Seonjingu* en coréen, notion fondamentale dans l'idéologie développementaliste (Kim J.-T., 2014).

Puis, avec la hausse du niveau de vie des Coréens, les changements sociodémographiques concernant la composition des familles ou encore l'urbanisation, de nouvelles pratiques alimentaires voient le jour à partir des années 1980. C'est le cas de la restauration à l'extérieur, et plus généralement de l'essor des pratiques de socialisation par la consommation en extérieur – bars, restaurants, cafés (Cwierka, 2012, p. 125) De manière générale, l'alimentation devient non plus un simple acte nutritionnel, mais un loisir pour les classes aisées et un marqueur social qui fait lieu de distinction culturelle et économique. Ainsi en 1977, les pratiques de restauration à l'extérieur ne représentaient que 3% des dépenses pour les foyers urbains. Dix ans plus tard, cela représentait 8,9%. (Ibid. p. 120).

	Riz	Blé	Légumes	Fruits	Viande	Lait
2001	92,8	34,4	164,4	41,9	38,2	51,4
2009	80,5	32,2	148,9	48,3	42,9	52,8

Tableau 1 : Consommation alimentaire par habitant en Corée du Sud en 2001 et 2009 (Kg/pers./an) Source : Hwang Y., 2013

Ce changement s'inscrit dans une interprétation de l'importation alimentaire comme une question de sécurité, voire de souveraineté, alimentaire (Müller, 2014). Du point de vue des consommateurs coréens, la situation du monde rural est une préoccupation certaine, car nombreux sont ceux qui encore dans les années 1980 ont grandi dans les campagnes et ont du migré vers les centres urbains, majoritairement Séoul, pour effectuer leurs études et trouver un emploi. Les mouvements paysans sont donc généralement favorablement soutenus car ils sont vus comme légitimes. À partir des années 1990 ; les pratiques alimentaires occidentales ne sont plus seulement des éléments de distinction sociale mais des pratiques communes, ancrées dans les modes de vie d'une société à présent industrialisée. La consommation de viande, de lait augmente au profit des légumes et du riz, aliments de base du régime traditionnel coréen (tableau 1) (Hwang S.-W., 2015, p. 64).

2.1.2 *Une forte dépendance alimentaire*

Produit alimentaire	Quantité (tonnes)	Autosuffisance alimentaire (%)	
	2012	2001	2012
Maïs	8 112 000	0,8	0,9
Blé	5 517 000	0,1	0,7
Soja	1 232 000	7,7	9,5
Riz	681 000	> 100	86,1

Tableau 2 : Importations coréennes de maïs, blé, soja et riz en 2012, associées au niveau d'autosuffisance alimentaire en 2001 et 2012 (Sources: Hwang S.-W., 2015 ; Hwang Y., 2013)

Dès lors, l'occidentalisation des pratiques alimentaires à partir de 1950 place la Corée du Sud dans une forte dépendance d'abord aux aides alimentaires, puis aux importations à partir des années 1990. En effet, la Corée du Sud bénéficie de l'aide alimentaire jusqu'en 1970, ce qui lui permet de concentrer l'effort national sur le développement du secteur industriel. Comme nous l'avons étudié dans le chapitre précédent, le but de la Politique *Saemaenul* de Park Chung-Hee est de restaurer l'autonomie alimentaire du pays, qui pâtit très rapidement de la fin de l'aide alimentaire (Müller, 2015 p. 143). Pourtant, après une décennie d'encouragement à la consommation de produits occidentaux, il est difficile pour les Coréens d'adopter à nouveau des régimes alimentaires à base de produits uniquement coréens (Cwiertka, p. 125).

Grâce aux taux de croissance économique élevés des années 1980, le pays connaît une époque où le niveau autosuffisance alimentaire est proche de 100% mais celui-ci diminue rapidement avec l'ouverture du pays aux importations alimentaires en masse à partir des années 1990. Ainsi, le taux d'autosuffisance alimentaire entre 1980 et 2000 chute de 69,6% à 55,6% des besoins nationaux, et 56% à 29,7% pour les réserves de graines. Ces chiffres reflètent le changement de régime alimentaire vers les protéines animales, qui modifie l'enjeu de sécurité alimentaire des réserves en riz vers le bétail (Müller, 2014, p. 307). En raison, de ces faibles ratios, les Coréens sont souvent confrontés à une forte volatilité des prix des denrées alimentaires de base. Par exemple, le prix unitaire du chou chinois, importé pour fabriquer le *kimchi*, aliment de base dans la culture coréenne, a connu une très forte augmentation entre 2009 et 2010, de 3,5 dollars américains à 10,40, puis a fortement baissé

en 2011 (0,70 dollars) (Hwang S.-W., 2015 ; Lee H., 2014). Lors des périodes de forte volatilité, le gouvernement a recours aux importations de produits alimentaires chinois pour répondre à la forte demande de prix bas, au lieu d'examiner plus globalement le fonctionnement de la chaîne alimentaire et ses conséquences sur les prix alimentaire, ce qui crée de nombreux débats et protestations sur les questions de sécurité alimentaire dans le pays (Hwang S.-W., 2015 p. 112).

2.1.3 Scandales alimentaires et nouveaux modes de consommation

De nombreux scandales alimentaires perturbent la vie politique coréenne dans les années 1990 et 2000. En raison de la forte dépendance aux importations alimentaires, la Corée du Sud est très vulnérable en cas de pénuries et de scandale sanitaire. Par exemple, le discours médiatique et politique sur le scandale des importations de viandes bovines en provenance des Etats-Unis en 2008 place les questions de santé et de sécurité alimentaire en opposition avec le système agro-alimentaire basé sur un fort taux d'importations (Müller, 2015, chapitre 7).

Entre mai et août 2008, la Corée est bouleversée par une série de manifestations appelée « veillées des bougies » (*chotpul jibhoe* 촛불집회), en référence aux bougies portées par chaque manifestant en signe de résistance à la politique du gouvernement⁴¹. Ces protestations sont liées à la décision du Président Lee Myung-Bak de rouvrir le marché agricole aux importations de bœuf en provenance des États-Unis, afin de faciliter la signature du traité de libre échange entre la Corée du Sud et les Etats-Unis⁴². Pourtant, après la découverte de la maladie de la vache folle dans l'État de Washington le 23 décembre 2003, la Corée avec annoncé un moratoire sur les importations de bœuf américain. Le 29 avril 2008, une chaîne de télévision nationale diffuse un reportage sur les dangers de la maladie de la vache folle – et de sa variante humaine, la maladie de Creutzfeld-Jacob – et sa présence importante dans les

⁴¹ La Loi sur les Rassemblements et Manifestations interdit les réunions en plein-air après le coucher du soleil mais autorise les activités culturelles : les manifestations des bougies sont ainsi appelée « festival culturel des bougies » afin de contourner les réglementations (Kim et Lee, 2010).

⁴² Souvent référé à FTA (*Free Trade Agreement*), ou KORUS FTA (*Korea Free Trade Agreement*), ce traité s'inscrit dans la lignée d'une série de négociations de libre-échange entre la Corée du Sud et d'autres États (tels que le Chili, l'Australie).

viandes bovines produites aux Etats-Unis. Suite à ce reportage de nombreux articles et critiques s'élèvent pour contester la décision de Lee Myung-Bak (Doucette, 2010).

Le 2 mai 2008, un premier groupe de manifestants, pour la plupart des adolescents, se rassemble à la place *Cheonggye*, située au centre de Séoul. Ils sont suivis de nouveaux rassemblements quotidiens pendant plus de trois mois. Face à ces protestations, le gouvernement décide d'imposer une limitation sur les viandes bovines de plus de trois ans, mais la consommation de bœuf après cela diminue pendant deux ans (Hwang S.-W., 2015). Des mesures de contrôle et protocoles stricts sont mis en place afin de restaurer la confiance des Coréens, et réduire l'agitation politique (Ibid.). Ainsi, en 2013, la part des viandes bovines en provenance des Etats-Unis ne représente que 37,5% des importations bovines, contre 75,3% en 2003. Au contraire, après les manifestations de 2008, la consommation et la production de viande d'origine coréenne augmentent de 20% par rapport aux chiffres de 2007. De même, lors des différents rassemblements de l'été, les coopératives de consommateurs coréennes connaissent une augmentation importante dans leurs adhésions et leurs ventes. Les médias, critiques et les citoyens accordent plus d'intérêt aux systèmes alternatifs après ces événements, en particulier le commerce direct, les coopératives de consommateurs, comme meilleure protection et garant sur la qualité et la provenance des aliments (Ibid).

2.2 Les coopératives alimentaires : premiers acteurs de l'alimentation locale

2.2.1 Présentation des coopératives de consommateurs en Corée du Sud

Un mouvement historique de coopérative de consommateurs débute en Corée dans les années 1920. Il est alors très lié au mouvement « Achetons des Produits Coréens », très populaire à la même époque, et instrument de lutte contre les autorités coloniales japonaises. Dans les années 1930, autour de deux cents coopératives voient le jour en Corée, notamment dans les zones rurales, et proposent des produits à bas prix pour les habitants locaux (Yeom C., 2007). Lee Chan-Gap, leader du mouvement « Achetons des Produits Coréens » et de la Coopérative de Pyongyang est alors l'un des acteurs principaux du mouvement coopératif coréen et fonde en 1958 le premier magasin coopératif au sein de l'école *Pulmoo* à Hongseong, dans la province du Chungcheong (Hwang S.-W., 2015). D'autres coopératives sont créées dans les années 1971, notamment à l'initiative de prêtres catholiques et de

militants socialistes, qui mettent en place un Institut de Formation aux Coopératives à Wonju dans la province du Gangwon. Plusieurs coopératives voient le jour dans les régions minières et rurales touchées par la précarité, mais ces organismes disparaissent peu à peu avec le déclin des campagnes dans la suite des années 1970 (Ibid).

Le mouvement des coopératives de consommateurs contemporain voit le jour avec la période de démocratisation qui début en 1987. Elles émergent dans un contexte de croissance économique, de libéralisation politique et d'émergence d'une classe moyenne, plus intéressée par les questions de consommation engagée (Hwang S.-W., 2015). La création de la coopérative « Hansalim⁴³ produits fermiers » par les militants écologistes Jang Il-Soon et Park Jae-II en décembre 1986 marque le début du nouveau mouvement coopératif coréen (Jeong E., 2006). Il s'agit de la première coopérative de commerce directe, destinée à la vente de produits alimentaires biologiques produits localement. Ses activités sont initialement gérées par les agriculteurs, qui animent des programmes d'éducation des consommateurs à propos de la sécurité alimentaire et des problèmes auxquels doivent faire face les paysans (Ibid.). Contrairement aux autres coopératives établies jusqu'alors, Hansalim propose l'adhésion aux consommateurs et aux agriculteurs. La coopérative repose sur le concept de *Saengmyeong-juui* (생명주의), « doctrine de protection de la vie », qui fait référence au respect de toutes les formes de vies sur terre et dans l'univers. Les membres de la coopérative développent ainsi le slogan « les consommateurs sont responsables de la vie des paysans et les paysans sont responsables de la vie des consommateurs » (Hwang S.-W., 2015). Hansalim organise sa distribution autour d'achats groupés avant de développer un système de livraison et ventes individuelles, ce qui permet la communication et la coopération entre les consommateurs membres mais ce modèle décline dans les années 2000 notamment à cause de l'entrée des femmes dans le monde du travail⁴⁴. Les consommateurs préfèrent les magasins coopératifs, au nombre de 180 en 2014, qui permettent à Hansalim de maintenir des ventes assez élevées. En 2014, la coopérative comptait 480 500 foyers consommateurs membres, 2 100 membres producteurs et comptabilisait 326 milliards de won sud-coréens (Ibid.).

⁴³ *Han* signifie en coréen « grand, entier, ensemble » et fait parfois référence à toutes les formes de vie sur Terre. *Salim* se rapporte à la prise en charge du foyer mais peut aussi symboliser la renaissance et le don de la vie. *Hansalim* combine ces deux significations et est souvent traduit par « Sauver toutes les formes de vie sur Terre »

⁴⁴ Principales consommatrices au sein du mouvement coopératif, les femmes, surtout les mères de famille, sont de plus en plus salariées à temps plein et ont moins de temps pour participer à l'organisation de la coopérative.

Le développement récent des coopératives de consommateurs en Corée du Sud reflète l'importance des inquiétudes des Coréens par rapport à la sécurité alimentaire et la santé, notamment dans un contexte où les importations de produits agricoles et l'utilisation de pesticides et fertilisants chimiques sont en augmentation dans le système agro-alimentaire coréen depuis la Révolution Verte des années 1970 (Jeong E., 2006). La hausse exponentielle du nombre de coopératives de consommateurs et d'adhésions à ces organismes a été facilitée par la période de démocratisation politique dans les années 1990. La libéralisation politique permet l'abandon des luttes anti-dictature vers des questionnements sur la justice économique, la solidarité sociale ou les problèmes environnementaux. Les Coréens qui participent à ce mouvement montrent dès le début un fort intérêt pour les « Mouvements de Communautés Régionales », et s'associent à un mouvement de la même nature au Japon, également à l'origine de l'essor des coopératives de consommateurs à cette période (Yeom C., 2007).

Depuis le début des années 2000, les coopératives de consommateurs ont essayé de promouvoir les principes des mouvements d'alimentation alternative qui cherchent à unir paysans et consommateurs par un lien de solidarité à travers le mouvement d'alimentation locale et le mouvement d'alimentation saine à l'école (Hwang S.-W., 2015). Mais tout comme le mouvement d'agriculture biologique, le mouvement des coopératives doit faire face à un enjeu constant d'instabilité des ventes, de forte dépendance aux consommateurs et de compétition grandissante entre les différentes coopératives de consommateurs (Ibid.). Afin de différencier les coopératives de consommateurs et leurs produits des approches plus conventionnelles et occidentalisées, les coopérateurs coréens ont nommé ces organisations *sobija-saengbyeop* (소비자 생협 ou 消費者生協), soit des coopératives vivantes de consommateurs, terme utilisé en premier lieu par les coopératives japonaises, afin de refléter l'importation de la coopération entre les être humains et tout le vivant qui les entoure (Ibid.).

En juin 1997, six petites coopératives se sont regroupées au sein de l'Alliance des coopératives de consommateurs *Dure* 두레. Cette organisation se concentre principalement sur la gestion et le développement de système de distributions pour les produits agricoles biologiques de leurs producteurs (Yeom C., 2007). Les coopératives affiliées distribuent leurs biens au sein de magasins et proposent à leurs membres des séances de formation sur l'alimentation ainsi que des programmes visant à améliorer et faciliter le développement communautaire. En 2005, une Association des Producteur de Dure se met en place, afin de

continuer à défendre les intérêts des producteurs et se concerter sur la qualité des produits. En 2014, l'organisation comptait 30 coopératives locales au sein de ses membres producteurs (Hwang S.-W., 2015).

Puis, à partir de mars 1998 la coopérative nationale *iCoop* prend la responsabilité de gérer, distribuer et développer des produits alimentaires pour les producteurs n'ayant pas pu intégrer *Dure*. L'organisation développe notamment un système de commande en ligne, afin de réduire les coûts de fonctionnement pour les coopératives membres, notamment les plus petites et les plus fragiles, et disperse les risques financiers. *ICoop* met également en place un système obligatoire de frais mensuels pour les consommateurs afin de prévenir d'éventuelles difficultés liées à la production ou l'acheminement des marchandises. Cette stratégie s'avère gagnante car elle protège les producteurs et permet de réduire les coûts pour les consommateurs (Jeong E., 2006). Ainsi le total des ventes continue d'augmenter avec un montant net de 254,5 milliards de wons en 2010 et 399 milliards en 2013. La même année, *iCoop* fournissait 194 856 foyers et supportait 2 673 paysans avec une activité au sein de 129 magasins (*iCoop* 2014). La coopérative *Happy-Center*, créée en 1989 par *Womenlink* ou *Hankuk yeoseong-minwoohoe* (한국여성민우회 ou 韓國女性民友會) est une des principales organisations de défense des femmes agricultrices en Corée et vise principalement à protéger les coopératives de femmes⁴⁵ (Hwang S.-W., 2015).

⁴⁵ Historiquement les mouvements paysans féminins ont joué un rôle fondamental dans le développement d'un modèle politique et économique alternatif.

	Hansalim ^a	Dure ^b	iCoop ^c	Happy-Centre ^d
Année de Fondation	1988	1997	1998	1989
Nombre de membres (consommateurs)	480 000	85 000	194 856	22 972
Nombre de membres (producteurs)	2 100	700	2 673	NA
Ventes totales nettes (M. dollars)	326	93	399	15,4
Organisation	180 magasins	30 coopératives de consommateurs membres	78 coopératives de consommateurs membres	13 coopératives de consommateurs membres
Inscription	Frais à l'adhésion	Frais à l'adhésion	Frais mensuels	Frais à l'adhésion
Investissement	Paievements obligatoires à l'achat, remboursés en retrait			

Tableau 3 : Présentation des quatre principales coopératives de consommateurs en Corée du Sud (a Hansalim, 2015 ; b 2014 Dure Cooperatives, 2014 ; c 2013 iCoop, 2013 ; d Happy-Centre, 2012)

2.2.2 *Les mères au cœur du processus d'alimentation locale en Corée*

Lors d'une rencontre avec Kim Won-Il, vice-président du mouvement *Slow Food Korea*, nous avons longuement discuté de l'émergence du mouvement d'alimentation locale sud-coréen. Nous avons souhaité comprendre les différentes motivations, les points de vue et expériences qui caractérisent ce mouvement en Corée du Sud. Kim Won-Il a précisé que face aux nombreux scandales qui ont marqué le secteur agro-alimentaire coréen à partir des années 1990, de nombreux Coréens ont souhaité changer leur alimentation. Il a ainsi insisté sur fait que l'impératif de santé, et donc de qualité des produits, est l'élément principal qui explique aujourd'hui la popularité du « locavorisme » en Corée du Sud. Selon lui, en Corée du Sud, les personnes les plus susceptibles de s'impliquer dans la promotion de l'alimentation locale et des alternatives alimentaires sont les mères de famille, et plus précisément les mères au foyer, qui sont, dans la tradition coréenne, responsables de l'alimentation de la famille. Avec l'éloignement progressif des campagnes d'une grande partie de la population, et l'augmentation de la consommation de produits étrangers importés, il devient très difficile pour les Coréens de consommer des produits locaux et des produits frais, qui restent paradoxalement la base de l'alimentation dans l'imaginaire collectif. Pour la même raison, la coopérative est devenu le lieu majeur d'échanges pour les systèmes coréens d'alimentation

locale car la logique familiale et la garantie de confiance correspondait aux idéaux des mères de familles impliquées dans ces activités. Il est intéressant de constater d'ailleurs qu'avec l'augmentation de nombres de femme travaillant à temps plein, la proportion de celle-ci au sein des organisations coopératives s'est réduite, nécessitant une nouvelle organisation de la part des coopératives. Cette situation explique notamment la popularisation des magasins coopératifs de proximité face à la baisse de l'achat groupé.

Une situation similaire est observable au Japon à partir des années 1960, où les *teikei* 提携 se développent à l'initiative des mères de familles, inquiètes des différents scandales de sécurité alimentaires qui agitent le pays (Hwang S.-W., 2015), notamment le scandale d'intoxication au Mercure qui contamine toute la baie de Minamata et mobilise la population locale contre les dangers environnementaux et sanitaires de la surindustrialisation (Jobin, 2003). Ainsi, l'Organisation Japonaise d'Agriculture Biologique établit en 1971 définissait le *teikei* comme « une idée visant à créer un système alternatif de distribution, non dépendant du marché conventionnel. Bien que la forme des *teikei* varie, c'est tout simplement un système de distribution directe. Pour parvenir à son émergence, les producteurs et les consommateurs ont dû parler et approfondir leur connaissance mutuelle : aussi bien les uns que les autres fournissent du travail et du capital pour pérenniser le système. Le *teikei* est non seulement une idée pratique mais aussi une philosophie dynamique pour que les gens pensent une meilleure façon de vivre à travers l'interaction entre producteurs et consommateurs » (Kazumi, 2014).

2.3 Fondements politiques et philosophiques et mise en pratique de l'alimentation locale

2.3.1 L'alimentation locale, une pratique écologique et sociale en débat

Il existe un certain consensus sur le constat que le système agro-alimentaire mondial actuel est source de nombreuses injustices sociales, économiques et écologiques à travers le global. Plusieurs études agroalimentaires ont montré les contradictions inhérentes à ce système qui fait coexister sur la planète la famine et la surnutrition, la fin des mondes paysans

(le concept de *depeasantization*⁴⁶ cher Araghi, 1995) ou encore le développement de chaînes de commodité transfrontalières. Les conséquences négatives liées à l'utilisation intensive de produits chimiques fertilisants ou pesticides, la culture intensive et la monoculture sont sources d'une diminution importante de la biodiversité, de la pollution des nappes phréatiques ainsi que l'épuisement ressources naturelles (Goodman and Watts, 1997). Ainsi, de nombreux chercheurs puis organisations de citoyens ont cherché à promouvoir des modes de production, d'échanges et de consommations différentes pour faire face aux effets néfastes du système agro-alimentaire mondialisé basé sur des principes de libre-échange, de concurrence et dirigé par les grandes firmes multinationales. L'alimentation locale a semblé pour nombre d'entre eux une solution préférable et représente aujourd'hui un secteur important de ce qu'on appelle les systèmes agro-alimentaires alternatifs (Hinrichs, 2003). Venn et al. (2006) présentent quatre caractéristiques communes aux systèmes d'alimentation locale ou réseaux d'alimentation alternative (RAA) :

- Une volonté de connecter les producteurs, les consommateurs et les produits alimentaires au sein d'un nouvel espace économique à travers des réseaux plus courts et plus transparents ;
- Un réseau d'approvisionnement et de distribution moins confiné par les douanes (en opposition au modèle de distribution industriel et à un système agro-alimentaire contrôlé par des firmes de distribution globalisées)
- L'acceptation du principe d'intégration et d'enracinement social
- Le principe de qualité (respect des traditions et héritages tout en donnant la priorité à la qualité et aux méthodes compatibles avec la préservation de l'environnement)

Pour résumer, l'alimentation locale se réfère à un produit qui ne suit pas des procédés de transport et de distribution multiple entre le moment où il est vendu par le producteur, et acheté par le consommateur. Cette réduction de la distance, via la réduction des intermédiaires, et la consommation de produits locaux vise à réduire l'impact sur

⁴⁶ Ce concept fait référence à un phénomène socio-historique à l'échelle globale largement lié aux processus d'internationalisation des échanges culturels et économiques, qui s'illustre spatialement par une « déruralisation » (dépopulation et déclin économique des milieux ruraux à travers le monde) et « sur-urbanisation » (concentration massive des individus et des activités socio-économiques, culturelles et économiques, dans les centres urbains) (Araghi, 1995).

l'environnement, promouvoir une coexistence et une solidarité entre les milieux urbains, ruraux et intermédiaires (Jung et Pearson, 2014 ; Kim C.-K, 2008).

En Corée comme ailleurs, il existe de nombreux débats et désaccords sur l'échelle du « local » et de sa définition sociogéographique (Kim et Choi, 2015). Ainsi, Kim Youn-Soo de la coopérative *Happy-Center* considère que « Le débat au sujet des systèmes d'alimentation locale en Corée a débuté en 2004. La définition du local diffère dans chaque pays. En Corée, toute la nation est locale » (Hwang, S-W. 2015). Au contraire, Hwang Kim Kyung-San de l'Association des Femmes Paysannes Coréennes (AFPC), explique qu'il n'y pas « de consensus autour de la notion de 'local' [et que] la définition géographique du local correspond à celle de la province » (Ibid). Les chercheurs diffèrent également sur la définition de l'alimentation locale. Kim Chul Kyoo (2002, 2008) utilise le terme « système d'alimentation locale » car il l'intègre dans une approche systémique où acteurs et infrastructures cruciaux dans la définition et la régulation de ce système. Park (2005), qui a longtemps étudié le localisme américain emploie l'expression « système d'alimentation locale/communautaire ». Heo N.-H (2006) se réfère plutôt aux « alimentations locales » ou « alimentations natives » tandis que Kim Y.-W. (2007) parle de « renaissance de l'alimentation locale » et Lee J.-W. (2010) d'alimentations folklorique.⁴⁷

En Corée cette première ambiguïté sur l'échelle du locale est la source d'une ambiguïté politique sur le rôle et la portée véritables du mouvement dans la vie politique et l'organisation socio-économique du pays. En effet, le discours sur l'alimentation locale coréenne tend à se concentrer sur la sécurité alimentaire et le soutien aux fermiers plutôt que d'établir de véritables systèmes alternatifs dans les modes de distribution et les hiérarchies sociales (Hwang S.-W., 2015 ; Müller, 2015). Cette tendance reflète les conditions sociodémographiques du pays, caractérisées par un territoire réduit, une surconcentration de la population dans les zones métropolitaines, et des systèmes de commerces de gros assez difficiles à réformer. Les systèmes de distribution locale participent du système de commerce de gros en tant qu'échelon intermédiaire initial mais ne visent pas à modifier totalement le système économique national. De plus, s'il tient un rôle social et communautaire important, le mouvement tend pourtant à délaisser l'aspect environnemental et politique des mouvements d'alimentation alternative, notamment en raison de l'influence des

⁴⁷ Choi et Kim, 2015.

consommateurs au sein des coopératives (Jung and Pearson, 2014). L'impératif de qualité des produits et les questionnements sur la santé empêchent parfois d'inscrire la critique du système dans un discours plus systémique, éloigné des seules considérations individuelles de santé, et plus orienté vers la création d'un modèle économique et social complet, en opposition au modèle capitaliste et néo-libéral qui structure le secteur agricole depuis les années 1960 (Müller, 2015, p. 255).

2.3.2 Quelles activités d'alimentation locale en Corée ?

L'alimentation locale en Corée du Sud s'est développée à travers plusieurs programmes destinés à promouvoir une production et une consommation plus solidaire et respectueuse de l'environnement. C'est le cas de nombreux marchés de producteurs locaux, forme traditionnelle bien établie de commerce direct, qui a le potentiel pour renforcer les relations entre producteurs et consommateurs (Jung et Pearson, 2014).

Les marchés régionaux les plus prospères se trouvent à Wonju, avec le Marché de l'Aube, situé à 150 km à l'Est de Séoul et à Wanju, avec le Marché d'Alimentation Locale à 200 km au Sud de Séoul. Le marché de Wonju, créé en 1994, se tient tous les jours de 4h à 9h du matin entre mi-avril et mi-décembre. Seuls les agriculteurs de la région de Wonju sont autorisés à vendre leur produit, et doivent payer une adhésion annuelle de 60 000 wons sud-coréens (environ 60 euros). On compte 420 membres au total, avec une participation d'environ 200 producteurs par jours, dont la plupart (76%) vivent à moins de 30 minutes en voiture du marché. Les consommateurs individuels, les épicerie vertes, et restaurant sont tous acceptés et on compte en moyenne 1 000 consommateurs par jour dont 85% réside dans un rayon de 5km du marché. Le marché connaît un véritable succès puisque les ventes ont augmenté de 5 milliards de wons (environ 5 millions d'euros) en 2007 à 9 milliards aujourd'hui (Yoon et al. 2011).

Le Marché d'Alimentation Locale de Wanju gère deux magasins ouverts en 2012 dans le cadre d'un projet de la collectivité locale. Ceux-ci sont gérés par une association de paysans, composée d'environ 270 agriculteurs membres chaque magasin est approvisionné par 60 agriculteurs et 30 PME agricoles de transformation alimentaire. La vente journalière par magasin s'élève à environ 22 millions de wons, dont 80% représentent des ventes de produits agricoles et 20% des aliments transformés et articles ménagers. Le nombre de

clients par jour est estimé à 1000 par magasin et plus de 80% résident à moins de 30 minutes en voiture. Si les deux magasins sont ouverts entre 8h30 et 21h, la plupart des produits sont vendus avant 16h.

En ce qui concerne les marchés inter-régionaux, le Marché Baro de Séoul, cogéré par le Ministère de l'Agriculture et la Fédération Nationale des Coopératives d'Agriculteurs (FNCA) est l'un des plus fréquentés. Ouvert tous les mercredis et jeudis, ce marché propose environ 800 sortes de produits issus de l'agriculture et de la pêche, fournis par plus de 90 différentes organisations. On compte chaque jour d'ouverture environ 5000 consommateurs venus de la région métropolitaine. Les ventes annuelles s'élèvent à environ 10 milliards d'euros. Le Marché Baro est le plus large espace de commerce direct du pays.

Le rôle de l'alimentation locale dans la distribution des repas écoliers est très important et illustre le développement particulier de ce mouvement en Corée ainsi que les attentes des Coréens quant à l'alimentation locale. Ce programme est basé sur l'article 1 de la Loi sur la Nutrition à l'École, voté en 1981 dans le but « d'améliorer la qualité des repas proposés dans les écoles et contribuer au développement sain de l'esprit et du corps des élèves en définissant les provisions relatives aux repas écoliers ». Ainsi le service de repas dans les écoles primaires fut mis en place en 1997, en 1999 dans les lycées et en 2003 pour les collèges. En 2012, près de 11 000 écoles sud-coréennes participaient au programme des repas écoliers et nourrissaient ainsi 7 millions d'étudiants (Jung et Pearson, 2014). La plupart des écoles proposent aujourd'hui un service de repas gratuit (Kim, 2013). Pour des raisons de sécurité sanitaire, de collectivités locales et municipalités cherchent à développer le lien entre réseaux d'alimentation locale et service de repas (Kim et al. 2009). Certains établissements ont ainsi mis en place des Centres de Soutien aux Repas Écoliers, qui permettent de collecter des aliments produits localement pour fournir des repas voulus plus équilibrés aux enfants. Ce marché pourrait s'avérer très lucratif pour le secteur de l'alimentation local mais pose des questions d'organisations encore importantes, notamment en raison de la saisonnalité des produits et de la quantité limitée d'aliments transformés.

Le système de paniers en Corée du Sud est très inspiré des réseaux d'AMAP⁴⁸ que l'on peut trouver en Europe ou de *Community Supported Agriculture* (CSA) présents aux Etats-Unis ou en Australie (Jung et Pearson, 2014). Le projet de « Panier de Fruit et Légumes de Saison » est un des exemples de paniers développés en Corée du Sud ces dernières années. Lancé par cinq familles de producteurs membres de l'Association des Femmes Coréennes Paysannes (KWPA), il propose ses produits à 21 membres dans des zones urbaines en 2009 (Jeong, 2012). La plupart des producteurs sont des femmes en charge d'exploitations agricoles de petite-taille, et proposent des produits à base de graines indigènes, des œufs de poules élevées en plein air, du tofu artisanal, de l'huile de cuisson et des produits alimentaires transformés. Ce système d'AMAP permet à ces femmes de jouer un rôle en tant que productrices ainsi que dans la prise de décision, car il met en priorité leur indépendance économique et leur statut (Chong et al. 2011). Ce projet s'étend et connaît aujourd'hui environ 1500 membres qui payent 100 000 wons par mois, pour un panier par mois. Les ventes totales s'élèvent à un milliard de wons. Il existe d'autres projets de paniers, notamment gérés par des collectivités locales, parfois en association avec le secteur privé, telles que le programme « Dîner en bonne santé » débuté en 2010. Ce dernier inclut des centres de soutien à l'alimentation locale, au sein desquels sont décidés et préparés les contenus des paniers. On trouve actuellement 250 agriculteurs et producteurs d'aliments transformés pour ce programme qui propose environ 150 variétés de produits chaque année. Chaque boîte est composée en moyenne de 10 à 11 produits (fruits, légumes, viandes une fois par mois, aliments transformés, céréales, etc.) et coûte environ 25 000 wons. Les membres, environ 2300, peuvent s'engager sur trois, six ou douze mois pour des programmes hebdomadaire (20%) ou bihebdomadaire (80%). Les ventes annuelles totales s'élèvent à environ 2,5 milliards de wons (Jung and Pearson, 2014 ; Kim C.-K, 2008).

2.3.3 La place du mouvement d'alimentation locale coréen dans le monde

La Corée du Sud semble ainsi s'inscrire dans un mouvement transnational de contestation du système agro-alimentaire mondial, participant d'une critique d'une globalisation des échanges, créatrice d'inégalités entre et au sein des pays, et de nombreux

⁴⁸ Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

désastres environnementaux. Il est cependant possible d'affiner cette analyse en rapprochant le mouvement d'alimentation locale coréen du mouvement japonais.

Au Japon, le mouvement des coopératives de consommateurs est l'une des alternatives au système conventionnel les plus importantes. Ces coopératives ont été créées pour la première fois dans les années 1920 par des travailleurs, dont le but était d'acheter des marchandises collectivement afin de profiter de prix plus bas (Hwang S.-W., 2015, p.33). Avec la Seconde Guerre mondiale, ces coopératives connaissent une longue phase de récession jusqu'au retour de la prospérité économique dans les années 1960. À cette époque, plusieurs incidents sanitaires dans le secteur de l'alimentation poussent le public à demander des réformes du système alimentaire régional⁴⁹ (Yamashita, 2010). Ainsi, les coopératives de consommateurs japonaises sont mises en place pour rétablir une confiance en le système alimentaire et soutenir les agriculteurs japonais, notamment à travers les *han*, réunions hebdomadaires lors desquelles cinq membres au moins se rassemblent afin de procéder à l'achat en groupe d'aliments considérés comme sains (Ibid.). Le rôle de ces *han* est très important pour les coopératives de consommateur japonaises car ils permettent aux membres de se réunir régulièrement et partager leurs inquiétudes et opinions. Les membres participent également à une variété d'activité, notamment des programmes de protection de l'environnement ou d'inspection de produits alimentaires à la recherche d'éventuels additifs nocifs (Ibid.). On trouve en 2014, 584 coopératives de consommateurs au Japon, composée de 27 millions de membres, dans des domaines tels que les mutuelles, la garde d'enfant, l'aide aux personnes âgées (Hwang S.-W., 2015). La plus grande alliance de coopératives de consommateurs est l'Union des coopératives de consommateurs japonais (UCCJ), créée en 1951, elle représente toutes les coopératives de consommateurs japonais (334 coopératives membres en 2013 et un chiffre d'affaire de 3,2 milliards de dollars).

Le mouvement *chisan-chisbo* 地産地消⁵⁰ (« produit localement, consommé localement ») est un mouvement de promotion de l'alimentation locale né au Japon vers la fin des années 1990, dans le contexte de la crise économique qui touche l'Asie à partir de 1997 (Kimura et Nishiyama, 2008). Au Japon comme en Corée, le système agro-alimentaire est considéré

⁴⁹ C'est le cas du scandale lié à la maladie de Minamata, qui concerne de nombreux cas d'intoxication au Mercure lié à l'activité industrielle dans la région (Yamashita, 2010).

⁵⁰ Forme contractée de 地域生産 et 地域消費 (*chiikiseisan chiikishoūhi* « produit localement, consommé localement »)

comme la source du déclin des communautés agricoles et rurales et la cause majeure des différents scandales alimentaires et sanitaires, qui pousse à la remise en cause globale du système. Le mouvement débute comme un projet populaire dans les années 1990 avec pour but de changer la perception de l'alimentation locale auprès des individus en organisant des visites de fermes, des cours de cuisine, et la distribution de guides nutritionnels et recettes de cuisine (Yamashita, 2010). Il est à présent organisé en majorité par les gouvernements locaux et nationaux, et les coopératives agricoles nationales qui ont aidé à développer des programmes d'alimentation locale pour les repas écoliers, ainsi que des campagnes de promotion auprès des magasins de détail et des entreprises de transformation (Kimura et Nishiyama, 2008). Les chercheurs considèrent que même si le mouvement *chisan-chisbo* au Japon a contribué à développer un cadre conceptuel et pratique, il a aujourd'hui été réorienté comme mouvement à but *marketing* par les acteurs gouvernementaux et la Coopérative Agricole Japonaise et le Ministère de l'Agriculture. Kimura et Nishiyama (2008) s'interrogent cependant sur la véritable portée alternative du mouvement *chisan-chisbo* au Japon. Ils avancent l'idée que les principaux acteurs du mouvement ne sont pas mus par des idéaux politiques et sociaux tels que la lutte contre l'impact environnemental de l'agriculture, contre les conséquences de la libéralisation du secteur agricole ou encore les politiques gouvernementales qui sacrifient l'agriculture nationale au profit du développement industriel. Ainsi les représentants du mouvement explique que le « *chisan-chisbo* n'a pour l'instant pas réussi à devenir un mouvement politique citoyen bien établi, ni à résoudre les problèmes de sa marginalité au sein du système alimentaire traditionnel » (Ibid.).

Deuxième partie

Sintobur'i, impact d'un concept ambigu

Chapitre 3 : La campagne *Sintobur'i* et la promotion de l'alimentation locale ?

Ce chapitre nous permettra d'étudier la campagne *Sintobur'i* dans le cadre des revendications paysannes et du développement de l'alimentation locale étudiés dans les chapitres précédents. *Sintobur'i*, en tant que campagne lancée par la Coopérative Nationale des Agriculteurs, s'inscrit dans la lignée des revendications du monde agricole sur la protection des produits et techniques traditionnelles face à la progressive modernisation et occidentalisation des modes de vie. Il nous semble intéressant de se pencher sur les acteurs individuels et collectifs à l'origine de cette campagne pour comprendre les enjeux qui sous-tendent l'émergence de ce terme et sa place au sein du mouvement d'alimentation locale dont nous avons étudié la genèse dans le chapitre précédent.

3.1 Fondement politiques et philosophiques du Sintobur'i

Le terme *Sintobur'i* 身土不二 est une expression coréenne formée à partir de quatre caractères chinois traditionnels, qui signifient littéralement : « le corps et la terre ne sont pas deux » (Bak S.-M., 2004, p.35) et peut se traduire par « le corps et la terre ne font qu'un » : « *Sintobur'i* signifie que le corps de l'être humain ne peut être séparé de la terre où il est né, autrement dit pour les Coréens, seuls conviennent les produits issus du sol coréen » (Ho S., 2010). Il s'agit d'un concept inspiré de la philosophie bouddhiste coréenne *Cheontae* 천태종 (ou 天台宗) selon laquelle le *karma* d'un individu ne peut être séparé de celui de son environnement naturel et humain (Kim K.-O., 2010 p. 17). Selon cette philosophie, la santé d'un être humain dépend de l'harmonie entre son corps physiologique et son alimentation, qui doit être le fruit de l'eau, du sol, de l'air, du vent et du soleil présents dans son environnement.

Sintobur'i peut également être relié à la notion traditionnelle de *Pungsu* 풍수 (ou 風水), qui propose une interprétation géomantique de la relation entre les conditions de la vie humaine et l'arrangement de la nature qui entoure cette vie. La structure de l'adage, exprimé en caractères chinois est une manière de faire référence à la qualité ancestrale, à la sagesse de cette pensée et de l'ancrée dans une tradition philosophique ancienne (Cho H.-S., 2008). Ainsi, à travers *Sintobur'i*, la campagne véhicule l'idée que les produits agricoles coréens sont

non seulement bons pour la santé, mais également porteurs de l'authenticité culinaire coréenne (Kim K.O., 2015).

Malgré son apparent caractère traditionnel, *Sintobur'i* est un concept tout à fait contemporaine, inventé et popularisé en 1989 par Han Ho-Seon, à l'époque Président de Nonghyeop. Celui-ci aurait découvert l'adage dans un livre japonais et l'aurait adopté comme slogan de la mobilisation sociale et politique contre la politique gouvernementale de libéralisation des échanges en Corée du Sud et la hausse des importations de biens alimentaires étrangers en 1989. L'objectif de Han Ho-Seon, en tant que dirigeant de la Coopérative Agricole *Nonghyeop*, est de promouvoir la consommation de bien alimentaires produits localement et ainsi protéger le secteur agricole nationale de l'ouverture du marché coréen aux produits internationaux (Cho H.-S, 2008). Il semble intéressant d'étudier Han Ho-Seon ainsi que la Coopérative Nonghyeop, pour comprendre le processus de popularisation de Sintobur'i.

Han Ho-Seon, est né à Séoul et diplômé en administration publique à la prestigieuse Université Koryo réputée pour ses formations en sciences sociales et sciences politiques. Il effectue ensuite un master en administration publique à l'Université Nationale de Séoul et obtient finalement un doctorat en administration publique à l'Université de Myongji. Il débute ensuite une carrière au sein l'Association Centrale qui gère *Nonghyeop* en tant qu'employé et fait partie des premiers personnels recrutés via la sélection publique à la création de la coopérative en 1961. En 1988, il est nommé Président de l'Association Centrale de *Nonghyeop* par le Président de la République Rho Thae Woo (1988-1993)⁵¹ et devient en 1989 le premier président de l'histoire de *Nonghyeop* à être élu par vote des représentants des différentes coopératives membres (Ibid.). Han Ho-Seon est le représentant de la Coopérative Nationale des Agriculteurs Coréens mais n'est lui-même pas familier avec le métier d'agriculteur ni avec les milieux ruraux plus généralement. Il effectue au contraire un cursus assez classique de formation universitaire en administration suivi d'une carrière bureaucrate au sein d'une institution contrôlée par le gouvernement jusque dans les années 1980, où il bénéficie de la période de démocratisation pour obtenir une légitimité via l'élection par vote en 1988. Sa formation en administration publique et son expérience de

⁵¹ Jusqu'en 1988, les Présidents de la NACF sont désignés par le Président de la République, dans le cadre d'une politique agricole et d'un développement économique d'État centralisés (Burmeister, 1999, p. 115)

plus de 20 ans au sein de la direction centrale de *Nonghyeop* permettent d'expliquer le succès de son invention *Sintobur'i* qui est avant tout une stratégie politique qui va s'avérer extrêmement réussie.

Nonghyeop est une très puissante organisation du secteur agricole coréen, créée de la fusion de la Banque Agricole et le Mouvement Coopératif Agricole en 1961, après le coup d'État militaire de Park Chung-Hee. Jusqu'à la période de démocratisation et de libéralisation politique dès années après 1987, *Nonghyeop* fonctionne comme un intermédiaire entre les paysans et l'État corporatiste autoritaire mis en place par la dictature militaire. Pour les acteurs du secteur agricole, il est pratiquement obligatoire d'adhérer à la FNCA, par laquelle transitent toutes les décisions pratiques et légales concernant le système agro-alimentaire. Ainsi, dans les années 1960 et 1970, *Nonghyeop* est un des bras armés de la politique anti-paysan mise en place par l'État développementaliste. Jusqu'en 1987, *Nonghyeop* est fortement décriée car, en appliquant les directives de l'administration gouvernementale, elle a délaissé les intérêts de ses membres et préféré se consacrer à son expansion économique à travers la multiplication des ses branches commerciales (Müller, 2015).

En 1987, dans un contexte national de demande de transparence et de démocratie, les membres de la FNCA imposent à la direction centrale de changer sa politique à l'égard du milieu agricole (Abelmann, 1996). Afin d'asseoir sa légitimité auprès de ses membres et de les convaincre qu'elle œuvre dans l'intérêt de ses membres, *Nonghyeop* décide de mener une politique interne de démocratisation, et une politique nationale de promotion des produits agricoles des ses membres. Ainsi, en décembre 1987, les représentants de la coopérative décident de présenter une proposition au Ministère de la Planification Économique, au MAPF⁵² et à l'Ambassade des Etats-Unis à Séoul demandant la limitation et l'imposition de quotas à l'importation de produits agricoles étrangers en Corée du Sud. Puis, en avril 1989, *Nonghyeop* organise une manifestation pour protester contre la libéralisation des échanges et l'ouverture du marché agricole. Enfin, en décembre, la direction centrale de la FNCA décide de lancer une « campagne de promotion nationale pour la consommation de nos produits agricoles ». Lors de cette campagne, la Coopérative utilise également l'expression

⁵² Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de la Forêt

Nongjacheonhajidaebo 농자천하지대본 (農者天下之大本) qui signifie « l'agriculture est le fondement de notre nation » (Cho H.-S., 2008).



Image 1 "쌀! 우리의 문화 생존, 쌀 우리 농업의 최후 보루!"* (Musée *Nonghyeop*)



Image 2 농협, 신토불이-身土不二** (Musée *Nonghyeop*)

*« Le Riz ! La survie de notre culture Le Riz, Le dernier bastion de notre agriculture »

** « *Nonghyeop, Sintobur'i* »

3.2 Quelle place pour *Sintobur'i* dans les pratiques d'alimentation locale ?

La popularisation du terme *Sintobur'i* s'est accompagnée d'un intérêt grandissant pour les produits locaux de la part des consommateurs coréens. Ces spécialités locales sont rapidement surnommé « produits *Sintobur'i* » et reliés à la localité dont ils sont originaires comme le thé vert de Boseong, le bœuf coréen d'Icheon, le kaki séché de Sancheong, l'ail d'Uiseong, le riz de Cheolwon, la poudre de piment de Yeongyang, le melon de Seongju qui deviennent tous des « produits *Sintobur'i* ». Ces spécialités locales étant nationalement connues pour leur caractère traditionnel, ils sont plus chers et plus rares sur le marché. Il devient donc nécessaire pour les producteurs de ces produits de limiter l'utilisation de ces appellations géographiques.

Ainsi, à partir de 2002, le service de gestion de la qualité des produits agricoles nationaux du Ministère de l'Agriculture commence à inventorier et enregistrer toutes ces spécifications géographiques pour éviter tout abus. En 2004, la législation sur les marques déposée est révisée afin d'assurer la protection juridique de ces appellations géographiques (Ibid). Cette inscription du localisme dans le droit s'inspire notamment des appellations géographiques que l'on peut trouver en France et en Europe et marque l'inscription du *Sintobur'i* dans la loi coréenne. Ainsi, l'appellation *Sintobur'i* devient le garant de la qualité et de la provenance des produits coréens, et est utilisé comme synonyme de « local ». En Corée du Sud, la labellisation officielle et non officielle du local passe par les marques *Sintobur'i*, ou *kuknesan* 국내산 (soit intérieur au pays, national). *Sintobur'i* fait correspondre l'alimentation locale coréenne à une alimentation nationale, qui passe par la consommation d'aliments et l'utilisation de techniques traditionnelles.

Il existe cependant de nombreuses critiques au sein du mouvement d'alimentation locale quand à la signification et l'usage de *Sintobur'i* en tant que symbole du localisme. En effet, Han Ho-Seon et les dirigeants de *Nonghyeop* semblent avoir développé *Sintobur'i* avant tout dans une but organisationnel, pour asseoir leur légitimité auprès du milieu paysan, à travers un politique pro-paysan en interne, et une stratégie économique protectionniste en externe. La plupart des chercheurs considèrent également la campagne *Sintobur'i* comme une

initiative protectionniste mise en place par le MAPF et la FNCA⁵³ dans la perspective de la signature par le gouvernement coréen de l'Uruguay Round du GATT en 1994, le but étant de mobiliser les Coréens en jouant sur le sentiment national et l'attachement aux traditions (Burmeister, 1999; Ho S., 2010). Han Ho-Seon et les dirigeants de Nonghyeop semblent avoir développé *Sintobur'i* avant tout dans une but organisationnel, pour asseoir leur légitimité auprès du milieu paysan, à travers une politique pro-paysan en interne, et une stratégie économique protectionniste en externe (Cho H.-S., 2008).

3.3 Quelles critiques ?

Pour beaucoup, le fait que l'adage *Sintobur'i* soit extrait d'un livre japonais est un problème crucial. Même si la version japonaise *Sindo fuji*, d'ailleurs reliée avec le mouvement d'alimentation locale *chisan-chisho* (chapitre 2), n'est pas très populaire au Japon, utiliser un concept japonais pour définir l'identité nationale semble, pour de nombreux Coréens, hautement antipatriotique (Cho H.-S., 2008). En effet, entre 1910 et 1945, le règne japonais ne consistait pas seulement à un asservissement administratif de la population coréenne, mais s'est illustré par une politique culturelle très répressive, visant à l'assimilation du peuple coréen, à travers la négation de la langue coréenne, des traditions locales, et même des patronymes (Cwiertka, 2012 ; Park K.-H., 2013). Ainsi, il paraît inimaginable d'emprunter au répertoire idéologique japonais pour exprimer fondement de l'identité nationale, quand bien même ce message aurait un caractère universel. C'est surtout la formulation des caractères chinois à la manière japonaise qui pose question puisque l'écriture et la prononciation de ces idéogrammes en coréen traditionnel seraient 身土如一 « *Sintorui* » (le corps et le sol sont similaires). Ainsi, Kim Jeong-Sup, co-président de l'Union National pour la Sauvegarde de Notre langage⁵⁴ considérait le cas du *Sintobur'i* et de son intégration dans le Dictionnaire de la Langue Coréenne en 1999 comme l'exemple de ces expressions japonaises introduites dans le langage courant « afin de tuer définitivement la langue [coréen] », concluant ainsi que ledit dictionnaire était « une poubelle où l'on peut jeter n'importe quoi » (Cho H.-S., 2008).

⁵³ Fédération Nationale des Coopératives Agricoles

⁵⁴ Il s'agit d'un mouvement radical qui vise à la renaissance de la langue coréenne en ôtant du vocabulaire coréen toute trace possible d'influences étrangères, y compris celle de Chine ancienne et des caractères chinois. Les membres de ce mouvement considèrent que le coréen est une langue pure qui doit être protégée et promue.

La Coopérative *Nonghyeop* réagit assez rapidement face aux nombreuses critiques et se mobilise afin de prouver *a posteriori* l'origine coréenne de cet adage. Ainsi, en 1992, plusieurs affiliations possibles ont été trouvées dans des textes traditionnels coréens et chinois, comme si l'origine chinoise de cette expression était moins contradictoire que son origine japonaise. Dès lors, *Sintobur'i* est d'abord reliée à l'encyclopédie de médecine traditionnelle *Donguibogam* (東醫寶鑑外形篇), dans laquelle on peut lire « la chair de l'homme est comme le sol sur Terre ». Par un heureux hasard, *Donguibogam* s'avère être le titre d'un roman à succès de l'époque⁵⁵. Puis, un passage d'une autre encyclopédie classique de médecine traditionnelle datant de 1431, *Hyangyagjibsunghang* (鄉藥集成方): « les plantes et les arbres proviennent de régions qui correspondent à leur caractère ; les Hommes aussi ont des alimentations et des coutumes telles que les maladies qui les touchent puissent être traitées à l'aide de remèdes de plantes convenant à leur caractère ». Cette encyclopédie était une synthèse de plusieurs travaux de médecine, commandée par le roi Sejong (1418-1450), également à l'origine de l'alphabet coréen *hangeul*, un argument de poids dans la légitimation d'une expression visant à définir l'identité coréenne.

Enfin, l'adage le plus ancien et le plus similaire fut trouvé sur un document d'origine chinoise, *Nosanyeonjongbogam* (廬山連宗寶鑑), écrit par un prêtre bouddhiste de la dynastie Yuan (XIII^e et XIV^e siècles), qui contient la phrase : « le corps et le sol ne sont pas deux images », en référence au fait que le monde bouddhiste est le reflet du corps du Bouddha. La formulation est donc proche de *Sintobur'i* mais la signification en reste assez éloignée. Il est intéressant de noter combien il est important à l'époque de légitimer ce terme en prouvant son authenticité. Un examen plus poussé des origines de *Sintobur'i* a cependant montré aucune relation directe et authentique vérifiable entre l'adage contemporain et ces formulations classiques (Ibid).

Ce débat sur l'origine implique de nombreuses interactions sur le plan historique, culturel et transnational et montre bien les enjeux politiques que sous-tendent l'utilisation et la popularisation du terme. *Sintobur'i* sert de rempart à une mondialisation imposée par les

⁵⁵ Publiée en février 1990, la nouvelle *Donguibogam* narre l'histoire de Heo Jun, un docteur à la cour au XVI^e siècle, qui rédigea une encyclopédie médicale intitulée *Donguibogam*, littéralement « les trésors de la médecine orientale », considérée comme la plus grande réussite encyclopédique, qui traite non seulement de la médecine coréenne mais aussi chinoise et japonaise. Le livre est un succès avec plus de 3,9 millions d'exemplaires vendus dans les dix années suivant sa publication (Cho H.-S., 2008).

États-Unis et plus largement par les puissances occidentales ; l'utilisation d'un adage et symbole de la pensée orientale permettait de placer sur le plan culturel l'opposition à la mondialisation et ainsi mobiliser plus facilement les Coréens, plus sensibles aux questions identitaires qu'aux questions économiques. Ainsi l'ambiguïté sur sa provenance est devenu un source débat entre des nationalistes que nous pourrions qualifier de « radicaux » et des patriotes, avant tout motivés par la création d'un sentiment identitaire de masse (Ibid).

Chapitre 4 : Impacts de la campagne *Sintobur'i*

Ce chapitre a pour objectif d'étudier les impacts de la campagne *Sintobur'i* sur les comportements alimentaires des Coréens. Plus précisément, nous étudierons les modalités de diffusion du concept dans le langage courant et les pratiques culturelles coréennes. Il s'agit de comprendre comment *Sintobur'i*, à travers sa popularisation dans la vie économique et culturelle coréennes, parvient à devenir un symbole de l'identité culinaire coréenne et un concept fondamental dans l'étude de l'alimentation locale en Corée du Sud. Plus précisément, nous étudierons les modalités de diffusion du concept dans le langage courant et les pratiques culturelles coréennes.

4.1 Un succès politique et économique

La campagne *Sintobur'i* rencontre rapidement un certain succès auprès des Coréens qui semblent partager les valeurs et projets véhiculés par la Fédération Nationale des Coopératives Agricoles (FNCA). L'objectif de cette campagne est avant tout économique et politique. Il s'agit de soutenir la production agricole locale, face à la libéralisation forcée du marché et l'ouverture aux importations de produits agricoles étrangers (Müller, 2015 ; Burmeister, 1999; Ho S., 2010). De ce point de vue, l'objectif semble être atteint puisque dès 1989, *Sintobur'i* devient un atout de vente et une marque commerciale très prospère (Cho H.-S., 2008). En 2006, les pages jaunes de la version coréenne du site internet Yahoo indiquait 290 entreprises intitulées « *Sintobur'i* », parmi lesquelles 266 appartenaient à la catégorie « alimentation et restauration », 13 à la catégorie « famille, vie quotidienne », 5 pour la « santé », 3 en « agriculture et pêche » et 2 en « *business* et industrie ».

Les sept centres urbains les plus peuplés (Séoul, Busan, Daegu, Daejeon, Incheon, Gwangju et Ulsan), qui concentrent 48% de la population coréenne ne représentaient que 30% de ces entreprises *Sintobur'i*. 70% de ces entreprises étaient situées dans des régions rurales, ce qui semblerait indiquer une plus grande popularité du terme parmi les populations rurales voire les professions du secteur agricole (Cho H.-S., 2008, p. 26). La popularité du concept n'est pas éphémère puisqu'en 2008, soit 20 ans après sa création, les ventes annuelles

cumulées des 509 magasins *Sintobur'i* recensés, tous produits confondus, s'élevaient à 60 millions de dollars (Hwang S.-W., 2015 ; Hyun et Yim, 2009 pp. 310-313).

En parallèle de la campagne de promotion *Sintobur'i* lancée en 1989, *Nonghyeop* ouvre une pétition nationale pour contester l'augmentation des importations de riz produit à l'étranger. Le riz est un aliment traditionnel et encore une denrée de base pour de nombreux Coréens, ce qui suscite de nombreuses réactions de mécontentement de la part des Coréens, qui accusent la pression étrangère extérieure (Müller, 2015, Burmeister, 1999). Derrière l'impératif de l'achat local, déjà popularisé dans certains cercles de consommateurs et de producteurs, c'est l'achat national qu'on encourage. La pétition rassemble de nombreux consommateurs, producteurs et activistes et, en 1991, seulement 42 jours après le lancement de la pétition, celle-ci compte déjà 13 millions de signature, soit environ 31% de la population (Ho S., 2010 ; Hyun et Yim, 2009). C'est un indéniable succès et, en réponse à cette pétition, le président Kim Young Sam promet officiellement un quota maximum d'importation dans le secteur du riz (Ho S., 2010, p. 9).

4.2 Un succès culturel

Sintobur'i est non seulement un succès politique et économique, mais aussi une réussite culturelle, dans la mesure où l'expression est très rapidement intégrée par la population coréenne comme partie intégrante du langage coréen et de l'espace culturel symbolique national. L'adage est réutilisé dans de nombreuses productions culturelles qui participent de la popularisation et de la banalisation de *Sintobur'i* dans le langage courant. (Cho H.-S., 2008, pp. 26-27).

Ainsi, en 1996, *Sintobur'i* est ajoutée au Dictionnaire de la Langue Coréenne. En 1991, *Sintobur'i* apparaît dans une publicité pour un produit de médecine traditionnelle appelé « *Uhwangcheongsim-won* » (우황청심원), une pilule fabriquée à base de bézoard de bœuf. À l'époque, plus de quarante entreprises coréennes produisent cette pilule et l'ouverture aux importations facilite l'arrivée de leur version chinoise, vendue à moindre coût sur le marché coréen. Il s'agit dès lors pour les producteurs de protéger leur industrie. Leur stratégie consiste à insister sur l'authenticité du produit coréen et de son caractère bénéfique pour les Coréens, à travers le concept de *Sintobur'i*. La campagne de publicité rappelle l'origine coréenne de ce produit et insiste sur l'importance du respect des méthodes de fabrication

traditionnelle au sein des entreprises coréennes. Puisque le centre du message de cette campagne est l'authenticité et la tradition coréenne, les annonceurs engagent un interprète de musique traditionnelle, Bak Dong-Jin⁵⁶. Ce dernier interprète une chanson dont les paroles répètent « les nôtres sont précieux », rapidement transformées et réutilisées sous la forme « les nôtres sont bons », qui devient très vite un synonyme de *Sintobur'i*. Pourtant *Sintobur'i* propose au départ une analyse qui se veut objective et universelle, c'est-à-dire applicable à chaque être vivant, selon son territoire. Au contraire, le slogan « les nôtres sont bons » devient subjectif et surtout exclusif puisqu'il implique que les produits des autres, ici, les non-coréens, ne le sont pas. Malgré tout, les deux expressions deviennent très vite synonymes et la voix de Bak Dong-Jin participe de la formation de ce nouveau slogan qui devient très populaire en Corée du Sud (Cho H.-S., 2008, p. 27).

Sintobur'i devient également le sujet de nombreux ouvrages, qui vantent les mérites médicaux et diététiques de l'alimentation *Sintobur'i*. Ainsi, « *Sintobur'i*, notre alimentation » (Urinuri 2006), « *Sintobur'i* et antifongiques » (Cha In-Jun 2004), « *Sintobur'i* Aliments pour bébés » (Bak Myeong-Suk 2001), « *Sintobur'i* est bon » (Jeong Hi-Sung 1994), « *Sintobur'i*, traitement médical pour les maladies hépatiques » (Gim Yeong-Gil 1996) ou « *Sintobur'i*, révolution diététique et nutritionnelles » (Lee Won-Sub 1998). D'autres ouvrages au contraire emploient le *Sintobur'i* en tant que synonyme de « coréanité » : *Sintobur'i*, notre héritage culturel (Lee Jong-Ho, 2003) ou « Histoires *Sintobur'i* » de Choe Jin-Ho en 1994 (Cho, 2008).

L'expression est également ajoutée à la liste des nouveaux termes de l'Institut National de la Langue Coréenne en 1995. La création de cet Institut en 1991 s'inscrit dans un contexte d'essor du nationalisme culturel en Corée du Sud. Un premier Institut de la langue Coréenne est créé en 1984, en tant que sous-branche de l'Académie Coréenne. C'est avec la création d'un Ministère de la Culture, séparé du Ministère de l'Éducation et de la Culture qui existait jusqu'alors, que l'Institut prend une envergure d'Institut National. Il est notamment à l'origine du Dictionnaire de la Langue Coréenne, publié en 1999, qui précise que le *Sintobur'i* signifie que « le sol et le corps ne sont pas séparés mais unis, et que les biens agricoles produits sur la terre où l'on vit sont les plus adaptés et les plus bénéfiques pour notre corps » (*Guglib gug-eo yeonguwon*, 국립국어연구원 2000 ; Cho H.-S., 2008).

⁵⁶ Bak Dong Jin est également inscrit au patrimoine culturel national coréen en tant que « trésor national vivant » (인간국보 ou 人間國寶)

Les manifestations paysannes des années 1990 sont rapidement imprégnées des valeurs *Sintobur'i* et inspirent bientôt une chanson intitulée « *Sintobur'i* » et interprétée par Bae Il-Ho dès 1993. Ce dernier est né dans une famille de paysans pauvres et migre vers Séoul à 17 ans, en quête de travail. Il enchaîne des emplois d'ouvrier avant de devenir chanteur dans les bars et clubs de la ville. Inspiré par les paysans et leur slogan, il commence à chanter « *Sintobur'i* » lors des rassemblements et manifestations des années 1993 et 1994 (Cho H.-S, 2008). La chanson connaît rapidement le succès et gagne une popularité nationale telle que la chanson devient un des succès musicaux des années 1990 coréennes et que Bae Il-Ho est maintenant surnommé « *Sintobur'i* Bae Il-Ho ».

Qui es-tu ? Qui suis-je ?

À ceux d'entre nous qui sont nés sur cette terre

Crions : « le Corps et le Sol ne font qu'un »

Les rues du quartier d'Apgujeong à Gangnam

Dans quel pays sont ces rues ?

Où sont passées les Sunhee ?

Je ne vois que des Miss Lee à la place des Sunhee dans les show-windows, pourquoi ?

Elles dansent au milieu de produits importés

Les montagnes, les rivières, les graines de soja, les haricots rouges

Seuls nos produits sont bons pour notre corps

Pourquoi aller chercher quelqu'un d'autre ?

La pâte de piment rouge, la pâte de soja, le kimchi et le kaktugi

N'oublie pas, non, n'oublie pas ça

Toi et moi, nous sommes Coréens,

Le Corps et le Sol ne font qu'un

Le Corps et le Sol ne font qu'un

La chanson commence avec deux questions (Qui suis-je ? Qui es-tu ?), qui placent le propos dans un questionnement identitaire révélateur du sens profond du terme *Sintobur'i*. Plus précisément, la forme interrogative utilisée suppose que l'identité, celle de soi et celle de l'autre, n'est plus une évidence, et c'est ce doute soudain sur l'identité individuelle, l'identité collective, et l'altérité qui se trouve à l'origine de la popularité du *Sintobur'i*. Dès lors, ce premier vers indique que la chanson proposera de donner une réponse aux questionnements identitaires des Coréens, à un moment où les frontières conceptuelles de la coréanité semblent floues (Kendall, 2011). Ainsi, le second vers définit une identité commune fondée sur un lieu de naissance commun, un territoire commun comme élément fondamental et une essentialisation simple entre le corps individuel, la nature, le territoire, et le corps national (« ceux d'entre nous qui sont nés sur cette terre »). *Sintobur'i* place cette essentialisation comme une évidence naturelle, presque scientifique. Le quartier d'Apgujeong à Gangnam est connu comme le lieu de rendez-vous des célébrités et des hommes d'affaires. Il s'agit d'un quartier cosmopolite de Séoul, construit très récemment sur d'anciens marécages et Gangnam, place financière de Séoul, symbolise l'ancrage de la Corée du Sud dans le monde globalisé, dirigé par les marchés transnationaux et les grandes entreprises⁵⁷. « Dans quel pays sont ces rues ? ». Cette phrase rejette l'occidentalisation et la modernisation de l'espace urbain, et à travers lui des modes de vie des Coréens, qui ne seraient pas authentiques et donc pas adaptés à la véritable identité coréenne. C'est une critique de la vie urbaine, cosmopolite, vaine et détachée de la nature qui s'oppose à la vie des agriculteurs, qui est au contraire idéalisée. Ensuite, l'opposition entre le prénom « Sunhee », prénom traditionnel très courant en Corée du Sud, et la formulation « Miss Lee » qui fait référence à l'américanisation des noms et des appellations en Corée du Sud, marque le regret d'une perte d'identité authentique et traditionnelle. L'américanisation semble avoir perverti jusqu'aux noms des Coréens⁵⁸. La référence aux « *show-windows* » et aux produits importés marque la mondialisation comme responsable des changements dans les modes de vie des Coréens, et par la même de la dégradation de ces modes de vie, associés de surcroît à des pratiques de consommation

⁵⁷ Gangnam est très célèbre pour son paysage futuriste et ses nombreux gratte-ciels, symbole de l'entrée de la Corée du Sud dans la mondialisation et la modernité (Gelézeau, 2003, chap. 3, pp. 97-135)

⁵⁸ Les noms traditionnels coréens en trois syllabes distinctes restent toujours très courants et très importants de nos jours. Les Coréens conservent encore le souvenir du règne colonial japonais où tous les habitants de la péninsule s'étaient vus attribués des noms japonais, avec interdiction de parler leur propre langue et d'utiliser leur propre patronyme (Cwiertka, 2012).

ostentatoires et dégradantes⁵⁹. La chanson porte également une rhétorique nationaliste axée sur la défense d'une particularité nationale face à une agression extérieure présentée comme illégitime, qui a longtemps structuré le nationalisme coréen (Shin G.-W., 2006 ; Ho S., 2010). À travers la référence aux paysages naturels coréens, montagne et rivières, et aux aliments traditionnels coréens (soja haricots rouges, kimchi, etc.) la chanson rassemble ici tous les éléments qui façonnent l'identité et l'authenticité coréennes (Müller, 2015 p. 229 ; De Soucey, 2010). L'alimentation, en ce qu'elle lie les Coréens à leur terre natale, est ici un élément central de l'identité coréenne (Ho S., 2010). Les derniers vers insistent sur ce sentiment de cohésion nationale : « toi et moi nous sommes Coréens ». Le devoir des Coréens est selon les paroles de « ne pas oublier » les traditions et la véritable identité coréennes (Cho H.-S., 2008).

4.3 Une cristallisation de l'identité nationale autour du phénomène *Sintobur'i*

Lors de la campagne *Sintobur'i*, la NACF a traduit ce concept dans le slogan « 우리몸엔 우리 농산물이 좋습니다 » qui soit « Nos produits agricoles sont bons pour nos corps ». Le terme « *uri* » 우리 utilisé dans ce slogan et qui signifie « nous » ou « nos », est souvent employé pour se exprimer la collectivité, par exemple « nous, le peuple », dans la langue coréenne. Il est également utilisé dans une variété de situation pour différencier les produits coréens (*uri jaepum* 우리제품) des produits étrangers (*ueguk jaepum* 외국제품) et exprime parfois l'idée de partage, ou d'unité (Ho S., 2010, p. 7). Ainsi, c'est un terme idéal pour symboliser l'unité nationale, et son utilisation pour la campagne *Sintobur'i* inscrit les revendications de *Nonghyeop* dans un discours identitaire, où la référence à l'unité nationale, à travers l'utilisation des produits coréens, est primordiale. C'est le cas des deux images ci-dessus, qui utilisent le terme « *uri* » pour promouvoir la consommation de certains produits alimentaires coréens, en garantissant une qualité et une authenticité que, d'après les discours qui les accompagnent, seule les aliments coréens pourraient fournir.

⁵⁹ Les Coréens utilisent le terme *gwasobi* 과소비 ou « consommation excessive » pour faire référence à ces nouvelles pratiques de consommation. Ce terme, principalement employé par les mouvements paysans, critiques de l'occidentalisation des pratiques alimentaires, est en réalité avant tout dirigé contre la consommation de produits étrangers. (Nelson, 2000, p. 127).



Image 3 알면 알수록, 우리 한우*

* *Almyeon alsurok, uri hanu* (Plus on connaît, mieux c'est)

Cette première image est issue d'une publicité pour de la viande de bœuf, par le Comité Autogéré sur le Bœuf Hanwoo 한우자조금관리위원회, dont le slogan commercial est *Almyeon alsurok, uri hanu* 알면 알수록 (Plus on connaît, mieux c'est), et qui, depuis sa création en 2005, promeut la viande de bœuf coréenne et ses propriétés diététiques et médicales auprès des Coréens. Il est d'autant plus intéressant de constater que cette publicité concerne le bœuf coréen, qui a mobilisé de nombreux Coréens lors du scandale des manifestations des bougies dont nous avons étudié le déroulement dans le chapitre 2. Nous avons également constaté qu'avec le changement des pratiques alimentaires des Coréens, la part de bœuf, et plus généralement de viande dans la consommation quotidienne des Coréens, avait fortement augmenté.

Ainsi, même si la consommation de bœuf ne se démocratise que très tardivement, elle est la source en 2008 d'une des plus fortes mobilisations citoyenne de l'histoire de la Corée moderne. Traditionnellement, la viande de bœuf coréenne était réservée aux élites aristocratiques de la nation, les *yangban* 양반, et n'était consommé qu'à de rares occasions, en cas de fêtes religieuses par exemple (Müller, 2015, p. 153). Dès lors, dans la culture coréenne classique, le bœuf n'est pas une denrée de base mais avant tout symbole de prospérité, réservée aux aristocrates et à la royauté (Ho, 2010, p. 13). La forte augmentation de la production de viande bovine débute avec l'impérialisme japonais. La Corée fournit les industries de la conserve japonaise, qui se développent pour alimenter les troupes japonaises stationnées en Mandchourie lors des guerres sino-japonaises (1894-1895 et 1937-1941) et jusqu'en 1945⁶⁰ (Cwiertka, 2012, pp. 398-417). Puis,

⁶⁰ On note une baisse considérable de la quantité de bétail entre 1944 et 1946, de 886,842 à 556,200, ce qui correspond au démantèlement de l'administration coloniale japonaise (Müller, 2015, p. 155)

la variété de bœuf coréen ou *Hanwoo* est, jusque dans les années 1970, utilisée principalement comme animal de trait, et de manière très secondaire pour la consommation de sa viande (Müller, p. 152). C'est avec l'occidentalisation des pratiques alimentaires entre les années 1960 et 1980, que la consommation de bœuf augmente considérablement. À cette époque, la classe moyenne urbanisée considère le bœuf comme le symbole de sa mobilité sociale et économique, et profite ainsi de l'augmentation de son pouvoir d'achat pour s'orienter vers des biens de consommation jusqu'alors réservés à l'élite (Müller, 2015, p. 156).

Enfin, le bœuf devient un plat national à partir de 1988 où, dans le cadre des Jeux Olympiques en Corée du Sud, le gouvernement désigne le *bulgogi* 불고기, plat coréen de bœuf mariné, comme l'un des deux plats officiels de jeux, avec le *kimchi* 김치 traditionnel. Il s'agit d'une double stratégie de la part du gouvernement qui, en choisissant un plat de viande comme symbole culturel national, cherche d'une part à démontrer une forme de prospérité culturelle et économique, sur le modèle des régimes alimentaires occidentaux, et d'autre part à satisfaire les goûts culinaires des milliers de visiteurs étrangers qui pour la plupart découvrent la culture coréenne pour la première fois (Burmeister, 1988, p. 95). La promotion du bœuf *bulgogi* s'inscrit dans une stratégie de promotion culturelle et économique pour la nation coréenne, pour laquelle les Jeux Olympiques marquent la consécration du pays dans sa quête de développement. Ainsi, en 1996, le Ministère de la Culture et des Sports désignent les cinq symboles culturels de la nation coréenne : le *Kimchi*, le bœuf *bulgogi*, le *hanbok* (vêtement coréen traditionnel), le *hangeul* (alphabet coréen), le temple bouddhiste *Bulguksa* et la grotte sacrée *Seokguram* qui lui est adjacente (situé près de la ville de Gyeongju), ainsi que l'art martial traditionnel *Taekwondo*. (Cho H.-S, 2006, p. 220).



Image 4 신토불이, 우리 음식*

* *Sintobur'i, uri eumsik* (*Sintobur'i, nos plats*)

Cette image est la couverture d'un livre de recettes, publié 2010 et destiné à éduquer les enfants aux bienfaits des produits alimentaires traditionnels coréens. Le livre propose ainsi plusieurs recettes accompagnées d'explications sur les différentes propriétés attribuées à chaque plat. Les recettes sont également illustrées par des images, sur lesquelles des personnages en habits traditionnels préparent les plats décrits à l'aide d'ustensiles de cuisine traditionnels. Cet ouvrage illustre bien le projet de nationalisme culturel sous-tendu par la notion de *Sintobur'i* qui cherche en fait à promouvoir non pas des pratiques d'alimentation locale mais bien des pratiques culturelles dans le cadre de la préservation d'un patrimoine commun, mis en danger par les différentes politiques d'ouverture aux importations.

Dans les années 1990, *Sintobur'i* connaît donc une forte popularité et sa diffusion économique et culturelle semblent être une réussite pour *Nonghyeop*. Cette réussite permet surtout une cristallisation des question identitaires et des enjeux nationalistes autour du concept de *Sintobur'i*, et à travers autour des pratiques alimentaires. D'après Cho Hong Sik (2008), *Sintobur'i* débute comme un slogan « à la mode »⁶¹, chanté par les manifestants et paysans, puis promu par les restaurants dans les zones rurales, avant de devenir progressivement un concept symbole de l'identité coréenne en opposition à la mondialisation. Il incarne la philosophie nationaliste et culturaliste qui gagne en popularité en Corée dans les années 1990. Comme analysé plus tôt, le slogan *Sintobur'i* et la chanson qui l'accompagne à partir de 1993 font partie de la campagne de promotion de la NACF, destinée à encourager les Coréens à la consommation de produits coréens afin de contrer la politique de libéralisation et d'ouverture économique du

⁶¹ En français dans le texte

gouvernement dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT. On peut rapprocher ce phénomène de ce que la politologue Patricia Goff appelle un « renforcement des frontières conceptuelles »⁶² de la nation coréenne, autour des produits agricoles nationaux, à une période où, au contraire, les barrières matérielles, en tout cas économique, sont de plus en plus poreuses. L'acte de consommation de produits *Sintobur'i* n'est sans doute pas simplement un acte patriotique conscient.

Ainsi, utiliser un tel adage dans sa campagne de promotion pour les produits agricoles nationaux s'inscrit dans la stratégie identitaire de *Nonghyeop* qui en opposant à travers l'alimentation des concepts tels que tradition et modernité, occidental et oriental, rural et urbain, local et importé, développe une stratégie de nationalisme économique, en résonnance avec les politiques publiques menées jusqu'alors, et les inquiétudes des Coréens face à la mondialisation et l'occidentalisation de leurs modes de vie. Il est d'ailleurs intéressant de se rappeler qu'un autre slogan porté par *Nonghyeop* depuis les années 1980 est *Nongjacheonhajidaebon* 농자천하지대본 農者天下之大本, soit « l'agriculture est le fondement de notre nation ». Ainsi, *Sintobur'i* est au départ un concept philosophique assez développé et au caractère universel, mais il est transformé et vulgarisé dans l'objectif d'une mobilisation sociale à visées nationalistes. Cette stratégie est assez classique au sein des discours nationalistes⁶³ mais reste très fonctionnelle puisque *Sintobur'i* devient effectivement un symbole de l'identité nationale et de la mobilisation coréenne contre la mondialisation (Cho H.-S., 2008, p. 23).

⁶² "Permeable territorial borders may no longer be effective in keeping out the "outside"—goods, people, ideas, and capital from "outside" continually flow into national territories and vice versa. But reinforcement of the identity that underpins political community has the effect of demarcating "inside" from "outside" at the conceptual level." (Müller, 2015, p. 266 ; Goff, 2000, p. 538)

⁶³ Gellner, 1989

Troisième partie

Sintobur'i, symbole du gastronationalisme coréen

Chapitre 5 : La question alimentaire dans le discours nationaliste coréen

Ce chapitre a pour objectif d'étudier la place de l'alimentation dans la construction d'un nationalisme coréen. En tant que pratique alimentaire, porteuse de tradition, mais également en tant que système socio-économique associant production, distribution et consommation, l'alimentation joue un rôle fondamental dans la construction politique et culturelle d'une société. Ainsi, il nous semble intéressant de traiter cette question, pour mieux comprendre le rôle de *Sintobur'i* dans la société contemporaine. Il s'agira dans un premier temps d'étudier les différentes théories scientifiques sur la construction d'un « gastronationalisme » en Corée, à travers les deux idéologies nationalistes principales qui structurent l'histoire contemporaine coréenne, la théorie *Minjok* et la théorie *Minjung*.

5.1 Qu'est-ce que le gastronationalisme ?

Selon l'anthropologue Michaela De Soucey (2010), le gastronationalisme⁶⁴ est un concept qui théorise comment la production, la distribution et la consommation alimentaires fonctionnent comme des éléments clés dans la définition et le maintien d'un attachement national émotionnel et politique, et comment, en retour, le sentiment nationaliste détermine la production et la commercialisation alimentaires. Dans son travail sur le gastronationalisme en Europe et en France⁶⁵, Michaela De Soucey propose d'étudier comment la construction du gastronationalisme permet de mieux comprendre les tensions nationales et pan-nationales au sujet de la délimitation des frontières symboliques communautaires, à travers la mise en place de politique protectionnistes envers certaines pratiques alimentaires et certaines industries, en tant que celles-ci sont désignées comme représentatives de traditions culturelles nationales. Elle examine ainsi comment les réponses nationales à la mondialisation ont pris une forme organisationnelle bien distincte, qui met en valeur avant tout la tradition et l'authenticité comme

⁶⁴ Elle emprunte le terme à William J. Swart qui l'utilise dans son travail « Economic and Cultural Tensions in European Gastro-Nationalist Movements. », présenté en 2002 à la Conférence annuelle de la Société de Sociologie du Midwest (Milwaukee, WI)

⁶⁵ Elle travaille notamment sur la question du Foie Gras en France et des politiques protectionnistes mises en place pour protéger un produit traditionnel considéré comme représentatif de la culture et de l'identité françaises, et dont la suppression conduirait à des réactions émotionnelles fortes en raison de l'attachement symbolique qui lui est associé.

des principes fondateurs pour la protection de certains produits et pratiques alimentaires à l'échelle nationale (De Soucey, 2010 ; Hobsbawm, 2001).

Plus précisément, le gastronationalisme se caractérise par une institutionnalisation de la protection et de la promotion de certains objets alimentaires en les ancrant dans leur lieu de production. Dans ce cadre, le concept de l'origine désignée d'un aliment, revendique le caractère unique du sol, du climat, ainsi que les savoirs spécifiques que possèdent les producteurs locaux, qui incarnent l'héritage de générations de producteurs, eux-mêmes liés à l'histoire particulière du lieu. De Soucey considère ainsi qu'à travers l'utilisation de l'aliment comme véhicule privilégié de l'identité nationale et locale, le gastronationalisme associe la force évocatrice et les ressources liées à la production et la pratique des identités politiques, sociales et économiques pour construire une protection institutionnelle de l'alimentation. C'est le cas de l'ensemble des politiques de labélisation que l'on trouve autant en Europe qu'en Corée du Sud. Dès lors *Sintobur'i* fonctionne comme un label, garant institutionnel et institutionnalisé de la tradition et de l'authenticité des pratiques agricoles et alimentaires coréennes.

Les chercheurs sur le nationalisme coréen considèrent habituellement les années 1980 comme un tournant historique dans l'évolution de l'idéologie nationaliste dominante du pays. Kim Dong-Chun (Kim D.-C. 1994, pp. 46-47 ; Cho H.-S., 2008) distingue trois périodes distinctes dans l'histoire du nationalisme moderne en Corée. La première correspond à la fin de la dynastie *Joseon* (1392-1897) et au début de l'occupation japonaise (1910-1945) et se caractérise par un fort anti-impérialisme et volonté de construire un État-Nation coréen indépendant. Puis, le nationalisme coréen pendant la Guerre Froide est un nationalisme étatique, marqué par l'impératif de développement dans le cadre de la division Nord-Sud dont nous avons déjà étudié les caractéristiques. Enfin, la troisième période début avec la fin de la guerre froide, qui marque la fin de l'obligation internationale de division nationale. Kim Dong-Chung (Ibid), estime que la hausse générale du niveau d'éducation dans les années 1980, l'industrialisation accompagnée de la désintégration des communautés rurales et de l'urbanisation, la généralisation de la culture de consommation, ainsi que le développement des médias de masse sont des facteurs qui ont contribué à affaiblir la portée émotionnelle des idéaux nationalistes. Yeom Mu-Ung (Yeom M.-U. 1994 ; Cho H.-S. 2008 p. 18) considère au contraire que les années 1980 sont marquées par une forte augmentation de l'influence théorique de la production littéraire nationale et d'un renouveau nationaliste qui s'illustre dans ces nouvelles culturelles.

Nous ne souscrivons pas totalement aux perspectives proposées par ces deux théoriciens en ce qu'elles proposent toutes deux une lecture téléologique de l'histoire coréenne, qui serait fatalement soumise et structurée par l'évolution des doctrines nationalistes. De plus, dans ces lectures, la dimension politique du nationalisme, particulièrement celle des contraintes internationales, domine tous les autres aspects de la vie politique large, soit, les dimensions privée, sociétale et culturelle. Hong Seong-Tae (2005) propose une lecture qui permet de sortir de cette vision d'un nationalisme politique monolithique et omnipotent et décrit une nouvelle forme de nationalisme dans les années 1980, portée par les classes moyennes, caractérisées par la fierté de leur développement personnel et des accomplissements historiques nationaux, soit, la réussite économique nationale et la démocratisation politique à partir de 1987. Hong identifie ce nouveau phénomène à un nationalisme culturel, qui se définit non plus par un projet politique de construction national mais bien par la réaffirmation et la réinvention de pratiques culturelles dans le but de s'inscrire individuellement et collectivement au sein de ce qu'Anderson appelle les « communautés imaginées », qui sont construites d'un ensemble de pratiques et de symboles ayant pour but de définir l'identité et la particularité du groupe, et l'altérité d'un autre (Anderson, 1996). Dans le même sens, ces nouvelles pratiques en Corée du Sud sont souvent associées au « nationalisme banal⁶⁶ », qui considère que la conscience nationale ne se manifeste plus dans sa forme politique et radicale mais plutôt d'une manière plus inconsciente et moins visible, à travers des routines symboliques de la vie quotidienne et la pratique de langage, habillement et d'alimentation communs.

5.2 Introduction au nationalisme moderne en Corée du Sud : quelle place pour la question alimentaire ?

« Si les dirigeants et le peuples souhaitent obtenir du respect de la part des puissances étrangères, ils doivent devenir comme les habitants de ces pays éclairés, cultivés, autonomes et indépendants, et abandonné leur riz et leur *kimchi* pour manger du bœuf et du pain ».

Journal du Club de l'Indépendance en 1898 (Pang and Shin, 2005, p. 79).

⁶⁶ Concept de Michael Billig (1995), réexaminé par Koch et Paasi (2016)

Cette citation montre l'importance des pratiques alimentaires dans la construction d'une Corée moderne – modernité nécessairement occidentale, qui lui permettrait enfin de s'élever au rang des nations dominantes. Le Club de L'indépendance est créé en 1896 par de jeunes fonctionnaires et intellectuels coréens, qui visent à reconstruire la souveraineté nationale coréenne en transformant le pays en un État moderne, reconnu et respecté par les autres puissances de l'époque. La fin du XIXe siècle coréen est marquée l'écrasement constant du pays entre la Chine et le Japon aux ambitions coloniales (Em H., 1999). Pour les membres du Club, le seul moyen de se protéger contre ces voisins menaçant est de devenir une grande puissance, non seulement à travers une transformation de l'État et des institutions, mais également des pratiques culturelles, telles que l'étiquette, la mode vestimentaire et l'alimentation (Ibid.). Dans ce contexte, le riz, le *kimchi* et les autres éléments centraux du régime alimentaire traditionnel sont considéré comme « faibles » par rapport au régime occidental fondé sur la consommation de pain et de bœuf. Pour les premiers nationalistes modernes, la question de l'alimentation et des pratiques culinaires est centrale dans la construction d'un État fort et d'une identité nationale (Müller, 2015, p. 208).

Le mouvement nationaliste qui structure l'histoire coréenne au XXe siècle est appelé *Minjok* (민족 ou 民族)⁶⁷ et se construit avant tout en réponse à l'historiographie coloniale japonaise, imposée aux Coréens à partir de 1910, qui cherche à mettre l'accent sur les origines ethniques et culturelles communes entre la Corée et le Japon afin de justifier l'autorité politique des Japonais sur le pays. Dans cette lecture de l'histoire, l'occupation japonaise de son « frère » coréen est légitimée par le fait que le Japon a atteint le statut de pays moderne et développé, alors que la Corée « stagne » à l'ère Joseon. Par la colonisation, le Japon permet à la Corée d'entrer dans la civilisation moderne (Em, 2013, p. 94). L'historiographie *Minjok* conteste cet vision et rejette l'assimilation ethnique et culturelle effectuée par les autorités coloniales japonaises. Elle insiste au contraire sur le caractère bien distinct de l'histoire et de la culture coréennes notamment à travers la référence à la résistance historique du peuple coréen aux différentes agressions étrangères.

⁶⁷ Ce terme signifie « ethnique, groupe, ou race ». Dans le contexte coréen, il fait référence par extension à la nation et au courant politique nationaliste coréen au XXe siècle (Shin G.-W., 2006).

En effet, selon l'idéologie *Minjok*, le peuple Coréen est le descendant unique du roi Tangun, fondateur mythique du premier État proto-coréen en 2333 av. J.-C. L'objectif n'est cependant pas seulement de contredire l'historiographie coloniale japonaise. Il s'agit également de réécrire l'histoire coréenne, très centré sur l'aristocratie et les dynasties vers une histoire, autour de l'histoire du peuple coréen, afin de justifier les revendications de souverainetés des Coréens, face à l'autorité colonial mais également dans un système international politique où la légitimité des États est avant tout une légitimité de peuple souverain (Müller, 2015 ; Em H., 2013). Cette vision essentialiste du territoire, de l'ethnie, de la nation et de l'État fonde l'historiographie nationaliste coréenne bien après la fin du règne colonial japonais. Le discours *Minjok* adopte cependant l'idée que la nation coréenne doit sa colonisation à son incapacité à se réformer et s'inscrire dans un processus de modernisation politique et civilisationnelle. Ce discours anti-traditionnaliste est le fondement du nationalisme *Minjok* qui voit le succès de la nation coréenne comme intrinsèquement lié au processus de modernisation politique, économique et culturel. Afin de construire une nation forte, le peuple de Corée doit s'industrialiser et adopter un état d'esprit moderne.

Dans ce cadre, le secteur agricole n'est pas considéré comme un allié car profondément en contradiction avec les idéaux du *Minjok*. La Présidence de Park Chung-Hee s'inscrit dans ce processus de modernisation à visée nationaliste et la politique anti-paysan s'explique également par l'idéologie *Minjok* qui imprègne toute l'élite politique et économique coréenne toute la deuxième moitié du XXe siècle. Ainsi, la modernisation agricole des années 1970 proposée par Park Chung-Hee et son gouvernement cherche non seulement une modernisation des infrastructures et pratiques agricoles mais également une évolution des mentalités et mode de vie des populations rurales (Müller, 2015). Ainsi la vision *Minjok* suppose que le sous-développement rural est avant du à la résistance au changement et le traditionalisme excessif des milieux paysans (Hsiao, 1981, p. 94). Il s'agit donc à travers les réformes du *Saemaenul Undong* des années 1970 de combattre la fainéantise et insuffler un esprit d'entreprise et un désir de modernité chez les populations rurales.

5.3 Le mouvement nationaliste *Minjung* et la formation d'une identité paysanne à l'ère développementaliste

5.3.1 *Minjung, une nouvelle historiographie nationaliste*

La philosophie *Minjung* 민중 ou 民衆⁶⁸, développée par le théologien coréen Ahn Byung Mu en 1975 se veut contraire à la vision *Minjok* d'une nation modernisée. Le terme *Minjung* est utilisé pour la première fois lors de la Dynastie *Joseon* (1392-1897) pour désigner tous ceux ne faisant pas partie de l'élite aristocrate ou *Yangban* 양반 (Abelmann, 1996). Dans les années 1970, Ahn reprend la grille d'analyse classiste qui oppose les aristocrates *Yangban* aux gens du peuple *Minjung* et l'utilise pour décrire la situation des ruraux et critiquer la politique autoritaire régime de *Yusin* (Ibid). Dans cette vision de l'histoire, *Minjung* fait référence aux « gens du peuple », qui seraient les véritables sujets et acteurs de l'historiographie coréenne et décrit pour Ahn ceux « qui ont souffert de l'exploitation, l'oppression politique et sociale, et la répression culturelle à travers les âges » (Ibid). La philosophie *Minjung* se popularise à partir des années 1970 puis 1980, et devient rapidement un des moteurs du mouvement social et politique qui s'oppose au régime. Selon Nam-Hee Lee (2007), *Minjung* fournit alors l'argument central pour les intellectuels opposé à l'État et aux bureaucrates du régime de *Yusin* 유신 : Les Coréens doivent se mobiliser contre l'État pour recouvrer leur souveraineté politique et leur rôle de sujet dans l'histoire du pays (Lee, 2007, p. 5). Il s'agit de donner de nouvelles voies dans le chemin de la modernisation, et de sortir de la mentalité coloniale, orientée vers la honte du sous-développement⁶⁹ (Ibid.).

5.3.2 *Minjung et la défense du monde paysan, une nouvelle identité coréenne ?*

Parce qu'elle s'attache à redéfinir l'identité paysanne en tant que centrale dans la construction d'une identité coréenne plus large, la philosophie *Minjung* est d'intérêt ici car elle a un rôle prépondérant dans la redéfinition du modèle alimentaire et de sa place dans la construction nationaliste. Il s'agit pour *Minjung* de renégocier la place du monde paysan dans la société coréenne et donc de modifier la perception de l'agriculture dans l'opinion public, en

⁶⁸ *Minjung* signifie littéralement « le peuple, le public » et s'oppose généralement à l'élite

⁶⁹ *Minjung* renie l'opposition entre les notions *seonjinkuk* et *hujinkuk*, aux fondements du projet développementaliste (Kim J.-T., 2014).

opposition avec le discours dépréciatif employé par le gouvernement *Yusin* lors de sa politique de *Saemaeul Undong*.

La critique du *Minjung* ne s'articule pas autour niveau de la question du retard des campagnes, considérée comme justifiée, mais sur la responsabilité, qui incombe non pas au paysans, mais bien à l'élite politique coupable d'une oppression politique, social et économique. Pour les intellectuels du *Minjung*, il s'agit de restaurer la subjectivité historique du pays, et réinterpréter le rôle central des paysans dans l'histoire moderne du pays. Cela signifie que les paysans doivent jouer un rôle politique central dans la lutte contre l'oppression politique des élites du pays mais aussi des puissances étrangères. *Minjung* joue un rôle du moteur dans le développement de l'identité révolutionnaire paysanne, et place le paysan comme l'incarnation du vrai nationaliste à travers un révisionnisme historique que l'on trouve toujours au sein de nombreuses organisations paysannes aujourd'hui. Elle se trouve notamment dans l'identité du la Ligue des Paysans Coréens (KPL), mouvement de gauche fondé dans les années 1990, dont l'auto-description marque une volonté de s'apparenter aux mouvements paysans coréens du XIXe siècle et à la résistance anticoloniale du début du siècle :

« À la fin de la dynastie *Joseon*, l'exploitation du peuple Coréen s'est empirée suite au soulèvement paysan de *Gabo* en 1894, puis face au projet d'augmentation de la production de riz et de recensement cadastral sous le règne colonial des Japonais. Les paysans commencèrent à s'organiser en association de paysans locataires et en syndicats paysans afin de lever des protestations en masse et de lancer un mouvement paysan contre le régime japonais. Les paysans coréens se sont toujours montrés à la hauteur quant il s'est agit de protéger notre nation des invasions étrangères. Dans la lignée de ces traditions, les paysans ont commencé à se regrouper en organisations autonomes telles que les Association de Fermiers Catholiques et Chrétiens fondées dans les années 1970 puis 1980 »

(*Korea Peasants League*, 2006 dans Müller, 2015).

Cette citation illustre tout à fait comment, à travers la philosophie *Minjung*, les activistes paysans de Corée du Sud en sont venus à se considérer comme les défenseurs historiques de la nation face aux invasions étrangères, à un moment où, au contraire, l'élite politique du pays a semblé ne rien mettre en œuvre pour protéger la souveraineté nationale, voire s'est avérée complice de ces « agresseurs » étrangers. De surcroît, cette historiographie cherche à établir une

lignée directe entre la célèbre Révolution Paysanne *Donghak*⁷⁰ face aux colons japonais et le combat contemporains des agriculteurs contre les traités de libre-échange et les invasions étrangères, de manière à renforcer encore une fois le rôle central des paysans comme uniques détenteurs de la souveraineté et protecteurs historiques de l'identité et du territoire coréens (Abelmann, 1996). La vision du KPL dans cette citation place le traité de libre-échange porté par l'élite du pays et les puissances étrangères, en particulier les Etats-Unis, non seulement comme une attaque des paysans coréens, mais également contre toute la nation, en tant que les paysans sont l'incarnation de l'esprit national et de l'authenticité coréenne.

5.3.3 Minjung et le mouvement coréen pour la démocratie

Le changement de paradigme entre la vision d'un milieu paysan oisif, illustrée par le *Saemaenul Undong*, à la vision idéalisée du *Minjung*, n'est pas seulement le fait d'une renégociation historiographique. Les politiques d'ajustement structurelles face à l'échec du mouvement *Saemaenul* dans les années 1980, notamment dans le fief de Chun Kyung-Hwan, frère du Président de l'époque Chun Doo-Hwan (1980-1988) et sujet d'un scandale de corruption en 1988, est aussi source d'un mécontentement grandissant parmi les populations rurales⁷¹. Le mouvement *Saemaenul* marque l'échec du pari de modernisation des campagnes, et la stagnation économique, bloqué par le creusement des déficits budgétaires, la pression économique extérieure sur les milieux agricoles et par l'agitation politique interne, forme un terrain propice à la diffusion de l'activisme *Minjung* depuis les centres urbains et les milieux intellectuels, vers les milieux ruraux dans les années 1980.

D'après Lee Nam-Hee (2007), le soulèvement et le massacre de Gwangju en 1980 sont des événements majeurs dans l'évolution et la popularisation du mouvement *Minjung*. Après la mort de Park Chung-Hee en 1979⁷², de nombreux Coréens protestent contre le régime du Yusin, dans l'espoir d'un renouveau politique et d'un avenir plus attrayant. En cette période d'instabilité politique, le général Chun Do-Hwan parvient à prendre le contrôle de l'Agence des

⁷⁰ La rébellion paysanne *Donghak* est un soulèvement des paysans Coréens, principalement de la région Jeolla (sud du pays), qui s'est produit en 1894. Cette révolte est un élément déclencheur de la première guerre sino-japonaise. Il est porteur d'une nouvelle religion appelée *Donghak* 동학(ou 天道教) qui souhaite mettre en avant la dignité humaine et l'égalité entre les hommes, en opposition au régime très hiérarchique qui structure le pays à l'époque.

⁷¹ CHIRA S. « Brother of Korea's ex-President arrested » *New York Times*, 31 mars 1988, en ligne [dernière consultation le 21 août 2018]

⁷² Il est abattu en 1979 par le Chef des Renseignements Coréens (KCIA)

Renseignements Coréens puis du pays par un coup d'État, le 17 mai 1980. Il déclare la loi martiale et fait fermer les universités, usines et autres foyers de l'activisme politique antidictatoriale. C'est face à ce coup d'État que plusieurs étudiants décident de manifester à Gwangju le 18 mai 1980. Les protestations durent dix jours, et les étudiants sont rejoints par de plus en plus de Coréens, choqués par le traitement très autoritaire réservé aux étudiants pendant ces manifestations. Le 27 mai, le régime envoie 20 000 soldats sur Gwangju, avec l'accord du Commandement des Forces Combinées Sud-Coréennes et Américaines. Il est difficile d'évaluer exactement le nombre de victimes, variant de quelques centaines à des milliers selon les sources, mais des dizaines de milliers de manifestants sont arrêtés dans les mois qui suivent, et les élites du mouvement sont emprisonnés et envoyés dans des « camps de purification » (Lee, 2007, p. 46).

Le massacre de Gwangju est l'un des moments sanglants du combat pour la démocratie en Corée du Sud, et reste encore aujourd'hui un point sensible de l'histoire politique du pays⁷³. Le soulèvement de Gwangju influence grandement l'organisation et la philosophie du mouvement paysan et de l'idéologie *Minjung*. Les étudiants et intellectuels s'engagent dans la diffusion des idées du *Minjung* non plus en tant que théoriciens mais en tant que travailleurs et paysans. Cela marque également le début d'un sentiment anti-américain très puissant et qui perdure largement aujourd'hui dans la formation des idéaux nationalistes. Ce soulèvement pousse enfin les activistes du *Minjung* faire des prises de positions plus radicales et des actions militantes plus offensives. Ainsi, dans les années qui suivent les événements de Gwangju, le soulèvement devient un marqueur historique dans la construction du mouvement *Minjung* et consolide le combat contre l'élite politique et l'alliance avec les puissances étrangères, incarnée par la présence militaire américaine. Gwangju devient ainsi une « expérience [collective] primordiale et le péché originel » du régime contre les révolutionnaires, et à travers eux, les Coréens (Lee, 2007, p. 48). Face à cette détestation croissante de l'élite – rapprochée de la collusion de certaines élites coréennes avec l'occupant japonais, notamment lors de la révolution paysanne *Donghak* – les intellectuels sont forcés de prouver leur engagement, et choisir leur camp entre la révolution et la collaboration avec le régime, sans aucune position intermédiaire possible (Ibid. p. 18).

Ainsi, l'émergence du mouvement *Minjung* comme l'idéologie alternative dominante dans les années 1970 et 1980 permet aux paysans d'inscrire leurs revendications dans un discours plus

⁷³ À ce sujet, lire Shin G.-W et Hwang K.-M. (2003)

large de critique contre l'autoritaire et la libéralisation économique forcée, au sein duquel le combat contre l'oppression de l'élite et des puissances étrangères est fondamentale. Pour les paysans, la question de l'ouverture au libre-échange et le rôle des milieux agricoles dans la construction d'un imaginaire nationale *Minjung* n'est pas seulement une question de défense des intérêts économiques des paysans coréens, mais bien la défense de la souveraineté nationale et de l'identité coréenne à travers la protection de ce groupe politique (Müller, 2015).

5.4 *Sintobur'i* et gastronationalisme

Alors que la pensée *Minjung* est dominante dans l'idéologie nationaliste des les années 1980, *Sintobur'i* devient une base idéologique pour la formation d'un gastronationalisme coréen dans les années 1990. *Minjung* interprète les rapports sociaux à l'aune de la lutte des classes et propose dans ce cadre un projet antiétatique et anti-occidental ; *Sintobur'i* s'adresse à une population plus large et cherche à mobiliser tant les institutions que les coopératives, les producteurs et les consommateurs. Se distingue à travers la pensée *Sintobur'i* l'héritage des principes *Minjok*, qui voient la défense des intérêts de la nation comme un élément fondateur de sa philosophie, associé aux des principes de la philosophie *Minjung*, qui voient le peuple coréen, et donc, les paysans coréens, comme les véritables sujets de l'historiographie nationale.

5.4.1 *La transition post-industrielle du mouvement Minjung*

En 1987, la première élection libre a lieu en Corée du Sud. Alors que le combat pour la démocratie semble porter ses fruits, un changement de paradigme se produit au sein du mouvement *Minjung* : la position contestataire et l'activisme violent adoptés dans les années 1980 à l'image du paysans révolutionnaire *Donghak*, sont peu à peu abandonnés dans les années 1990 au profit d'une vision plus pastoraliste et pacifique de la paysannerie (Abelmann, 1996). L'anthropologue Nancy Abelmann identifie cette transition comme le passage d'un « mouvement *Minjung* révolutionnaire » à un « *Minjung* tenant des fleurs » qui ce changement dans le discours et dans l'esthétique nationaliste. De cette manière, l'image du paysan en osmose avec la Terre devient l'expression du nouveau rôle idéal des agriculteurs au sein de l'imaginaire national d'une société post-industrielle. En terme de mouvement social, on retrouve ce changement de paradigme dans la popularisation de mouvements sociaux et environnementaux dans les années 1990. Ce que Müller appelle le « tournant écologique » (Müller, 2015, p.229 ; Ku

D.-W., 2009) s'illustre tout à fait dans la naissance du mouvement Hansalim. Cette coopérative est l'exemple du virage d'un combat pro-démocratie vers une alternative éco-socialiste ayant pour objectif de « dépasser l'industrialisme moderne à travers l'idéologie pro-vie du *Donghak* » (Ku D.-W., 2009, p. 9). Même si l'impact de Hansalim reste assez faible sur les politiques agricoles nationales, ses principes représentent parfaitement la transformation du rôle des paysans et de l'agriculture dans la vie politique et dans la culture coréennes à partir des années 1990. Bien sûr, cette transition n'est pas propre aux mouvements citoyens progressistes en Corée du Sud, puisque la connexion entre paysans, territoire, alimentation et santé à travers les campagnes *Sintobur'i* devient un élément central du discours et de la politique du MAPF et de la FNCA, pour lesquels il s'agit de protéger les agriculteurs contre la compétition intensive imposée par la libéralisation des échanges.

5.4.2 *Sintobur'i ou la synthèse des nationalismes coréens à l'ère de la mondialisation*

Sintobur'i insiste également sur le rôle de la nourriture coréenne et des fermiers coréens comme symboles de la culture nationale traditionnelle et authentique. Les différentes initiatives menées au sein de la campagne *Sintobur'i* ont fortement influencé les comportements alimentaires des Coréens et ont permis d'associer aux pratiques culinaires coréennes des propriétés nutritionnelles et de santé, d'identité et de terroir à travers ce que Michaela De Soucey appelle des « politiques d'authenticité » (De Soucey, 2010). Ce renforcement des frontières conceptuelles autour de la culture alimentaire coréenne s'est produit à une période où le gouvernement coréen lui-même adoptait des mesures pour aller plus loin dans le processus de mondialisation et renforcer la compétitivité des industries exportatrices nationales (Kendall, 2011). La campagne *Sintobur'i* est un exemple de comment l'identité nationale en tant que cadre conceptuel, peut être utilisée à l'ère de la mondialisation pour associer l'alimentation à une réflexion plus large sur les modes de vie post-industriels en Corée du Sud, qui trouve ses racines dans le mouvement *Minjung* mais abandonne l'emphase du *Minjung* sur la lutte des classes.

5.4.3 *Sintobur'i, écologie, et nationalisme*

Ce que le sociologue coréen Ku Do-Wan⁷⁴ (2009) appelle le mouvement marginal des alternatives écologiques, composé principalement d'anciens membres des mouvements socialistes et radicaux, est sans doute assez représentatif de ce phénomène en Corée du Sud. Les préoccupations de santé et de sécurité alimentaire face au système agro-alimentaire industrialisé sont devenues primordiales au sein des mouvements de consommateurs dans les années 1990 et 2000. Le rôle de *Sintobur'i* a ainsi été d'incorporer ces préoccupations sanitaires et écologiques à une campagne plus large de défense de l'agriculture domestique. Consommer « coréen » n'est alors plus seulement une question de santé ou de bien-être individuel, mais également de bien-être collectif, national (Kim, K.-O., 2010). D'après l'anthropologue coréen Kim Kwang-Ok, « cette combinaison entre des sujets tels que le patriotisme, la santé, la sécurité alimentaire, et la reconnexion avec le passé est un élément clé pour expliquer le succès de la campagne *Sintobur'i* dans son projet d'inciter les consommateurs à acheter des produits agricoles coréens, quand bien même les produits importés s'avéraient plus avantageux ».

⁷⁴ Ku Do Wan est membre du *Korea Environment Institute* et se spécialise dans la sociologie de l'environnement et des mouvements écologistes en Corée du Sud.

Chapitre 6 : Consommer local, un enjeu nationaliste pour les Coréens à l'ère de la mondialisation

Ce dernier chapitre aura pour objectif de présenter les composantes identitaires de la consommation locale en Corée du Sud, en accordant une place toute particulière au rôle de l'opposition entre mondialisation et identité coréenne dans la construction de modes de consommations alternatifs. D'autre part il s'agira de comprendre dans quelle mesure les arguments et symboles identitaires sont utilisés comme fondement de ces modes de consommations alimentaires alternatives. Tout d'abord, nous aborderons la question de l'autosuffisance alimentaire, souvent traitée en termes économiques et sanitaires, pour comprendre les enjeux identitaires qui sous-tendent sa promotion en Corée du Sud. Puis, nous étudierons un exemple de conflit alimentaire, la « guerre du *kimchi* » mettant en jeu des concepts tels que la mondialisation, l'identité et l'alimentation. Enfin nous nous intéresserons au fondement des mouvements consommateurs critiques de la mondialisation et leur relation avec la notion de *Sintobur'i*.

6.1 L'autosuffisance alimentaire, enjeu de souveraineté pour la nation sud-coréenne

En 2008, les protestations face au traité de libre-échange avec les États-Unis et face aux pressions américaines à l'importation de viandes bovines après la crise de la vache folle de 2003, ne sont pas seulement fondée sur un désaccord au sujet de la politique économique ou sur des inquiétudes liées à la sécurité alimentaire (Müller, 2015, p. 254). Il s'agit également d'une question de fierté nationale pour les Coréens, pour qui la signature du traité et la réouverture du marché national aux importations de bœuf américain sont le symbole de la subordination continue de la Corée du Sud aux intérêts des États-Unis, ainsi que la preuve que l'élite politique sud-coréenne continue de mener une politique de concession avec les puissances étrangères. Ainsi, la question du bœuf américain, à l'origine des plus grandes manifestations en Corée du Sud, devient une question de souveraineté nationale et est avant tout fondée sur un sentiment anti-américain très puissant (Ho, 2010). Dans la pure tradition *Minjung*, le Président Lee Myung-Bak est considéré comme l'image de l'élite sud-coréenne faible et corrompue, qui continue de baisser la tête face à la puissance américaine. Ainsi, lors de plusieurs manifestations, la foule répète le slogan « Lee Myung-Bak est Lee Wan-Yong », en référence au ministre pro-occidental Lee Wan-Young, qui

força l'empereur coréen à abdiquer en 1907 au profit des Japonais et à signer le Traité d'Annexion de 1910, qui entérina la colonisation de la péninsule par les Japonais (Cho H.-S., 2008).

Ainsi, au cœur du débat sur la souveraineté nationale, on trouve ancrée la crainte des possibles conséquences du traité de libre-échange sur l'alimentation et l'agriculture coréennes, tant en termes de souveraineté économique, que de souveraineté politique et identitaire. La peur de la maladie de Creutzfeld-Jacob et le fait que les Coréens aient interprété la politique du Président à cet égard comme un abandon face aux États-Unis ont permis aux éleveurs de bétail coréens d'associer leurs propres intérêts économiques de limiter les importations de bœuf aux problèmes plus large d'identité et souveraineté nationales (Müller, 2015). Dans le combat contre l'ingérence étrangère et la corruption de l'élite abandonnant la souveraineté nationale, le bœuf coréen a été érigé en symbole des vertus du peuple coréen et de ce combat historique contre les puissances étrangères. Les inquiétudes liées aux grandes entreprises américaines, aux OGM et à la maladie de la « vache folle » se sont mêlées dans un rejet généralisé de toute importation de produits en provenance des États-Unis. Il ne s'agit dès lors plus seulement de protéger les fermiers coréens déjà fortement endettés, mais également de conserver intact la culture culinaire et les traditions coréennes, qui, en seulement quelques années sont devenues le point d'attache de toutes les revendications identitaires coréennes (Ho S., 2010). Le riz, le *kimchi* et le bœuf deviennent des symboles de l'identité culinaire coréenne, un terrain à défendre contre les ingérences étrangères.

La chercheuse Park Mi⁷⁵ explique ainsi que les mouvements antimondialistes en Corée du Sud ont gagné de l'importance à travers le combat contre le traité de libre-échange Corée-États-Unis, notamment en représentant ce traité comme le symbole d'un « dualisme simpliste opposant le centre impérialiste à ses périphéries dépendantes » (Park M., 2009, p. 460). Elle insiste sur le fait que le discours anti-FTA est avant tout centré sur la protection de la souveraineté nationale comme centrale à la protection du futur de la nation coréenne (Ibid. p. 458). Dès lors, d'après Park, l'accent mis sur les questions souveraineté nationale et de la perte d'autonomie face aux États-Unis à contribuer à affaiblir la critique anticapitaliste et anti-néolibérale portée par de nombreux Coréens lors des manifestations et le débat s'est éloigné des considérations de

⁷⁵ Mi Park est membre du département de recherche en sociologie et anthropologie de l'Université Dalhousie à Halifax et travaille sur les questions liées à la mondialisation et l'internationalisation des échanges en Asie.

politique économique pour alimenter les questionnements identitaires, bien plus populaires (Hart-Landsberg, 2011, p. 343; Park M., 2009). Cette analyse diffère assez de celles menées par d'autres chercheurs, qui voient dans les manifestations anti-bœuf américain de 2008, l'expression d'une résistance au néolibéralisme et à la domination des entreprises agro-alimentaires sur le système alimentaire coréen (Kim et Lee, 2010). Selon le politologue Anders Riel Müller⁷⁶, il s'agit d'une stratégie des organisations paysannes et des agences étatiques agricoles qui, en associant l'agriculture et les produits agricoles à des symboles d'identité nationale, ont réussi à formuler la question des politiques agro-alimentaires en termes d'enjeu national plutôt qu'économique, et, par là-même, mobiliser la population coréenne, plus sensible aux questionnements identitaires qu'aux conséquences politiques et sociales du néo-libéralisme (Müller, 2015).

Comme étudié plus tôt, l'invention de *Sintobur'i* est profondément liée à la période de mondialisation et d'ouverture aux échanges internationaux en Corée du Sud. Nous avons analysé comment, grâce au succès économique et culturel qu'engendre sa diffusion, *Sintobur'i* devient un symbole central du questionnement sur l'identité nationale dans les années 1990 et par la suite. De la même manière, *Sintobur'i* devient également le principe majeur qu'on oppose à la mondialisation à partir de sa diffusion. En 1993, les conclusions de l'*Uruguay Round* du GATT mènent la Corée du Sud à ouvrir son marché national, notamment dans le secteur du riz, auparavant très protégé par le gouvernement coréen. En novembre 1994, le Président libéral Kim Young Sam lance officiellement sa politique de *saegyehwa* 세계화 (littéralement « mondialisation »). Selon lui, par le processus de *saegyehwa*, la Corée du Sud pourra obtenir un rang international. Il s'agit de « créer une nouvelle Corée » ou *sinhanguk changjo* (신한국 창조) à travers la mondialisation. Ainsi, en 1995, le cabinet du Premier Ministre coréen crée le Comité Exécutif pour la Mondialisation, *saegyehwa chujin winveonhoe* (세계화추진위원회 ou 世界化推進委員會). De nombreux Coréens s'opposent à cette politique, notamment dans les médias, à travers des éditoriaux et caricatures de presse. Ces dernières ridiculisent la politique de Kim Young Sam avec des dessins dont l'un d'entre eux met en scène un haut fonctionnaire du Comité Exécutif, entouré de ballons et bannières publicitaires sur lesquels sont inscrits les termes *Saegyehwa* (mondialisation) et *kukjehwa* 국제화 (internationalisation). Il est représenté courant vers son bureau cherchant à cacher une calligraphie encadrée, sur laquelle on peut lire « *Sintobur'i* ». L'idée véhiculée par ce dessin de presse est que *Sintobur'i* et *saegyehwa* sont profondément incompatibles,

⁷⁶ Anders Riel Müller est chercheur associé au *Nordic Institute of Asian Studies* et se spécialise sur les questions d'agroéconomie, de systèmes agroalimentaires et d'économie politique en Corée du Sud.

et qu'il est nécessaire, voire vital, pour la survie de *Sintobur'i*, et à travers lui la culture coréenne, que les pouvoirs publics coréens fassent un choix. À travers ces critiques, la politique de mondialisation du Président Kim Young Sam est critiquée car elle va à l'encontre de l'esprit et l'identité nationale traditionnelle (Cho H.-S., 2008, p. 27).

Dans le même temps, la mondialisation est, pour Kim Young-Sam, une stratégie de nationalisme économique, de laquelle *Sintobur'i* participe activement. En effet, le Président proclame en 1996 que « les Coréens ne pourront pas devenir des citoyens du monde s'il n'ont pas une bonne compréhension de leur propre culture et de leurs propres traditions. Les Coréens doivent faire leur entrée dans le monde avec la force de notre culture unique et de nos valeurs traditionnelles. Les Coréens ne seront des citoyens mondialisés que lorsque l'identité nationale et l'esprit national qui lui est indissociable seront maintenus » (Kim, 1996, 15). En d'autres termes, la mondialisation est avant tout une « coréanisation » *hankukhwa* (한국화). Dès lors, la politique de mondialisation de l'administration Kim Young-Sam vise la revitalisation de la culture coréenne, dans une démarche de popularisation de la culture et les valeurs coréennes à travers le monde. D'un point de vue économique, cette stratégie se traduit par un soutien complet aux entreprises nationales dans leur route vers les marchés internationaux. Il s'agit d'une double stratégie de promotion culturelle et économique, à l'extérieur du pays et à l'intérieur de ses frontières. Dès lors, de nombreuses politiques de préservation du patrimoine et de renouveau culturel sont mises en place, à travers notamment l'organisation de nombreux festivals folkloriques. Ainsi *Sintobur'i* devient lui-aussi un argument de vente, qui encourage les Coréens à acheter plus de produits nationaux. Par exemple, la hausse des ventes d'entreprises coréennes telles que Samsung ou LG sont annoncées quotidiennement dans le but de susciter un sentiment de fierté et de cohésion nationale autour des produits d'origine coréenne. Ainsi, paradoxalement, *Sintobur'i* sert la politique de globalisation mise en place par le gouvernement Kim Young-Sam (Shin G.-W., 2006).

Pour résumer, le discours hégémonique sur la mondialisation dans les années 1990 fait partie intégrante de la politique gouvernementale de l'époque, qui se concentre sur le renforcement de l'identité nationale et des valeurs coréennes, et insiste sur l'importance de la compétitivité pour les produits et la culture coréennes dans le cadre d'un marché économique et culturel globalisé. D'après le sociologue et spécialiste du nationalisme coréen Shin Gi-Wook, il semblerait donc que le gouvernement et les citoyens coréens aient préféré une approche

nationaliste de la mondialisation, tout comme ils l'avaient fait avec la stratégie de modernisation des décennies précédentes (Shin G.-W., 2006).

6.2 Alimentation traditionnelle et consommation de la tradition

Dans cette partie, nous tenterons d'exemplifier notre propos à travers le cas du *kimchi* coréen, symbole pour beaucoup de l'alimentation coréenne, et par extension de la coréanité (Cho H.-S., 2006, p. 212). Les anthropologues Han Kyun-Koo (2000 ; 2011) et Cho Hong-Sik (2006) se sont intéressés à la consommation du *kimchi* en Corée du Sud contemporaine et son rôle de symbole national de l'identité coréenne. Han considère ainsi que l'importance du *Kimchi* tant que symbole national s'explique d'une part une forte anxiété nationale au sujet de la mondialisation, dans un pays traumatisé par la colonisation la guerre, la division, l'industrialisation et l'urbanisation rapides qui ont façonné son histoire moderne (Han K.-K., 2011, p. 7). Son analyse se concentre sur deux événements qui ont façonné la « guerre des *Kimchi* » ou *Kimchi Jeonjaeng* (김치 전쟁) en Corée du Sud avec d'une part un conflit qui oppose, à partir de 2004, le *kimchi* coréen au le *kimuchi* japonais, et d'autre part l'emballement médiatique qui mobilise les Coréens à propos des dangers sanitaires liés *kimchi* chinois à l'automne 2005. Selon Han, ces deux conflits montrent bien la relation complexe et somme toute arbitraire entre identité nationale et authenticité, notamment dans un contexte de mondialisation où la production et la distribution sont inscrites dans une tradition culturelle reconnue (Ibid.). Ainsi, à travers l'émergence du *kimchi* comme part importante de l'image nationale coréenne, se lit une fragilité nationale face au monde globalisé. Le *kimchi* joue ici le symbole de ralliement à l'identité et l'authenticité coréenne, qui transcende sa propre histoire au sein de la cuisine coréenne.

Jusque dans les années 1980 le *kimchi* n'est pas revendiqué ouvertement par les Coréens comme symbole de l'identité nationale. C'est avec les Jeux Olympique de Séoul en 1988 et la « déclaration d'indépendance culinaire », qui marque pour la Corée le début de l'affirmation de ses traditions alimentaires, que le *kimchi* prend la place de symbole national. Cette popularisation s'explique par la concomitance de plusieurs facteurs dans le contexte coréen. Tout d'abord, la fin des années 1980 est un tournant important dans l'histoire économique du pays qui, après plusieurs décennies de politique développementaliste, achève sa transition d'un État agraire et

sous-développé⁷⁷ à une puissance industrielle et commerciale dynamique, source de fierté pour les Coréens. Puis, dans les années 1980, les mouvements pro-démocratie s'organisent et popularisent les trois « valeurs *min* » comme fondement de la vie politique coréenne : *minju* 민주 (la démocratie), *minjung* 민중 (le peuple) et *minjok* 민족 (la nation). Ces mouvements incarnent le rejet de la dictature militaire, ainsi que celui des élites cosmopolitiques qui ont permis pendant vingt ans aux gouvernements autoritaires de perdurer. Dès lors, le *kimchi* devient un symbole idéal, non seulement car il représente l'alimentation traditionnelle coréenne, mais également parce qu'il représente la classe populaire coréenne, les paysans, les ouvriers, et les populations pauvres, pour lesquelles le *kimchi*, bon marché et facile à conserver, est une denrée de base traditionnelle, en opposition à l'élite dominante, qui préfère consommer des plats étrangers, considérés plus raffinés. Le *kimchi* devient un emblème des luttes politiques, sociales et culturelles qui traversent la Corée du Sud dans les années 1980.

Cette dispute avec le Japon, axée sur le caractère authentique du *kimchi* coréen, face au *kimuchi* japonais, trouvait ses fondements dans l'héritage de la colonisation de la Corée par le Japon, et, dans un contexte contemporain de mondialisation où la Corée espérait dominer le marché du *kimchi* en Asie, en Amérique et en Europe. Mais plus fort encore était le désir de défendre le droit de propriété intellectuelle et ethnique comme exclusif à la culture coréenne. Le conflit du *kimchi* chinois était lui concentré sur les préoccupations de santé et de sécurité alimentaire, et rencontra un soutien émotionnel fort de la part des médias et des femmes aux foyers qui, en tant que responsables principales de l'alimentation en Corée du Sud, se sentirent trahies, et coupables. Mais face à la Chine, la Corée ne pouvait pas compter sur le sentiment nationaliste qui avait prédominé dans le conflit avec le Japon, ne pouvant pas jouer sur les inimitiés historiques. Les Coréens ont recours à l'époque à des arguments plus neutres, tels que les inquiétudes sur l'hygiène ou la sécurité. Dans les deux cas, il s'agissait cependant de défendre avant tout un symbole de la nation coréenne, de sa tradition et de sa spécificité culturelle. En outre, à une époque où la stratégie coréenne consistait à jouer sur la spécificité nationale en tant qu'argument de vente, en Corée du Sud et à l'étranger, l'accaparement d'un objet si symbolique que le *kimchi* ne pouvait être ressenti que comme un affront (Han, 2011, Cho, 2006).

⁷⁷ L'emploi de ce terme ici traduit l'expression coréenne correspondante *hujinkuk* qui signifie « nation en retard » et illustre l'impératif idéologique développement qui façonne l'État coréen et les politiques gouvernementales qui visent à sa modernisation à partir des années 1960 (Kim, J.-T., 2014).

La guerre du *kimchi* a également suscité des conflits internes en Corée du Sud. Car le sujet a non seulement soulevé des questions relatives au commerce international, à l'identité nationale, à la santé et à la sécurité alimentaire, mais il sous-tend également des enjeux liés au changement des modes de vie, des identités de classe, de la place des femmes dans la société et des habitudes de consommation dans les foyers coréens. En effet, depuis que le *kimchi* a été érigé en symbole national de la culture traditionnelle et de la réussite économique coréenne dans les années 1980, les mères coréennes et les femmes au foyer ont fréquemment été blâmées pour avoir abandonné la fabrique artisanale du *kimchi* au profit du *kimchi* chinois importé, issu de la production industriellement et prêt à consommer. Dans un contexte où la proportion des femmes au foyer tend à diminuer en même temps que le taux d'urbanisation augmente, beaucoup de Coréens attachés aux traditions culinaires coréennes déplorent la perte de ce qu'ils considèrent comme un « art culinaire » (Han, 2011). À travers la fin du *kimchi* artisanal, c'est la fin de la structure familiale traditionnelle que l'on déplore ; les femmes délaissent la fabrique du *kimchi* comme elles délaissent la gestion de la maison qui leur incombe traditionnellement⁷⁸. De même les enfants coréens préfèrent les hamburgers, pizzas et autres produits coréens (Bak S.-M., 2004).

Dans cette « guerre du *kimchi* », le *kimchi* coréen, porteur de la saveur originale et des techniques ancestrales et variées selon les régions coréennes, est perdant face au *kimchi* chinoise, au goût standardisé, industriel et considéré dangereux pour la santé et au *kimchi* japonais, qui chassent les produits coréens du marché. D'après Han Kyung-Koo (2011), les « guerres du *kimchi* » s'inscrivent dans un phénomène social plus large de panique morale face aux changements socioculturels qui bouleversent la famille, la santé, l'économie et l'identité même des Coréens.

6.3 Le mouvement *gwasobi chubang* 과소비 추방 ou l'esprit frugal coréen

Vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, un discours critique sur le rythme et l'ampleur de la consommation gagne en popularité à travers l'expression *gwasobi* (과소비 ou 過消費). Ce terme sino-coréen est utilisé pour critiquer les tendances de consommation excessive qui se généralisent en Corée avec la hausse des niveaux de vie et l'urbanisation croissante. Notons d'emblée qu'il semble difficile de mesurer objectivement le

⁷⁸ La cuisine au sein du foyer revient traditionnellement à la femme en Corée qui utilise le *cheong* 칭 maternel et coréen, que l'on traduira par « cœur », pour produire les meilleurs aliments (Cho H.-S., 2006).

niveau approprié de consommation et les conditionnent qui le délimitent varient selon les circonstances économiques et sociales. À ce propos, la politologue américaine Laura Nelson, explique que la construction morale des fondements et modalités d'une consommation appropriée et patriotique en Corée remonte à la période précoloniale (Nelson, 2000). Cependant, durant les dernières décennies, les principes moraux de consommation frugale, en opposition aux comportements excessifs constatés, ont été popularisés au sein d'une stratégie de développement national, en tant que pratique éthique ayant pour objectif la préservation de la culture traditionnelle de la corruption et des dangers du luxe et de la modernisation. Dans ce cadre, Nelson constate que la frugalité est devenue un moyen de protéger la nation de la honte internationale et de la ruine économique qu'engendrerait à long terme une hausse plus importante des rythmes de consommations. Elle analyse ainsi que le discours *gwasobi* inscrit les individus et les modes de vies individuels comme partie intégrantes de la destinée et du rayonnement national.

Laura Nelson examine notamment le développement du mouvement anti-consommation *gwasobi chubang* (과소비 추방), à l'aune des la relation entre les stratégies de développement économique centrées sur les exportations mises en place par les différents gouvernements coréens et le développement de modes de consommation locale. À travers cet examen, elle cherche à montrer que certaines formes de consommation sont constructives d'un sentiment nationaliste. Dès lors, le discours *gwasobi chubang* semble se développer en réaction aux changements sociaux et s'inscrit dans un mouvement que Laura Nelson appelle « nationalisme de consommation ». Ce phénomène va plus que le simple fait d'acheter des produits coréens et d'éviter les aliments importés. Il s'agit plutôt, au sein d'un marché de plus en plus complexe, d'analyser toutes les pratiques de consommation à l'aune de l'identification nationale, et pas seulement les pratiques ouvertement protectionnistes. Ainsi, le nationalisme consommateur concerne autant les pratiques basées sur la consommation de produits coréens dans l'optique de protéger la culture et l'économie nationale – comme nous l'avons étudié dans le cas du *kimchi*, que le respect des traditions morales coréennes qui condamnent toute forme de consommation ostentatoire, comme dans le discours *gwasobi*, et tout autant les stratégies qui considèrent la consommation de produits étrangers importés comme une manière de faire participer la Corée du Sud au monde globalisé et cosmopolite (Nelson, 2000, p. 25).

1.1 Sintobur'i, well-being et esthétique de consommation

Le *well-being* 웰빙 est un terme qui gagne en popularité dans le langage coréen à partir des années 2000. Il recouvre plusieurs significations mais fait référence à une qualité de vie idéale, caractérisée par un niveau de vie élevé, et à une culture et un mode de vie sophistiqué. La consommation alimentaire dans ce cadre est une forme de philosophie où il s'agit de apprécier un nouveau genre d'art à travers l'esthétisation de l'aliment, de la cuisine et de ce qu'ils représentent, plutôt que de répondre à un besoin nutritionnel physique. Dans cette logique esthétisante, la couleur, la forme, le goût et l'odeur d'un plat, mais aussi l'atmosphère générale d'un restaurant, les manières de servir sont au service du plaisir culinaire, comme plaisir esthétique, culturel et social. La connaissance des techniques de production et de préparation, et leur inscription dans une tradition historique et culturel participe de cette consommation de l'esthétique. La beauté du plat est dans le signifiant culturel et philosophique que lui portent les consommateurs. De même, l'alimentation *well-being* s'inscrit dans un mode de vie plus général, rythmé par les voyages, l'art, l'appréciation de la nature, la pratique de sports sains comme le yoga, ou la méditation dans des temples bouddhistes. Dans cette quête vers une nature originelle et paradoxalement esthétisée, l'alimentation s'apprécie dans ce qu'elle crée un lien entre l'homme et la nature. Ainsi, les ingrédients, leur couleur, leur goût, leur agencement et leur préparation doivent être au service de cette quête du naturel.

Il est possible d'interpréter la culture alimentaire contemporaine coréenne comme une combinaison de principes *Sintobur'i* et d'un mode de vie *Well-being*. Ce nouveau mode de vie permet aux Coréens modernes d'évoluer dans un espace au sein duquel ils peuvent se remémorer ce qu'ils ont abandonné, voire perdu, dans leur quête de la modernité. D'après l'anthropologue coréenne Moon Opkyo, il s'agit pour ces Coréens d'une expérience symbolique dans laquelle la conversion culturelle en quête de bien-être passe par une réappropriation d'un espace, d'une temporalité et d'un mode de vie pré-modernes, originaux, à travers lesquels il s'agit de retrouver sa véritable identité individuelle et collective (Moon O., 1997). Ainsi, dîner dans des restaurants qui proposent des expériences culinaires à base de riz de très grande qualité n'est plus simplement une expérience gastronomique réservée aux populations les plus aisées, mais une forme de pèlerinage culturel à la recherche d'une époque mythique et d'une nature perdue ou abandonnée dans le processus d'occidentalisation et de modernisation. La plupart des Coréens partagent des repas centrés autour de la viande, sur le modèle occidental. Ils apprécient parfois

de s'éloigner de cette routine moderne pour pratiquer certains rituels culinaires et culturels par lesquels ils peuvent se souvenir de ce monde culinaire originel⁷⁹.

L'association du mode de vie *Sintobur'i* et du *Well-being* vers plus de bien-être s'explique aussi par l'augmentation du localisme partout en Asie, comme outil de lutte contre la globalisation économique, financière et culturelle. Avant les années 2000, les modes de vies occidentaux étaient automatiquement et intrinsèquement synonymes de modernité, associés à la science, la civilisation et la culture. En somme, un modèle à atteindre. Pourtant, avec la hausse du niveau de vie en Corée du Sud et d'autres pays asiatiques (notamment le Japon et Taïwan), les traditions culinaires coréennes et asiatiques sont redevenus des sujets d'étude, particulièrement dans le domaine de la santé, les facteurs de la longévité ou la prévention de l'obésité. En effet, dans de nombreux pays occidentaux – aux Etats-Unis, en France –, les cuisines indienne, thaïlandaise ou vietnamienne connaissent une vague de popularité sans précédent et les *sashimi* et *sushi* japonais sont consommés sans modération à travers le globe. Ainsi en Occident autant qu'en Asie, le point de vue sur les pratiques culinaires asiatiques, et à travers elles, les pratiques culturelles, ont largement évolué vers plus de consommation et d'intérêt. C'est bien sûr la mondialisation qui permet ces inévitables flux culturels transnationaux, et la culture, à travers la gastronomie ou la mode, devient un nouvel objet de consommation au même titre que d'autres produits économiques. Ainsi, en Corée du Sud, le fromage est un met de distinction pour les classes moyennes et supérieures, tandis qu'en France, la tendance est au *bimbimbab*⁸⁰.

La récente popularité du *Sintobur'i* et du *well-being* dans les pratiques culinaires contemporaines peut également se comprendre dans un contexte d'emphase grandissante sur l'esthétique culinaire, plus que sur le coût, et qui se concentre sur la forme, la couleur, l'agencement et le goût d'un plat. Cette culture de l'esthétique s'associe à des analyses pseudo-scientifiques et anecdotiques sur les bienfaits de l'alimentation traditionnelle (plus authentique donc meilleure pour le corps), et trouve son apogée dans l'appréciation simple de l'alimentation nationale et locale comme action esthétique et culturelle pure. Dans ce contexte, la distinction entre cuisine de luxe et alimentation paysanne est brouillée. Ainsi des aliments coréens

⁷⁹ Anderson, 1996

⁸⁰ Plat coréen traditionnel composé d'un bol de riz recouvert de légumes de saisons à bas prix, ce met était réputé en Corée du Sud pour être le plat du pauvre avant de connaître une nouvelle vie avec la renaissance de l'art culinaire traditionnel Coréen en Corée et à l'étranger.

À ce sujet, lire Joinau, 2014

auparavant considérés comme très pauvres et basiques *ssam* 쌈 et *juk* 죽, sont aujourd'hui des plats raffinés proposés dans de nombreux restaurants traditionnels. On associe également à ce phénomène le renouveau de la culture royale en Corée, non seulement comme met de qualité proposé au touriste comme stratégie de promotion culturelle à l'étranger, mais également comme alimentation pour les Coréens qui souhaitent revenir à une alimentation plus saine, plus respectueuse de l'environnement, mais également plus esthétique.

Ces nouvelles pratiques s'inscrivent également dans un contexte de mondialisation qui pousse à des rencontres entre les cultures et induit souvent une compétition entre celles-ci et les différentes pratiques culinaires qui les caractérisent. Cela permet également d'expliquer comme les goûts et appréciations culinaires changent à travers la banalisation des cuisines exotiques et des goûts spécifiques qui les accompagne. Ainsi, les occidentaux s'habituent aux goûts épicés qui caractérisent la cuisine coréenne à base de *gochujang* 고추장⁸¹, et par là-même les Coréens recommencent à s'intéresser à leur propre culture, comme expression de leur identité individuelle, nationale et transnationale.

⁸¹ Pâte de piment rouge confectionnée à base de piment coréen fermenté pendant plusieurs années selon une ancestrale à l'intérieur de pots traditionnels coréens.

Conclusion

Qu'est-ce que la pensée *Sintobur'i* ?

Au cours de notre étude, nous avons cherché à définir la notion de *Sintobur'i* pour comprendre son rôle dans la mise en relation entre alimentation locale et nationalisme. Il s'agissait notamment de déconstruire l'apparente neutralité du terme *Sintobur'i*, utilisé dans le langage courant pour définir à la fois les pratiques d'alimentation locale, et, plus largement, toute les pratiques liée à une production, distribution et consommation d'aliments issus du « sol » coréen.

Pour ce faire nous avons d'abord cherché à établir une genèse des mouvements d'alimentation locale, à travers une analyse sociohistorique de la question alimentaire dans la construction de l'État moderne coréen et au sein de la vie politique du pays, à partir des années 1960. Nous avons constaté que l'essor de l'alimentation locale en Corée du Sud est le produit d'une convergence d'intérêts entre les milieux agricoles, désireux de développer un nouveau système agro-alimentaire au sein duquel ils pourraient retrouver une place économique, sociale et politique soutenable, et les consommateurs sud-coréens qui, à partir des années 1980, marqués par les scandales alimentaires et insécurités sanitaires liées à la mondialisation, cherchent à renouer avec un système agro-alimentaire basé sur la confiance dans les produits qu'ils consomment. Dès lors la mise en place des pratiques d'alimentation locale en Corée se base sur la création d'un lien de confiance entre producteurs et consommateurs, considérant que la proximité socio-spatiale, centrale au projet d'alimentation locale, est une garantie de qualité et d'authenticité des produits alimentaires.

Nous avons noté dans ce cadre que les pratiques d'alimentation coréennes s'apparentent et s'inspirent de pratiques observées à l'étranger, notamment au Japon, et qu'elles sont le fruit d'acteurs variés tels que les paysans, les consommateurs, les décideurs politiques régionaux et les institutions coréennes. Il nous semble intéressant de noter l'importance des femmes dans ce processus, et celle des mères de famille, sur lesquelles semble repose l'impératif de qualité de l'alimentation dans la pratique de consommation. Cette première question nous a ainsi aidés à formuler un premier élément de réponse : le mouvement d'alimentation locale en Corée, parce qu'il est protéiforme, ne présente pas d'homogénéité quant à la définition du localisme, qui conserve donc son ambiguïté, mais affiche un projet commun : la localité, en ce qu'elle délimite un espace commun et connu, est une garantie de qualité tant pour les consommateurs que pour les producteurs.

Puis, nous avons interrogé les fondements philosophiques et politiques de *Sintobur'i* afin de comprendre les enjeux sociogéographiques et culturels qu'il sous-tend. Il est apparu que *Sintobur'i*, loin d'être un adage traditionnel, est une invention sémantique dont l'origine est en débat. *Sintobur'i* est avant tout un terme développé par l'organisation *Nonghyeop*, qui cherche à travers lui à consolider sa légitimité organisationnelle et politique et à promouvoir des idéaux nationalistes pour soutenir sa stratégie de promotion économique. En analysant l'impact de *Sintobur'i*, nous avons constaté qu'outre le succès politique qu'il apporte à la coopérative *Nonghyeop*, *Sintobur'i* connaît également une véritable réussite économique, puisqu'il devient un argument de vente très efficace et est aujourd'hui utilisé en tant que label, garant de la qualité, l'authenticité et du caractère traditionnel des produits qu'il qualifie. C'est enfin un véritable succès culturel puisqu'il est rapidement intégré dans le langage courant et devient le synonyme d'alimentation locale, et *in fine* de coréanité. La synthèse qu'effectue *Sintobur'i* entre alimentation locale et coréanité nous amène à appréhender *Sintobur'i* comme un symbole nationaliste singulier, qui propose une essentialisation entre territoire, corps, et identité à travers l'acte alimentaire. Si ce dernier indique une manière d'être au monde, alors *Sintobur'i* en tant qu'adage performative, propose une vision normative de l'identité coréenne et du territoire coréenne, l'un devenant l'élément constitutif de l'autre.

Enfin, nous avons cherché à placer *Sintobur'i* dans un contexte plus large de renouveau des pratiques nationalistes en Corée du Sud, marquées par une transition dans les années 1980 d'un nationalisme politique à un nationalisme culturel, comme élément explicatif des pratiques alimentaires. Dans une perspective plus historique, nous avons d'abord analysé la place de la question alimentaire dans les différences mouvances nationalistes coréennes, et le rôle de cette question dans l'évolution même de ces mouvements. Puis nous avons cherché à interroger les pratiques de consommation locale au prisme de l'opposition entre nationalisme et mondialisation à l'époque contemporaine. Il nous a semblé ainsi que *Sintobur'i*, à travers le discours essentialiste entre territoire, identité et alimentation qu'il véhicule, fonctionne comme le symbole de ce que Michaela De Soucey appelle un « gastronationalisme ». Cette nouvelle pensée nationaliste s'explique dans un contexte de perte de contrôle sur la production et les industries nationales ainsi que la fragilisation des communautés nationale en tant que cadre légitime d'expression et de normativité identitaire, à l'époque de l'internationalisation des flux économiques et financiers, mais aussi la hausse constante des échanges culturels transnationaux.

Lire la pensée *Sintobur'i* au prisme de l'approche féministe de la géographie

Au cours de nos recherches nous avons plusieurs fois rencontré des travaux qui accordent une place particulière aux femmes dans la popularisation et l'organisation des mouvements d'alimentation locale en Corée du Sud ainsi qu'au sein du discours nationaliste sur les enjeux identitaires et culturelles de la consommation alimentaire. Il nous est apparu notamment que le discours *Sintobur'i* véhicule un projet d'organisation genrée de l'espace social et politique, à travers la promotion de modes de consommation traditionnalistes, où le rôle de la femme est avant tout le prise en charge du foyer et la responsabilité de l'alimentation. En favorisant dans ses fondements et dans sa pratique à une assignation de la femme à ce rôle social et spatial traditionnel de l'organisation de la maison, il conforte une vision hiérarchisée des rapports de genre. La pensée *Sintobur'i* promeut la vision d'une consommation locale et traditionnelle et par là même réaffirme la place marginale de la femme coréenne dans la société et l'espace public, à travers cette double territorialisation : l'espace local de l'alimentation, et le foyer.

Bibliographie

Ouvrages

- ABELMANN, Nancy. *Echoes of the Past, Epics of Dissent: A South Korean Social Movement*. Berkeley: University of California Press, 1996.
- ANDERSON, Benedict. *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris: La Découverte, 1996.
- BILLIG, Michael. *Banal Nationalism*. Londres: Sage Publications, 1995.
- BURMEISTER, Larry L. « Agricultural cooperative development and change: a window on South Korea's agrarian transformation ». In *Transformations in Twentieth Century Korea*, édité par Yun-Sik CHANG et Steven Hugh LEE, 384 p. Oxon et New York: Routledge, 2006.
- . « From Parastatal Control to Corporatist Intermediation: The Korean Agricultural Cooperative in Transition ». In *Corporatism and Korean Capitalism*, édité par Denis L. MCNAMARA, 110-38. Londres: Routledge, 1999.
- CHOE, Hyun-Moo. « Contemporary Korean Literature: From Victimization to Minjung Nationalism. » In *South Korea's Minjung Movement: The Culture and Politics of Dissidence*, par K. M. WELL, 167–178. Honolulu: University of Hawai'i Press., 1995.
- CUMMINGS, Bruce. *Korea's place in the sun: a modern history*. Londres, New York: W. W. Norton, 1997.
- CWIERTKA, Katarzyna J. *Cuisine, Colonialism and Cold War: Food in Twentieth-Century Korea*. Reaktion Books, 2012.
- EM, Henry. *The Great Enterprise: Sovereignty and Historiography in Modern Korea*. Asia-Pacific: Culture, Politics, and Society. Durham, Londres: Duke University Press Books, 2013.
- FEFFER, John. *Korean Food, Korean Identity: The Impact of Globalization on Korean Agriculture*. Stanford: Walter H. Shorenstein Asia- Pacific Research Center, 2004.
- GEERTZ C. *Old societies and new States: the quest for modernity in Asia and Africa*. Chicago: Free Press of Glencoe, 1983.
- GELLNER, Ernest. *Nations et nationalisme*. Paris: Payot, 1989.
- GOODMAN, D., et M. WATTS. *Globalising Food: Agrarian Questions and Global Restructuring*. Londres: Routledge, 1997.
- Guglib gug-eo yeonguwon* 국립국어연구원 [Dictionnaire de la Langue Coréenne]. Pyojungug-eo Daesajeon. Seoul : Dusandong-a, 2000.
- HAN, Kyung-Koo. « The “Kimchi Wars” in Globalizing East Asia Consuming Class, Gender,

- Health, and National Identity ». In *Consuming Korean Tradition in Early and Late Modernity*, par Laurel KENDALL. Honolulu: University of Hawai'i Press, 2011.
- HOBBSAWN, Eric J. *Nations et Nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*. Paris: Gallimard, 2001.
- HONG, Seong-Tae. « Chotbul jiphoe-wa minjujuui (La veillée des bougies et la démocratie) ». In *Chotbul jiphoe-wa hanguk saboe*, 17-55. Séoul: Munhwa Kwahaksa, 2009.
- HONG, Sun Kee, Jae Eun KIM, Jianguo WU, et Nobukazu NAKAGOSHI. *Landscape Ecology in Asian Cultures*. Ecological Research Monographs 1. Londres, New York: Springer Japan, 2011.
- HYU, et YIM. *Local agri-food system. Sociology of food politics*. Séoul: Korea Agricultural Sociology, 2009.
- KENDALL, Laurel. *Consuming Korean Tradition in Early and Late Modernity: Commodification, Tourism, and Performance*. Honolulu: University of Hawai'i Press, 2011.
- KIM, Kwang-Ok. *Re-orienting Cuisine: East Asian Foodways in the Twenty-First Century*. 1ere édition. Berghahn Books, 2015. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt9qcwzq>.
- LEE, Nam-Hee. *The Making of Minjung*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2007.
- LIPIETZ, Alain. *La Richesse des régions*. Édité par Georges BENKO. Paris: Presses Universitaires de France, 2000.
- MCMICHAEL, Philip, et Chul-Kyoo KIM. « Japanese and South Korean Agricultural Restructuring in Comparative and Global Perspective ». In *The Global Restructuring of Agro-Food systems*, édité par Philip MCMICHAEL, 21-52. Ithaca, NY: Cornell University Press., 1994.
- MÜLLER, Anders. « Chapter 16: South Korea: Food Security , Development and the Developmental State ». In *New Challenges to Food Security From Climate Change to Fragile States*, édité par Ian CRISTOPLOS et Adam PAIN, 298-320. Londres: Routledge, 2014.
- NELSON, Laura. *Measured Excess: Status, Gender and Consumer Nationalism in South Korea*. New York: Columbia University Press, 2000.
- PANG, Kie-Chung, et Michael D. SHIN. *Landlords, Peasants and Intellectuals in Modern Korea*. Édité par Yong-Seop KIM. East Asia Program, Cornell University. Ithaca, NY: East Asia Program, Cornell University, 2005.
- PLEYERS, Geoffrey, et Collectif. *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*. Desclée De Brouwer, 2011.
- REINSCHMIDT, Michael. « Estimating rice, agriculture, global trade and national food culture in South Korea. » In *Food and Foodways in Asia*, édité par S.C.H. CHEUNG et T. CHEE-

- BENG, 96-111. Londres, New York: Routledge, 2007.
- SHIN, Gi-Wook. *Ethnic Nationalism in Korea: Genealogy, Politics, and Legacy*. Studies of the Walter H. Shorenstein Asia-Pacific Research Center. Stanford: Stanford University Press, 2006.
- SHIN, Gi-Wook, et Kung-Moon HWANG. *Contentious Kwangju: The May 18 Uprising in Korea's Past and Present*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 2003.
- YEOM, C. « The history and activity of ICOOP. Business and activity of ICOOP over 10 years », ICOOP Consumers' Cooperative Institute., 115-59. Seoul, 2007.

Articles Scientifiques

- ARAGHI, Farshad. « Food regimes and the production of value : Some methodological issues ». *Journal of Peasant Studies* 30, n° 2 (2003): 41-70. <http://dx.doi.org/10.1080/03066150412331311129>.
- . « Global depeasantisation ». *The Sociological Quarterly* 36, n° 2 (1995): 337-68.
- BAK, Sangmee. « Negotiating National and Transnational Identities through Consumption Choices: Hamburgers , Espresso , and Mobile Technologies ». *The Review of Korean Studies* 7, n° 2 (2004): 33-52.
- BURMEISTER, Larry L. « South Korea's Rural Development Dilemma: Trade Pressures and Agricultural Sector Adjustment ». *Asian Survey* 30, n° 7 (1990): 711-23. <https://doi.org/10.1525/as.1990.30.7.01p0401j>.
- . « State, Industrialization and Agricultural Policy in Korea ». *Development and Change* 21, n° 2 (avril 1990): 197-223. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.1990.tb00375.x>.
- BURMEISTER, Larry L., et Yong-Ju CHOI. « Food sovereignty movement activism in South Korea: national policy impacts? » *Agriculture and Human Values* 29, n° 2 (2011): 247-58. <https://doi.org/10.1007/s10460-011-9335-9>.
- CHO, Hong Sik. « Globalization and National Identity: Shintobul-i, A Case of Cultural Representation of Economic Nationalism ». *Journal of International and Area Studies* 15, n° 1 (2008): 17-35.
- CHO, Hong-Sik. « Food and Nationalism: Kimchi and Korean National Identity ». *The Korean Journal of International Relations* 46, n° 5 (2006): 207-29.
- CHONG E. et al. « Women and the Politics of Place through the Space of Kitchen Garden: 'sisters' kitchen garden' project of the Korean Women Peasant Association ». *Journal of Rural Society* 21, n° 2 (2011): 301–344.
- CHUNG, Hae-Kyung, Hye-Jeong YANG, Da-Yeon SHIN, et Kyung-Rhan CHUNG.

- « Aesthetics of Korean foods: The symbol of Korean culture ». *Journal of Ethnic Food*, n° 3 (2016): 178-88. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jef.2016.09.001>.
- DESOUCEY, Michaela. « Gastronationalism: Food Traditions and Authenticity Politics in the European Union ». *American Sociological Review* 75, n° 3 (2010): 432-55. <https://doi.org/10.1177/0003122410372226>.
- DOUCETTE, Jamie. « The Terminal Crisis of the “Participatory Government” and the Election of Lee Myung Bak. » *Journal of Contemporary Asia* 40, n° 1 (2010): 22-43. <https://doi.org/10.1080/00472330903270338>.
- DUPUIS, M.E. « Not in my body: RBGH and the rise of organic milk ». *Agriculture and Human Values* 17, n° 3 (2000): 285–295.
- DUPUIS, M.E., et D. GOODMAN. « Should we go home to eat?: Toward a reflexive politics of localism. » *Journal of Rural Studies* 21 (2005): 359–371.
- EM, Henry. « Nationalism, Post-Nationalism, and Shin Ch’ae-ho ». *Korea Journal* 39, n° 2 (1999): 283-317.
- FRIEDMAN, Harriet, et Philip MCMICHAEL. « Agriculture and the state system: the rise and fall of national agricultures, 1870 to the present ». *Sociologica Ruralis* 29, n° 2 (1989): 93-117. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9523.1989.tb00360.x>.
- FUMEY, Gilles. « La Mondialisation de l’alimentation ». *L’Information géographique* 71, n° 2 (2007): 71-82. <https://doi.org/10.3917/lig.712.0071>.
- . « Penser la géographie de l’alimentation (thinking food geography) ». *Bulletin de l’Association de géographes français*, 2007, 35-44. <https://doi.org/10.3406/bagf.2007.2541>.
- GOFF, Patricia M. « Invisible Borders: Economic Liberalization and National Identity ». *International Studies Quarterly* 44, n° 4 (2000): 533-62. <https://doi.org/10.1111/0020-8833.00171>.
- GOODMAN, D. « Rethinking food production-consumption: Integrative perspectives ». *Sociologica Ruralis* 42, n° 4 (2002): 271–277.
- GUPTA, Akhil, et James Cultural Anthropology FERGUSON. « Beyond “Culture”: Space, Identity, and the Politics of Difference ». *Cultural Anthropology* 7, n° 1 (février 1992): 6-23.
- HALL, Stuart. « Culture, community, nation ». *Cultural Studies* 7, n° 3 (1 octobre 1993): 349-63. <https://doi.org/10.1080/09502389300490251>.
- HAN, Kyung-Koo. « Some Foods Are Good to Think: Kimchi and the Epitomization of National Character ». *Korean Social Sciences Journal*, Korean Social Science Research Council, 27, n° 1 (2000): 5-31.
- . « The Anthropology of the Discourse on the Koreanness of Koreans ». *Korea Journal* 43,

- n° 1 (2003): 5-31.
- HART-LANDSBERG, Martin. « Capitalism, the Korea–U.S. Free Trade Agreement, and Resistance ». *Critical Asian Studies* 43, n° 3 (2011): 319-48.
<https://doi.org/10.1080/14672715.2011.597332>.
- HINRICHS, C. « The practice and politics of food system localization ». *Journal of Rural Studies* 19, n° 1 (2003): 33-45.
- HONG, Seong-Tae. « Geundaehwawa minjogju-ui [Modernisation et nationalisme" ». *Munhwagwahag* 42 (2005): pp.78-96.
- JEONG, E. « Characteristics of consumer cooperatives in South Korea ». *Agricultural Economy* 29, n° 3 (2006): 1-18.
- JOBIN, Paul. « La maladie de Minamata et le conflit pour la reconnaissance ». *Ebisu - études japonaises* 31 (2003): 27-56. <https://doi.org/10.3406/ebisu.2003.1356>.
- JOINAU, Benjamin. « Une vague de Kimch'i : la gastronomie coréenne face à la mondialisation Entre Soft Power et menace ». *Outre-Terre* 39, n° 2 (2014): 350-72.
<https://doi.org/10.3917/oute1.039.0350>.
- JUNG, Man Chul, et David PEARSON. « The Current Status and Potential of Local Food in South Korea ». *Locale: The Australasian-Pacific Journal of Regional Food Studies*, n° 4 (2014): 61-78.
- KAZUMI, Kondoh. « The alternative food movement in Japan: Challenges, limits, and resilience of the teikei system ». *Agriculture and Human Values* 32, n° 1 (2014): 143-53.
<https://doi.org/10.1007/s10460-014-9539-x>.
- KIM, Chul-Kyoo, et Hae-Jin LEE. « Teenage Participants of the 2008 Candlelight Vigil: Their Social Characteristics and Changes in Political Views ». *Korea Journal* 50, n° 3 (2010): 14-37.
- KIM, Dong-Chun. « Gugjehwawa hangug-ui minjogju-ui [Mondialisation et nationalisme coréen] ». *Yeoksabipyong* 29, n° Hiver (1994): 40-54.
- KIM H. et al. « The Adoption and Utilization of Local Food in the School Food Service Support System: An Exploratory Case Study ». *Journal of Tourism Science* 33, n° 5 (2009): 99–121.
- KIM, Hak Sil, et Young Chul CHOI. « Success Factors of the Local Food Movement and their Implications: The Case of Wanju-gun, Republic of Korea ». *Procedia Economics and Finance* 23 (2015): 1168-89. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00533-X](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00533-X).
- KIM, Hyung-Seop. « Prospect and Study of New Food-Culture in Post-Wellbeing Age [포스트웰빙(Post-Wellbeing) 시대의 식문화 전망과 모색] ». *Journal of the Table & Food Coordinate* 7, n° 1 (2012): 37-54.

- KIM, Jong-Tae. « South Korea's Developmentalist Worldview Representations and Identities in the Discourse of Seonjinguk ». *Asian Journal of Social Science* 42, n° 3 (2014): 383-408. <https://doi.org/10.1163/15685314-04203007>.
- KIM, Kwang-Ok. « Rice Cuisine and Cultural Practice in Contemporary Korean Dietary Life ». *Korea Journal* 50, n° 1 (2010): 11-35.
- KIMURA, Aya Hirata, et Mima NISHIYAMA. « The chisan-chisho movement: Japanese local food movement and its challenges ». *Agriculture and Human Values* 25 (2007): 49-64. <https://doi.org/10.1007/s10460-007-9077-x>.
- KOCH, Natalie, et Anssi PAASI. « Banal Nationalism 20 years on: Re-thinking, re-formulating and re- contextualizing the concept ». *Political Geography* 54 (2016): 1-6. <http://dx.doi.org/10.1016/j.polgeo.2016.06.002>.
- KU, Do Wan. « The Emergence of Ecological Alternative Movement in Korea ». *Korean Social Sciences Journal* 36, n° 2 (2009): 35-66.
- LEE, J.-W. « Future Directions of Local Food Policy ». *RegionandFarming* 5 (2010): 49-73.
- MOON, Opkyo. « Food and Food Consumption as Cultural Practices: Lifestyle Changes in Contemporary Korea? » *Korea Journal* printemps (2010): 5-10.
- . « Jeontong-ui saengsan-gwa sobi: hanbok-eul jungsim-euro [Production et consommation de la tradition : le cas des vêtements traditionnels coréens] ». *Hankukin-eui sobi-hwa yoga saenghwal* 74, n° 9 (1997).
- PARK, D.-B. « Local Food System and CSA in the USA: Present And Future ». *Korean Rural Sociology* 15, n° 1 (2005): pp; 75-98.
- PARK, Mi. « Framing Free Trade Agreements: The Politics of Nationalism in the Anti-Neoliberal Globalization Movement in South Korea ». *Globalizations* 6, n° 4 (2009): 451-66.
- VENN et al. « Researching euro- pean 'alternative' food networks: some methodological considerations ». *Areas* 38 (2006): 248–258.
- YEOM, Mu-Ung. « Gugjehwa sidae-ui minjogmunhwa [La culture nationaliste à l'ère de la mondialisation] ». *Yeoksabipyong* 29, n° Hiver (1994): 55-66.
- YOON et al. « Farmers' Market Consumers and Embeddedness: An Empirical Study of Consumers' Attitudes at Wonju Farmers' Market ». *Journal of Rural Society* 21, n° 2 (2011): 223–262.

Thèses

- DOUCETTE, Jamie. « The Postdevelopmental State: The Reconfiguration of Political Space and the Politics of Economic Reform in South Korea. » Thèse de Doctorat en Philosophie, Université de Colombie Britannique, 2009.
- HSIAO, Hsin-Huang Michael. « Government Agricultural Strategies in Taiwan and South Korea: A Macrosociological Assessment ». Institute of Ethnology Academia Sinica., 1981.
- HWANG, Soon Won. « Mobilizing Agri-Food Movements: Roles of Alternative Agri-Food Systems in Addressing the Rural Crisis in South Korea ». Thèse de Doctorat en philosophie, Université du Manitoba, 2015.
- OSETROVA, Maria. « National Food and Gastronationalism in Contemporary Korea ». Yonsei University, 2016. https://academic.naver.com/article.naver?doc_id=187888904.
- PARK, Kyoung-Hee. « State and food in South Korea: moulding the national diet in wartime and beyond. » Université de Leiden, 2013.
- RIEL MÜLLER, Anders. « The Making of Food Security Crisis - Overseas agricultural Investments and Nationalism in South Korea ». Doctoral School of Society and Globalisation, Roskilde University, 2015.

Autres

- CHIRA, Susan. « Brother of Korea's Ex-President Arrested ». *The New York Times*, 31 mars 1988.
- CHOE, Sang-Hun. « Protests in Seoul more about nationalism than U.S. beef. International Herald Tribune ». *New York Times*, s.d., 11 juin 2008 édition. <https://www.nytimes.com/2008/06/11/world/asia/11iht-seoul.1.13635643.html>.
- DELISSEN, Alain. « « Émergences coréennes » ». *carnet RESAP-Livre blanc des recherches sur l'Asie et le Pacifique* (blog), 9 décembre 2012. <http://resap.hypotheses.org/1304>
- HWANG, Young-Sik. « 고정관념을 깨는 사람들 <8> 자생생명공학연구소 안덕균 소장 Gojeongkwaryeom eul kkaeneun saramdeul 8 jaseongmyeongkonghakyonguso andeokgyeon sojang ». *Hankook Ilbo*, 21 mai 2004. <http://hankookilbo.com/v/d35ddf84ed3446a380e91c3aac2c0c23>.
- KIM, Chul-Kyoo. « Globalization and Changing Food Politics in South Korea », 64-81. Tokyo: Global Institute for Asian Regional Integration, Waseda University, 2008.
- KWEON, Sug-In. « “Shintobuli (Body-Earth-Not-Separate): Imported Agricultural Products and Nationalism in Korea and Japan”. Paper presented at the annual meeting of the

American Anthropological Association, Washington, D.C », 1993.

LEE, Hae Jin, Won Kyu SONG, et Byeong Seon YOON. « The Struggle for Food Sovereignty in South Korea ». *Monthly Review*, mai 2013. <https://monthlyreview.org/2013/05/01/the-struggle-for-food-sovereignty-in-south-korea/>.

OH, Sana. « Our food fits our bodies: globalization and food nationalism in South Korea », 1-15. Seongnam : The Academy of Korean Studies, 2010.

PONS, Philippe. « La Colère des paysans sud-coréens contre le libéralisme ». *Le Monde*. 19 novembre 2005. https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2005/11/19/la-colere-des-paysans-sud-coreens-contre-le-liberalisme_711950_3216.html.